

Art. 2. In artikel 2, § 1, 2^o, b), van hetzelfde besluit worden de woorden « Mevr. Caroline Oost » vervangen door de woorden « de heer Luc Van Dommelen ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 8 maart 2010.

De Vlaamse minister van Economie, Buitenlands Beleid, Landbouw en Plattelandsbeleid,
K. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2010/27030]

4 FEVRIER 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme portant sur l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N)

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 4, 22, 23 et 42 à 46;

Vu les arrêtés royaux des 23 janvier 1979 et 20 novembre 1981 et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 établissant les plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme et Liège;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mars 2007 décidant la mise en révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme et adoptant l'avant-projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme en vue de l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations et d'un périmètre de protection en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme en vue de l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations et d'un périmètre de protection en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme;

Vu l'étude d'incidences de plan réalisée par la SCRL Aménagement, qui s'appuie sur l'étude d'incidences de projet confiée par la SA Fluxys à la SA Vinçotte-Environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 adoptant le projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme en vue de l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N);

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 juillet 2008 adoptant provisoirement le « ontwerp gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan » « Leidingstraat VTN (Voeren-Opwijk) » »;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 avril 2009 adoptant définitivement le « gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan » « Leidingstraat VTN (Voeren - Opwijk) » »;

Vu les réunions accessibles au public visées par l'article 4, 8^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine organisées dans les communes de Juprelle, Dalhem et Lontzen respectivement les 26 mai, 25 mai et 15 juin 2009, et ce, conformément à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 adoptant le projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme en vue de l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N);

Vu les réclamations et observations formulées par les particuliers et les organismes publics et d'intérêt public lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 12 mai 2009 au 3 juillet 2009 (du 12 mai au 25 juin à Lontzen, du 18 mai au 1^{er} juillet à Plombières et du 20 mai au 3 juillet dans les autres communes concernées) et répertoriées comme suit :

SPI+ - Services-Promotion-Initiative SCRL rue du Vertbois 11 B-4000 Liège

Gerd Meyer Chemin du Puit 8 B-4608 Warsage

Michael Dalhem Rottdriescher Strasse 49 B-4710 Herbesthall

Fernand Franssen Wind 21 B-4710 Lontzen

Guido Zians & Andrea Haas Postfach/BP/PB60 Aachener Strasse 76 B-4780 Saint-Vith

au nom de : - Léon Schmetz Neutralstrasse 502 B-4710 Lontzen

— Didier Schmetz Landwirt B-4710 Lontzen

— Jürgen Bachmann Dedolphstrasse 1 D-52066 Aachen

au nom de : - Henny Beck

— Katharina Linden

— Marianne Linden

— Heinz-Joef Linden

Roger Franssen-Crutzen Mülhenweg - Chemin du Moulin 29 B-4710 Lontzen
 Bernhard Wiese-Küsters - Marlies Küsters Buchenbusch 60 B-4730 Hauset
 Gabriele Grosse Buchenbusch 60 B-4730 Raeren
 Jürgen Küsters Buchenbusch 60 B-4730 Raeren
 Jutte und Andreas Köbernich Stöck 70 B-4730 Raeren
 Gertrude Lennaerts Freient 30 B-4730 Raeren
 Johanna Hessel Buchenbusch 60 B-4730 Raeren
 Dipl.-Ing. Ingolf Maul Schnellenberg 38 B-4721 Kelmis
 Karoline Hrywniak Schlossweg 19 B-4730 Raeren
 Martina Zimmeck Buchenbusch 60 B-4730 Raeren
 Brigitte Petry Zur Nohn 8 B-4701 Kettenis
 Marian Küsters Buschenbusch 60 B-4730 Raeren
 Natalie Küsters Buschenbusch 60 B-4730 Raeren
 Helga und Berni Sommer An der Follmühle 30 B-4730 Raeren
 Bernhard Wiese-Küsters B Marlies Küsters Buchenbusch 60 B-4730 Hauset
 Bernhard Wiese-Küsters B Marlies Küsters Buchenbusch 60 B-4730 Hauset
 Guido Zians & Andrea Haas Postfach/BP/PB60 Aachener Strasse 76 B-4780 Saint-Vith
 au nom de : - Bernhard & Marlies Wiese-Küsters Buchenbusch 60 B-4730 Hauset;

Vu les procès-verbaux des réunions de concertation qui se sont tenues les 25 juin à Lontzen, 3 juillet à Bassenge et Oupeye, 6 juillet à Plombières, 7 juillet à Visé, 8 juillet à Raeren et Welkenraedt, 9 juillet à Juprelle et Waremme et 10 juillet 2009 à Dalhem;

Vu les avis favorables rendus par les conseils communaux de Dalhem et Welkenraedt en date du 30 juillet 2009 et de Waremme en date du 24 août 2009;

Vu les avis favorables conditionnels rendus par les conseils communaux de Oupeye en date du 23 juillet 2009, Visé en date du 27 juillet 2009, Lontzen en date du 3 août 2009, Raeren en date du 10 septembre 2009;

Vu les avis réputés favorables des communes de Bassenge, Juprelle et Plombières;

Vu l'avis favorable émis le 1^{er} juillet 2009 par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Voeren;

Vu l'avis rendu le 13 juillet 2009 par la Division « Ruimtelijke planning » du Département « Ruimtelijke ordening, woonbeleid en onroerend erfgoed » du Ministère de la Communauté flamande, qui n'émet pas d'objection au projet soumis à l'enquête publique;

Vu l'avis favorable conditionnel émis par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement le 11 décembre 2009;

Vu l'avis favorable, assorti d'interrogations, émis par le CWEDD le 7 décembre 2009;

Vu l'avis favorable, assorti de remarques et observations, émis par la CRAT le 3 décembre 2009;

Quant à l'opportunité des canalisations

Considérant que certains réclamants contestent l'intérêt pour la collectivité de permettre à Fluxys de développer ses infrastructures de transport au regard des contraintes que celles-ci font supporter aux propriétaires et exploitants situés le long de ces infrastructures; qu'ils estiment que le projet de RTR-2 vise le transit seul, à l'exclusion de toute réponse à des besoins en gaz issus du marché intérieur; qu'ils contestent que le dédoublement de la RTR-1 contribue à la sécurité d'approvisionnement en gaz, l'arrêt d'une conduite étant un fait apparemment rarissime et le risque majeur en matière de sécurité d'approvisionnement étant d'ordre diplomatique (arrêt des fournitures de gaz des exportateurs) ou commercial (hausse exagérée des prix pratiqués par les exportateurs); qu'ils estiment que l'accroissement de l'usage du gaz naturel ne contribue pas à assurer la diversification énergétique, mais renforce plutôt la dépendance à une autre source d'énergie que le nucléaire; qu'ils plaident enfin pour une utilisation raisonnée des ressources en gaz naturel qu'ils estiment rares;

Considérant que l'étude d'incidences de plan a validé la justification socio-économique de l'avant-projet ainsi que sa conformité aux options régionales;

Considérant que la CRAT rappelle qu'« elle est favorable à l'opportunité du projet », dans la mesure où le marché du gaz en Belgique est en progression et qu'il y a dès lors nécessité d'augmenter la capacité de transport pour répondre aux besoins futurs;

Considérant que le Gouvernement, tout en rappelant l'argumentation de nature socio-économique qu'il a avancée dans son avant-projet, se rallie à cet avis et y ajoute les éléments d'appréciation suivants :

— un doublement du RTR-1 augmente considérablement la garantie de fourniture de gaz; l'interruption des flux gaziers pour cause de travaux d'entretien ou d'incident n'étant pas à exclure, l'autre conduite pourrait dans ce cas continuer à transporter du gaz pour alimenter les utilisateurs locaux;

— le long du tracé des canalisations, des points d'alimentation de la distribution publique ou de consommateurs industriels ou des points d'interconnexion avec le réseau existant sont prévus ou, à tout le moins, rendus possibles, à savoir notamment une interconnexion avec le RTR-1 dans les stations de Raeren (liaison avec le réseau de distribution publique de ALG) et Haccourt, ainsi qu'une interconnexion avec les canalisations vers Verviers, la province du Luxembourg et les régions de Liège, Namur et Charleroi (via la canalisation SEGEO vers Blaregnies/France), dans la station de compression de Berneau (liaison avec les réseaux de distribution publique de ALG, IDEG et IGH);

— en synergie avec la capacité de transit souscrite sur la nouvelle canalisation, un supplément de capacité est prévu pour le marché belge. Cette nouvelle capacité permettra de renforcer significativement la sécurité d'approvisionnement et de diversifier les sources pour les marchés belge et wallon;

— le gaz naturel est, entre autres, un vecteur important pour la production d'électricité et est complémentaire à la production d'énergies renouvelables.

Quant au tracé, à la délimitation et la configuration de principe du périmètre de réservation

Considérant que l'étude d'incidences de plan valide l'implantation de principe du projet de canalisation RTR-2 et de l'éventuelle canalisation RTR-3 parallèlement à la canalisation existante RTR-1, notamment pour diminuer l'emprise des canalisations sur le territoire, améliorer la gestion du risque, circonscrire les impacts sur l'environnement aux périmètres sensibles déjà touchés par la pose de la première canalisation, alors que, d'un point de vue technique, ce parallélisme facilite le respect des passages obligés et permet l'utilisation des installations techniques existantes; qu'elle valide en outre l'implantation de l'éventuelle RTR-3 du même côté que la RTR-2 pour des raisons de limitation des emprises nécessaires pendant la période de mise en place; qu'elle valide enfin le principe général d'une implantation des nouvelles canalisations au Sud de la canalisation existante pour des raisons de préservation des sites Natura 2000, tout en confirmant que cette configuration facilite le raccordement aux stations existantes;

Considérant que les données techniques et juridiques du problème peuvent se synthétiser comme suit :

— le diamètre nominal prévu par la SA Fluxys pour la RTR-2 est de 1 000 mm; le diamètre nominal de l'éventuelle RTR-3 n'est actuellement pas connu; il convient dès lors, à titre conservatoire, de prévoir un diamètre nominal maximum pour celle-ci, soit 1200 mm;

— l'interdistanciation entre canalisations (parois extérieures) recommandée par la SA Fluxys est de 7 mètres entre 2 canalisations de 1 000 mm et de 8 mètres entre 2 canalisations de 1 000 mm et 1 200 mm respectivement;

— la zone protégée définie par l'arrêté royal du 21 septembre 1988 a une largeur de 15 mètres de part et d'autre de chaque canalisation (parois extérieures);

— la zone réservée au sens de l'arrêté royal du 24 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations s'étend sur 5 mètres de part et d'autre de l'axe de chaque canalisation;

— la largeur standard de la zone de travail de la SA Fluxys pour une canalisation de respectivement 1 000 et 1 200 mm est respectivement de 21 et 22 mètres du côté du projet de canalisation et de 13 et 14 mètres du côté de la canalisation existante, mesurés à partir de l'axe du projet de canalisation;

Considérant que l'étude d'incidences de plan recommande d'englober, en plus de la zone réservée, la zone protégée et les zones de travail relatives à l'implantation de la RTR-2 et de la RTR-3 dans le périmètre de réservation;

Considérant que le périmètre de réservation doit dès lors avoir une largeur totale de 54,6 mètres et être décentré de quelque 12 mètres (11,8 exactement) vers les canalisations en projet;

Considérant, compte tenu de ce qui précède, qu'il s'indique d'implanter en principe les nouvelles canalisations au Sud de la canalisation existante, moyennant une interdistanciation de 7 mètres entre la RTR-1 et la RTR-2 et de 8 mètres entre la RTR-2 et la RTR-3, et, à cette fin, d'inscrire un périmètre de réservation d'une largeur de principe de 54,6 mètres, soit 15,5 mètres au Nord et 39,1 mètres au Sud de l'axe de la canalisation existante RTR-1;

Considérant que les options qui précèdent ont été retenues par le Gouvernement dans son arrêté du 12 décembre 2008 adoptant le projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme;

Considérant que cette configuration de principe et/ou cette largeur de principe du périmètre de réservation seront adaptées lorsque des raisons techniques, urbanistiques ou environnementales l'exigeront;

Considérant que les interrogations du CWEDD quant à l'exactitude des chiffres utilisés de distances entre canalisations et les conséquences qui pourraient en découler ne sont pas fondées; que le Conseil n'a en fait pas pris en compte la distinction qu'il convient d'établir selon que les distances entre canalisations sont mesurées entre leurs parois extérieures ou entre leurs axes;

Considérant que, en son article 2, l'arrêté du 12 décembre 2008 adoptant le projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme prévoyait, au sein du périmètre de réservation, un périmètre de protection au sens de l'article 23, alinéa 1^{er}, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vigueur à l'époque; que ce périmètre de protection, non cartographié, était assimilé à la zone réservée au sens de l'arrêté royal du 24 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations;

Considérant que le décret du 30 avril 2009 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques a, dans son article 12, supprimé cette notion de représentation graphique du périmètre de protection; que cette suppression n'est pas de nature à réduire les mesures de protection dont font l'objet les canalisations existantes et à établir, celles-ci restant fixées par la zone réservée au sens de l'arrêté royal du 24 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 précité;

Quant au tracé précis du périmètre de réservation

Considérant que, par rapport à l'option adoptée par le projet de modification du plan de secteur soumis à l'enquête publique, à savoir l'inscription d'un vaste périmètre de réservation au sein de la ZACCI de Loën-Hallembaye englobant le tracé actuel de la RTR-1 (dans l'hypothèse de l'implantation des nouvelles canalisations en parallèle à la canalisation existante) et le tracé alternatif est recommandé par l'étude d'incidences (dans l'hypothèse du déplacement de la canalisation existante sur ce nouveau tracé) de manière à permettre le choix du tracé qui permette une mise en œuvre rationnelle de la zone, la SPI+ estime que l'alternative de tracé est proposée par l'étude d'incidences n'est pas judicieuse pour différentes raisons : elle n'aboutirait pas à une consommation d'espace inférieure et se traduirait par une localisation inappropriée, du point de vue de la sécurité, de la desserte de la zone à partir de la N602; du point de vue de la gestion des deniers publics, les montants consacrés au déplacement de la canalisation pourraient être plus judicieusement utilisés pour l'aménagement de la zone; en outre, la pose d'une voirie de desserte interne à la zone pourrait être envisagée en parallèle aux canalisations existantes et à poser et constituer une bonne protection par rapport à ces dernières; la SPI+ souhaite dès lors réserver son avis sur le meilleur tracé de la future voirie principale d'accès, l'étude d'aménagement de la zone n'étant pas attribuée;

Considérant que la ville de Visé et la commune d'Oupeye souhaitent que le choix de la localisation des futures canalisations intègre les réflexions de la SPI+ concernant l'aménagement de la ZACCI;

Considérant que la CRAT soutient la position de la SPI+, estimant le regroupement des canalisations le long du tracé existant du RTR-1 plus opportun moyennant la prise en compte du futur aménagement de la ZACCI; que le CWEDD n'estime pas raisonnable d'inscrire un vaste périmètre de réservation sur la ZACCI au risque de porter atteinte à la mise en œuvre future de la zone et marque sa préférence pour un regroupement des canalisations le long de la canalisation existante;

Considérant que le Gouvernement entend se rallier à ces avis, qui privilégient le regroupement des canalisations futures le long de la RTR-1;

Considérant par ailleurs que, dans la ZACCI se trouvent déjà à l'Ouest du RTR-1 deux autres canalisations de la SA Fluxys, soit la DN400 Oupeye (Haccourt) - Lanaken, et la DN150 Visé (Loën) - Lixhe, d'une part, et qu'à l'Ouest se trouve également l'école communale de Loën, d'autre part; qu'il serait dès lors souhaitable de prévoir la pose de la RTR-2 et la RTR-3 à l'Est de la RTR-1; considérant en outre qu'il est techniquement possible d'implanter l'infrastructure routière interne au parc d'activités au dessus des canalisations existantes ou en projet;

Considérant néanmoins qu'afin de permettre toutes les configurations possibles de pose des nouvelles canalisations au sein de la ZACCI, tout en limitant le périmètre de réservation au strict nécessaire, le Gouvernement opte pour l'inscription d'un périmètre de réservation d'une largeur de 39,1 mètres de chaque côté de l'axe de la RTR-1;

Considérant que certains requérants s'insurgent contre le choix opéré par le projet de modification du plan de secteur soumis à l'enquête publique, au lieu-dit « Wind », qui consiste à retenir un tracé des canalisations en projet qui s'écarte significativement de la canalisation existante, aux motifs qu'à l'heure actuelle, la pose d'une troisième canalisation est hypothétique et qu'il est possible que l'élevage de porcs n'existe plus lorsqu'elle sera envisagée, auquel cas le problème ne se posera plus; qu'en outre, il n'est pas démontré qu'il est plus adéquat de séparer le tracé des deux conduites RTR-1 et RTR-2 d'un point de vue urbanistique et qu'au contraire le parallélisme des tracés permet de limiter les impacts sur la nature;

Considérant que d'autres soutiennent l'option retenue par le projet aux motifs que le tracé est ainsi plus court et plus rectiligne et touche dès lors moins de terres agricoles, d'une part, et qu'il évite de passer à proximité de bâtiments d'habitation et agricole, comme le fait la canalisation existante, d'autre part;

Considérant que la Commune de Lontzen ne souhaite pas se prononcer sur le tracé précis; qu'elle plaide pour qu'en cas de placement d'une troisième conduite, la distance par rapport au bâti soit suffisante pour permettre des agrandissements éventuels des maisons ou des fermes et puisse prendre en considération un déplacement vers le Nord ou le Sud du tracé;

Considérant que la CRAT privilégie le tracé du périmètre de réservation inscrit par le projet de modification du plan de secteur soumis à l'enquête publique, estimant que le tracé en parallèle à la canalisation existante hypothéquerait les possibilités d'extension de la porcherie située au lieu-dit « Wind », pourrait porter préjudice à la poursuite de l'activité agricole et traverserait un jeune verger à hautes tiges;

Considérant que le CWEDD estime ne pas pouvoir se prononcer sur la question;

Considérant que le Gouvernement partage l'avis et l'argumentation de la CRAT;

Considérant qu'il estime en outre de bonne gestion qu'une décision d'aménagement du territoire prenne en considération les situations éventuelles à long terme les plus contraignantes, ce qui implique d'envisager l'éventuelle pose d'une troisième canalisation dans le futur, ce que ne fait pas l'étude d'incidences relative au permis, et d'éviter de postuler la disparition future de la porcherie; qu'il n'est pas réaliste d'envisager le passage de deux nouvelles canalisations en parallèle avec la canalisation existante quelle que soit la configuration retenue à cet effet (RTR-2 au Sud de la RTR-1 dans tous les cas; RTR-3 soit au Nord de la RTR-1, à une distance axiale de 4,65 mètres de la parcelle bâtie et clôturée située au Nord de la RTR-1 à une distance axiale de 13,75 mètres de celle-ci, ce qui constitue l'option retenue par l'étude d'incidences menée dans le cadre de la procédure de révision de plans de secteur, soit au Sud de la RTR-2, à une distance axiale de 4,5 mètres de la porcherie); que cette option se traduirait inévitablement par un empiètement de la zone réservée (au sens de l'arrêté royal du 24 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations) soit sur la parcelle bâtie et clôturée située au Nord de la canalisation existante, soit sur la porcherie située au Sud de celle-ci;

Considérant qu'en toute hypothèse, le passage de la seule canalisation RTR-2 en parallèle à la canalisation existante au Sud de celle-ci, à une distance axiale de 13,6 mètres dans ce cas, ne répond pas à l'objection émise lors de l'enquête publique selon laquelle le tracé retenu par le projet de révision de plans de secteur est le plus rectiligne et le plus court, et sacrifie dès lors les moins de terres agricoles, et mettrait à mal un jeune verger à hautes tiges; que cette option laisserait entier le problème du tracé de la RTR-3;

Considérant en conséquence qu'il est préférable de s'écarter de la règle générale de regroupement et de parallélisme, pour privilégier un tracé de la RTR-2 et de la RTR-3 au Sud de la ferme Wind; que les terrains concernés se situent en zone agricole et qu'en l'occurrence la présence de canalisations n'est nullement en contradiction avec l'usage auquel sont destinés ces terrains, dès lors qu'il n'y a aucune restriction quant aux activités agricoles normales au-dessus des canalisations; que, par ailleurs, le tracé choisi n'est pas rectiligne pour rencontrer au maximum l'adhésion des propriétaires concernés;

Considérant que le tracé de la RTR-2, en ce compris la partie du tracé retenu au sud de la Ferme Wind par la présente révision de plans de secteur, a fait l'objet d'une évaluation environnementale dans le cadre de la procédure de délivrance de permis; que cette évaluation a conclu que, par rapport au tracé proposé au sud de la RTR-1, le tracé retenu au sud de la Ferme Wind ne présentait pas de différences fondamentales du point de vue environnemental;

que le Gouvernement dispose dès lors des éléments nécessaires à sa décision;

Considérant que les époux Wiese-Küsters, auxquels se joignent d'autres réclamants, estiment que la zone forestière de Buchenbusch, constituant un site Natura 2000, ne peut être endommagée par le passage d'une nouvelle canalisation, et ce d'autant que des alternatives de tracé existent (3 sont mentionnées), qui, soit contourneraient le bois par le Nord-Est, soit passeraient en bordure du bois, réduisant l'impact négatif de la traversée et le nombre d'arbres à abattre, et pourraient se raccorder de diverses manières au tracé prévu par le projet de plan de secteur au-delà du bois; qu'ils indiquent, par ailleurs, que le coin Nord-Est de leur terrain, comportant quelque 30 arbres fruitiers et constituant un écran de verdure servant de protection visuelle et acoustique à l'égard de la ligne TGV, serait sacrifié et, enfin, que leur patrimoine immobilier subirait une forte dépréciation;

Considérant que la commune de Raeren ne soutient pas le tracé alternatif proposé par les époux Wiese-Küsters car celui-ci toucherait d'autres terrains privés et entraînerait une percée dans une zone boisée intacte jusqu'à présent, avec pour conséquence de nouvelles diminutions de valeur du peuplement forestier;

Considérant que la CRAT se rallie à l'avis de la commune pour les mêmes raisons et que le CWEDD émet un avis favorable à la variante locale de délimitation du périmètre de réservation telle que retenue par le projet de modification du plan de secteur soumis à l'enquête publique;

Considérant que le Gouvernement se rallie aux avis de la commune et de la CRAT pour les raisons invoquées; qu'il ajoute, sur base des conclusions de l'étude d'incidences, que les mesures envisagées par la SA Fluxys telles que l'adoption d'un schéma de pose alternatif (circulation des engins de chantier sur la canalisation existante protégée par des plats-bords) permet une réduction de la zone d'emprise à 25 mètres et localement à 21 mètres dans la traversée du site Natura 2000, ce qui est de nature à limiter les impacts au cours des travaux; que des mesures d'atténuation additionnelles peuvent être établies en concertation avec le Département de la Nature et des Forêts, comme le suggère l'étude d'incidences; que cet ensemble de mesures, à l'exception de la détermination d'un périmètre de réservation réduit en largeur, relèvent du permis; qu'en outre les terrains appartenant aux époux Wiese-Küsters traversés par le tracé des canalisations en projet se situent en zone agricole; qu'en l'occurrence la présence de canalisations n'est nullement en contradiction avec l'usage auquel sont destinés ces terrains, dès lors qu'il n'y a aucune restriction quant aux activités agricoles normales au-dessus des canalisations; qu'il ne peut dès lors être question d'une dépréciation de la valeur immobilière des terrains;

Considérant que la CRAT juge inutile, parce qu'inopérant, le déplacement vers l'Ouest des projets de canalisations pour protéger un terrier de blaireaux à Dalhem, à la limite avec la commune de Fourons, et le dédoublement du périmètre de réservation qui s'ensuit;

Considérant que le Gouvernement constate que cette option, retenue par le projet de modification du plan de secteur n'a pas été contestée au cours de l'enquête publique; que les études d'incidences wallonnes valident les conclusions issues du MER (Milieu Effect Rapportage) effectué en Région flamande, conduisant au déplacement vers l'Ouest des projets de canalisations pour protéger ce terrier de blaireaux; qu'il n'estime pas nécessaire de remettre en question le tracé adopté en Région flamande et ce, afin d'assurer une continuité de la canalisation;

Quant à la délimitation et la configuration précises du périmètre de réservation

Considérant, comme précisé ci-dessus, qu'il s'indique d'implanter en principe les nouvelles canalisations au Sud de la canalisation existante, moyennant une interdistançe de 7 mètres entre la RTR-1 et la RTR-2 et de 8 mètres entre la RTR-2 et la RTR-3, et, à cette fin, d'inscrire un périmètre de réservation d'une largeur de principe de 54,6 mètres, soit 15,5 mètres au Nord et 39,1 mètres au Sud de l'axe de la canalisation existante RTR-1;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter cette configuration de principe et/ou cette largeur de principe du périmètre de réservation dans les cas suivants :

— sur le territoire de Juprelle, à l'Est de la zone d'habitat à caractère rural de Slins, de part et d'autre de la rue de Houtain, les canalisations en projet doivent passer à l'Est de la RTR-1, suite à la construction récente d'une maison d'habitation rue de Houtain, à l'Ouest de cette canalisation; le périmètre de réservation sera de 39 à 45 mètres au Nord-Est et de 15,5 mètres au Sud-Ouest de l'axe de la RTR-1;

— sur le territoire de Juprelle, sous l'autoroute E313, à une distance de 15,5 mètres au Nord de la RTR-1 et à une distance de 43 mètres au Sud de la RTR-1 pour des raisons techniques (faciliter la réalisation du fonçage sous l'E313 et prendre en considération la présence des courbes dans le tracé);

— sur le territoire d'Oupeye, dès avant la station d'Hallembaye et jusqu'au-delà de la rue des Pireux, le passage des projets de canalisations au Nord de la canalisation existante tel que prévu par la SA Fluxys permet une meilleure connexion aux infrastructures connexes de la station et, dans la zone d'habitat à caractère rural d'Hallembaye, de part et d'autre de la rue des Pireux, une meilleure prise en compte de la proximité des habitations et de la présence d'autres canalisations; le périmètre de réservation sera de 39 à 54 mètres au Nord-Ouest et de 15,5 mètres au Sud-Est de l'axe de la RTR-1;

— sur le territoire d'Oupeye, à hauteur de la zone d'habitat à caractère rural d'Hallembaye, à l'Est de la rue d'Eben-Emael, pour des raisons techniques (présence d'un croisement avec des canalisations existantes et tracé sinueux en plan horizontal); le périmètre de réservation sera de 15,5 mètres au Nord et de 42 mètres au Sud de l'axe de la RTR-1; sur les territoires de Visé et d'Oupeye, dans la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel de Loën - Hallembaye, il s'indique de permettre toutes les configurations possibles de pose des nouvelles canalisations tout en limitant le périmètre de réservation au strict nécessaire dans l'attente des études relatives à l'équipement de la zone; le périmètre de réservation sera de 39,1 mètres de chaque côté de l'axe de la RTR-1;

— sur le territoire de Visé, à hauteur de la Meuse et du Canal Albert, la traversée de la Meuse et du Canal Albert par la RTR-2 s'effectuera dans le tunnel préexistant; le périmètre de réservation sera de 15,5 mètres au Nord et de 32,5 mètres au Sud de l'axe de la RTR-1;

— sur le territoire de Dalhem, à hauteur de la station de Berneau, le passage du projet de canalisations à 21 mètres au Sud de la canalisation existante tel que prévu par la SA Fluxys permet une meilleure connexion aux infrastructures connexes de la station; le périmètre de réservation sera de 15,5 mètres au Nord et de 52 mètres au Sud de l'axe de la RTR-1;

— sur le territoire de Dalhem, à la limite avec la commune de Fourons, les projets de canalisations doivent être déplacés vers l'Ouest pour protéger un terrier de blaireaux; le périmètre de réservation doit être dédoublé : 15,5 mètres de part et d'autre de l'axe de la RTR-1 et, à l'Ouest, périmètre de 46,5 mètres de large avec une interdistance entre les 2 périmètres de réservation de 165 à 300 mètres;

— sur le territoire de Plombières, au Nord du ruisseau Vieljaeren, une interdistance plus grande doit être prévue entre la RTR-1, d'une part, et les RTR-2 et 3, d'autre part, pour des raisons techniques (faciliter la réalisation du croisement par fonçage au lieu d'un ciel ouvert en courbe pour RTR-1); le périmètre de réservation sera de 15,5 mètres au Nord et de 60 mètres au Sud de l'axe de la RTR-1;

— sur le territoire de Plombières, de part et d'autre du ruisseau Vieljaeren, la zone de travaux devra être réduite à 25 mètres de large à hauteur du site Natura 2000 « Vallée de la Gueule en aval de Kelmis » (zone 4 de l'étude d'incidences sur l'environnement); le périmètre de réservation sera de 15,5 mètres au Nord-Est et de 32,5 mètres au Sud-Ouest de l'axe de la RTR-1;

— sur le territoire de Welkenraedt et Lontzen, de part et d'autre de la chaussée de Liège, une interdistance plus grande doit être prévue entre la RTR-1, d'une part, et les RTR-2 et 3, d'autre part, pour des raisons techniques (réalisation d'un fonçage présence de courbes en plan horizontal); le périmètre de réservation sera de 15,5 mètres au Nord et de 44,5 mètres au Sud de l'axe de la RTR-1;

— sur le territoire de Lontzen, au lieu-dit Wind, le périmètre de réservation est dédoublé : 15,5 mètres de part et d'autre de l'axe de la canalisation RTR-1 et au Sud, périmètre de 46,5 mètres de large avec une interdistance maximale entre les 2 périmètres de réservation d'environ 150 mètres; sur le territoire de Lontzen, de part et d'autre du ruisseau Lontzenerbach, la zone de travaux devra être réduite à 25 mètres de large à hauteur du site Natura 2000 « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » (zone 7 de l'étude d'incidences sur l'environnement); le périmètre de réservation sera de 15,5 mètres au Nord-Est et de 32,5 mètres au Sud-Ouest de l'axe de la RTR-1;

— sur le territoire de Lontzen, au lieu-dit Schloss (Hochstrasse), la zone de travaux devra être réduite à 25 mètres de large à hauteur du site Natura 2000 « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » (zone 9 de l'étude d'incidences sur l'environnement); le périmètre de réservation sera de 15,5 mètres au Nord et de 32,5 mètres au Sud de l'axe de la RTR-1;

— sur le territoire de Lontzen, au lieu-dit Fosse, les projets de canalisations prévus par la SA Fluxys doivent passer au Nord de la canalisation existante pour s'écarter d'un puits de mine; le périmètre de réservation sera de 39 mètres au Nord et de 15,5 mètres au Sud de l'axe de la RTR-1;

— sur le territoire de Raeren, à l'Ouest de la station de Hauset, pour éviter un site karstique, et à l'entrée de la station, pour permettre une meilleure connexion aux infrastructures de la station, les projets de canalisations prévus par la SA Fluxys doivent s'écarter vers le Sud; le périmètre de réservation sera de 15,5 mètres au Nord et de 56 à 80 mètres au Sud de l'axe de la RTR-1; à la sortie de la station le périmètre de réservation sera de 15,5 mètres au Nord et de 51 mètres au Sud de l'axe de la RTR-1;

— sur le territoire de Raeren, au lieu-dit Buchenbusch-Habenden, à l'Est de la station de Hauset (Asteneterstrasse) et avant le premier croisement avec la rue Buchenbusch, la RTR-3 doit passer au Nord des RTR-1 et 2 et ce, pour la traversée de la zone Natura 2000 « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » (zone 10 de l'étude d'incidences sur l'environnement); cette configuration sera maintenue jusqu'à la station d'Eynatten comptage pour éviter des passages inutiles de part et d'autre de la canalisation RTR-1; la largeur du périmètre sera de 31,1 mètres au Nord et de 29 mètres au Sud de l'axe de la RTR-1, sauf adaptation liée au contexte local, à savoir :

* sur le territoire de Raeren, au lieu-dit An den Sieben Weihern, la zone de travaux devra être réduite à 25 mètres de large dans la traversée et le passage en bordure Sud-Est du site Natura 2000 Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » (zone 10 de l'étude d'incidences sur l'environnement); le périmètre de réservation sera de 24,5 mètres au Nord et de 23,5 mètres au Sud de l'axe de la RTR-1;

* sur le territoire de Raeren, au lieu-dit Brandheidchen, la zone de travaux devra être réduite à 25 mètres de large à hauteur du site Natura 2000 « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » (zone 11 de l'étude d'incidences sur l'environnement); le périmètre de réservation sera de 24,5 mètres au Nord-Ouest et de 23,5 mètres au Sud-Est de l'axe de la RTR-1;

* sur le territoire de Raeren, l'existence d'une canalisation ALG à 3,5 mètres au Nord de la RTR-1 entre la rue Wesselbend et la station de comptage à Eynatten, à l'Est du lieu-dit Eynatterheide, nécessite d'éloigner le projet de tracé Nord de 3,5 mètres supplémentaires par rapport à la RTR-1; le périmètre de réservation sera de 28 mètres au Nord-Ouest et de 23,5 mètres au Sud-Est de l'axe de la RTR-1;

— sur le territoire de Raeren, à Eynatten, au croisement avec le site Natura 2000 « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » à Raeren (zone 12 de l'étude d'incidences sur l'environnement), les canalisations seront posées par la méthode de forages dirigés; en l'absence d'avis contraires portant sur cette zone au cours de l'enquête publique, le périmètre de réservation est maintenu à 28 mètres au Nord et de 23,5 mètres au Sud de l'axe de la RTR-1;

Quant aux conditions de réalisation des travaux

Considérant que de nombreuses observations ou réclamations portent sur les mesures à prendre avant le début des travaux, au cours des travaux ou encore une fois ceux-ci terminés; qu'il en est ainsi :

— de la demande de constitution d'une caution aux fins de garantir la réalisation conforme des travaux;

— des demandes visant les méthodes de travail à mettre en œuvre au cours des travaux de manière à maintenir les accès aux parcelles agricoles, garantir le bon fonctionnement des drainages existants, éviter le compactage du sol, assurer le stockage des bonnes terres,...;

— des demandes visant les mesures à prendre une fois la canalisation posée, telles que le rétablissement de la qualité des sols agricoles, la replantation des arbres et des haies abattus, la protection des canalisations,...;

— des demandes portant sur les contrôles à effectuer (mise en place d'un comité d'accompagnement, contrôle de la qualité des terres par une organisation locale, contrôle régulier des canalisations,...;

Considérant que ces observations et réclamations ne relèvent pas de la révision du plan de secteur, mais doivent comme le demande la CRAT - être prises en compte, lors de la délivrance du permis relatif aux canalisations, si elles sont appropriées du moins;

Considérant que c'est essentiellement au niveau des conditions dans lesquelles elles seront implantées que se pose la question de l'impact des canalisations sur la fonction agricole; que l'étude d'incidences estime que les impacts du chantier sur la qualité des sols (altération du profil, tassement et érosion, modification de la capacité de rétention) seront a priori minimales dans le cas présent et que les mesures prévues par Fluxys dans ses cahiers des charges et les mesures complémentaires d'ores et déjà envisagées dans le cadre de l'étude d'incidences relative au permis permettent de réduire au minimum les incidences sur les sols et de limiter la réduction de la productivité des terres agricoles à l'issue des travaux; qu'elle rappelle par ailleurs que les pertes de rendement sont indemnisées durant au moins trois ans;

Considérant qu'en toute hypothèse, c'est au permis qu'il appartient de déterminer les mesures à prendre au cours des travaux de chantier et de rétablissement des terres, à charge pour Fluxys de les mettre en œuvre;

Considérant, pour ce qui est de la protection des sites Natura 2000 traversés par les projets de canalisations, qu'il est établi que diverses mesures sont de nature à réduire l'impact attendu, en particulier celles, dont il a été question ci-dessus, qui consistent à adopter des zones de travail réduites à 25 mètres de largeur à hauteur des zones 4, 7, 9, 10 et 11 de l'étude d'incidences sur l'environnement, ce qui permet l'adoption d'un schéma de pose alternatif, selon lequel les engins de chantier peuvent circuler sur la canalisation existante, protégée par des panneaux (plats-bords);

Considérant, en outre, que la SA Fluxys a, en date du 24 septembre 2008, introduit, sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 novembre 2003, une demande de dérogation aux mesures de protection des espèces animales et végétales, à l'exception des oiseaux, édictées par la loi sur la conservation de la nature; que cette dérogation concerne en particulier la zone 1 de l'étude d'incidences sur l'environnement constituant l'intersection des futures canalisations avec le site Natura 2000 dit « Basse vallée du Geer » et le site de grand intérêt biologique de Waremme (campagne d'Oleye) abritant une des dernières populations de grand hamster; qu'elle a été accordée le 19 décembre 2008 moyennant le strict respect de mesures de précaution et d'atténuation; que ces mesures sont de nature à réduire significativement les impacts du chantier sur les espèces animales et végétales concernées et, en particulier, à répondre à la demande de la CRAT que l'ensemble des dispositions soient prises afin de limiter au maximum les impacts du chantier sur la population de hamsters;

Considérant qu'en ce qui concerne le croisement des futures canalisations avec le site Natura 2000 « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » à Raeren (zone 12 de l'étude d'incidences sur l'environnement), la SA Fluxys a choisi de poser la canalisation par la méthode de forage dirigé; que le Département de la Nature et des Forêts a fait savoir en date du 23 avril 2009 que cette méthode n'altérerait pas de populations d'espèces protégées et ne nécessite dès lors pas de dérogation aux mesures de protection des espèces animales et végétales édictées par la législation sur la conservation de la nature;

Considérant, pour ce qui est de la sécurité, que la SA Fluxys devra, dans les zones urbanisables, protéger mécaniquement les canalisations par un système de grilles ou de dalles de béton enterrées et qu'elle devra implanter des canalisations autoportantes à hauteur des failles géologiques de Hauset, sur les territoires de Lontzen et Raeren;

Quant aux moins-values et indemnisations

Considérant que certaines personnes se plaignent de la moins-value que ferait subir le passage des canalisations sur leur terrain;

Considérant que le tracé des canalisations en projet se situe pour l'essentiel en zone agricole; que la présence de canalisations n'est nullement en contradiction avec l'usage auquel sont destinés les terrains couverts par cette affectation, dès lors qu'il n'y a aucune restriction quant aux activités agricoles normales qui s'exercent au-dessus de ces canalisations; qu'il ne peut dès lors être question d'une dépréciation de la valeur immobilière de ces terrains;

Considérant que le bénéficiaire de la servitude légale est tenu au paiement d'une indemnité au profit du propriétaire ou de détenteurs de droits réels sur le fonds grevé; qu'en outre le propriétaire du fonds grevé peut demander au bénéficiaire de ladite servitude, en l'occurrence Fluxys, d'acheter le terrain occupé; qu'enfin, le titulaire d'une autorisation de transport est tenu à l'indemnisation des dommages causés à des tiers, soit du fait des travaux, soit de l'utilisation du fonds grevé, en ce compris notamment la perte de rendement des terres agricoles;

Quant au suivi environnemental

Considérant qu'en ce qui concerne le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre de la présente révision de plans de secteur, visé à l'article 2 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le Gouvernement fait siennes les mesures proposées par l'étude d'incidences de plans lors de la phase de chantier de pose des canalisations, à savoir :

— la mise en place d'un Comité de suivi, par ailleurs souhaitée au cours de l'enquête publique; ce comité de suivi pourra prendre la forme du comité d'accompagnement défini aux articles D.29-25 et suivants du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

— la réalisation, avant et après le chantier, d'analyses de la qualité biologique et physico-chimique des eaux dans les zones situées en aval des cours d'eau traversés;

Considérant que, par contre, les mesures de suivi proposées par l'étude d'incidences pour limiter les incidents en phase d'exploitation et en faveur de la gestion ne relèvent pas du domaine de l'environnement et ne sont dès lors pas retenues par le Gouvernement;

Considérant qu'il appartient au permis qui devra être délivré en suite de la présente révision de plans de secteur de fixer les mesures de suivi environnemental précitées;

Considérant, en particulier, que la mise en place d'un Comité de suivi permettrait de suivre la réalisation des opérations de chantier, de s'assurer de la mise en œuvre des mesures à prendre une fois la canalisation posée et de l'effectivité des contrôles à effectuer, tels que précédemment cités à titre exemplatif, en particulier des mesures imposées dans le cadre de la délivrance du permis;

Considérant que les mesures retenues relèvent bien des domaines de la protection du milieu naturel et de la qualité des terres agricoles, qui constituent les incidences notables du projet liées à la phase de travaux;

Considérant, en conclusion, que, sur base des avis émis par la CRAT, le CWEDD, la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, les conseils communaux de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme et eu égard aux réponses apportées aux réclamations tant par la CRAT que par le présent arrêté, le Gouvernement wallon décide d'adopter définitivement la révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme en confirmant le projet de révision du 12 décembre 2008 soumis à enquête publique, moyennant réduction du périmètre de réservation inscrit au sein de la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel de Loën-Hallembaye;

Considérant que la déclaration environnementale prévue à l'article 44 du Code est jointe au présent arrêté;
Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement adopte la révision définitive des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N) portant, conformément à la carte ci-annexée, sur l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations de 54,6 mètres de largeur, soit 15,5 mètres au Nord et 39,1 mètres au Sud, de part et d'autre de l'axe de la canalisation existante, sauf exceptions dictées par le contexte local, sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme.

Art. 2. La déclaration environnementale produite par le Gouvernement wallon en vertu de l'article 44 du Code est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 février 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
P. HENRY

Annexe

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme portant sur l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N)

La présente révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme porte sur l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N).

La révision de plan de secteur a fait l'objet de la procédure prévue aux articles 42 à 44 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, qui s'est traduite par la chronologie suivante.

Le 15 mars 2007, le Gouvernement wallon a décidé la mise en révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme et adopté l'avant-projet de révision de plans en vue de l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations et d'un périmètre de protection en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme.

Le 12 juillet 2007, il a décidé de faire réaliser une étude d'incidences sur cet avant-projet et a fixé l'ampleur et le degré de précision de cette étude après avoir pris l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire (CRAT), du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable (CWEDD) et de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

L'étude d'incidences de plan prescrite en application de l'article 42, alinéa 2, du Code a été confiée le 19 novembre 2007 au bureau Aménagement SC de Bruxelles, agréé en vertu du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, et du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences sur l'environnement, à l'issue d'une procédure négociée sans publicité au sens de l'article 17, § 2, 1^o, a), de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

L'étude d'incidences a été réalisée dans le respect du prescrit de l'article 42 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et du cahier spécial des charges; elle s'est appuyée sur l'étude d'incidences de projet confiée par la SA Fluxys à la SA Vinçotte-Environnement et a analysé l'avant-projet de manière complète.

Conformément à l'article 42, alinéa 7, du Code, la CRAT a été informée des résultats de l'étude. La Commission s'est ainsi prononcée favorablement sur cette étude le 13 mai 2008.

Le 12 décembre 2008, le Gouvernement wallon a adopté le projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme en vue de l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N).

Ce projet de révision a été soumis à enquête publique dans les communes concernées du 12 mai 2009 au 3 juillet 2009. Des réunions d'information ont été organisées dans les communes de Juprelle, Dalhem et Lontzen respectivement les 26 mai, 25 mai et 15 juin 2009; les réunions de concertation qui se sont tenues les 25 juin à Lontzen, 3 juillet à Bassenge et Oupeye, 6 juillet à Plombières, 7 juillet à Visé, 8 juillet à Raeren et Welkenraedt, 9 juillet à Juprelle et Waremme et 10 juillet 2009 à Dalhem.

L'enquête publique a donné lieu à 15 réclamations, dont certaines émanant des mêmes personnes et d'autres en concernant plusieurs.

Les conseils communaux de Dalhem et Welkenraedt ont rendu un avis favorable en date du 30 juillet 2009 et celui de Waremme en date du 24 août 2009.

Les conseils communaux de Oupeye, Visé, Lontzen et Raeren ont rendu un avis favorable conditionnel respectivement en dates des 23 juillet, 27 juillet, 3 août et 10 septembre 2009.

Les avis des communes de Bassenge, Juprelle et Plombières ont été réputés favorables.

Le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Voeren a émis un avis favorable le 1^{er} juillet 2009.

La Division « Ruimtelijke planning » du Département « Ruimtelijke Ordening, Woonbeleid en Onroerend Erfgoed » du Ministère de la Communauté flamande, a rendu son avis le 13 juillet 2009 par lequel elle n'émet pas d'objection au projet soumis à l'enquête publique.

La CRAT a émis un avis favorable sur le projet, le 3 décembre 2009. Elle constate que de nombreuses réclamations relèvent des conditions de réalisation des futures canalisations et non de la révision du plan de secteur et demande dès lors que ces réclamations, si elles sont appropriées, soient prises en compte lors de la délivrance du permis. En ce qui concerne le tracé, la Commission se rallie aux options prises par le projet de révision de plans de secteur, sauf pour ce qui concerne la traversée de la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (ZACCI) de Loën-Hallembaye, pour lequel elle estime le regroupement des canalisations le long du tracé existant du RTR-1 plus opportun moyennant la prise en compte du futur aménagement de la ZACCI, et le déplacement vers l'Ouest des projets de canalisations pour protéger un terrier de blaireaux et le dédoublement du périmètre de réservation qui s'ensuit à la limite des Fourons.

Le CWEDD a également émis un avis favorable sur le projet, le 7 décembre 2009. Il n'estime cependant pas raisonnable d'inscrire un vaste périmètre de réservation sur la ZACCI au risque de porter atteinte à la mise en œuvre future de la zone et marque sa préférence pour un regroupement des canalisations le long de la canalisation existante. Il approuve les différentes variantes de délimitation du périmètre de réservation, à l'exception de celle qui au lieu-dit « Wind » sur laquelle il ne se prononce pas.

La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, pour sa part, a émis un avis favorable le 11 décembre 2009 moyennant le remblaiement des tranchées de manière telle que le couvert végétal initial soit reconstitué au mieux et la prise des mesures qu'elle recommande pour éviter la dégradation de la qualité des cours d'eau traversés.

L'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Waremme, auquel est annexée la présente déclaration environnementale, fait siennes, en les complétant, les réponses apportées aux réclamations par la CRAT. En ce qui concerne le tracé, il retient la proposition faite tant par les Conseils communaux de Visé et Oupeye que par la CRAT et le CWEDD d'assurer le regroupement des canalisations le long du tracé existant du RTR-1 dans la traversée de la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel de Loën-Hallembaye, ce qui se traduit par la réduction du périmètre de réservation inscrit au sein de cette zone par rapport au projet soumis à l'enquête publique.

De nombreuses observations ou souhaits émanant de l'enquête publique et de l'avis des Conseils communaux ne relèvent pas du contenu du plan de secteur au sens de l'article 23 du Code, mais, pour la plupart d'entre elles, des permis qui pourront être sollicités à l'issue de la procédure de révision du plan de secteur.

En ce qui concerne les considérations environnementales, la présente déclaration ne porte que sur celles pour lesquelles, à l'une ou l'autre étape du processus de révision de plan de secteur présenté ci-dessus, un impact - positif ou négatif - a été identifié. Elle établit la synthèse de la manière dont le présent arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur les a prises en considération, renvoyant pour le détail au texte de l'arrêté et à l'avis de la CRAT. Elle s'attachera essentiellement à l'examen du tracé, de la configuration et de la délimitation du périmètre de réservation retenu par la présente révision définitive du plan de secteur : au niveau de leur inscription aux plans de secteur, ce sont en effet ces variables qui influencent l'impact que peuvent avoir les canalisations sur l'environnement. Quelques considérations seront ensuite émises sur les conditions de réalisation des travaux qui peuvent également influencer leur impact sur l'environnement, bien que ne relevant pas de leur inscription aux plans de secteur.

Les compartiments de l'environnement susceptibles d'être soumis à incidences environnementales notables à la suite de la mise en œuvre de la présente révision de plan de secteur sont le milieu naturel et la qualité du sol agricole.

Quant au tracé, à la délimitation et à la configuration de principe du périmètre de réservation.

L'avant-projet de plan de secteur a opté pour le placement de la nouvelle canalisation en parallèle à la canalisation existante, moyennant le respect d'une interdistance suffisante pour éviter tout problème de sécurité, au motif qu'il s'agit a priori de la meilleure implantation du point de vue de l'aménagement du territoire pour réduire au maximum les contraintes sur la localisation des autres fonctions du territoire et les impacts environnementaux, d'une part, et de la solution la plus appropriée pour l'exploitant, pour permettre le passage par les points obligés (point frontière, stations, nœuds de vannes,...) et en faciliter la pose et la surveillance, d'autre part; cette option s'inscrit en parfaite cohérence avec le SDER, adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999, qui dispose que le placement de nouvelles conduites de gaz doit se faire au plus près des infrastructures existantes, et que ce regroupement doit se faire en conformité avec les normes légales et les normes de sécurité. Il retient un périmètre de 25 mètres de part et d'autre de l'axe de la canalisation existante, non inscrite au plan de secteur. Cette configuration est censée permettre l'implantation de la nouvelle canalisation à 8 mètres de la canalisation existante et, en cas de nécessité à plus long terme (au delà de 2020) en fonction de la progression du marché du gaz, d'une éventuelle troisième canalisation, soit de l'autre côté, à environ 8 mètres de la canalisation existante, soit du même côté, à environ 17 mètres de celle-ci.

L'étude d'incidences de plan valide le tracé RTR en ce qu'il se rapproche du tracé le plus direct compte tenu des points de passage obligés (auxquels il ajoute les limites administratives entre la Wallonie et la Flandre et les tunnels de la Meuse et du Canal Albert à Visé) et qu'il permet d'éviter ou de réduire la traversée des zones destinées à l'urbanisation - ce qui constitue un aspect favorable du point de vue de la sécurité - ainsi que des périmètres sensibles sur le plan environnemental; de même, elle valide la localisation générale du projet de canalisation RTR-2 et de l'éventuelle canalisation RTR-3 parallèlement à la canalisation RTR-1, notamment pour diminuer l'emprise sur le territoire, améliorer la gestion du risque et circonscrire les impacts sur l'environnement aux périmètres sensibles déjà

touchés par l'implantation de la canalisation RTR-1; du point de vue technique, ce parallélisme facilite le respect des passages obligés et permet l'utilisation des installations techniques existantes. L'étude d'incidences de plan conclut que l'implantation de l'éventuelle troisième canalisation du même côté que la seconde représente une économie en termes d'emprise durant la phase de travaux; elle juge l'établissement du tracé des deux projets de canalisations en général préférable au Sud de la canalisation existante, pour des raisons de préservation des sites Natura 2000. Quant à la délimitation et la configuration de principe du périmètre de réservation, l'étude d'incidences de plan recommande d'englober, en plus de la zone réservée, la zone protégée et les zones de travail relatives à l'implantation de la RTR-2 et de la RTR-3 dans le périmètre de réservation; le périmètre de réservation doit dès lors avoir une largeur totale de 54,6 mètres et être décentré de quelque 12 mètres (11,8 exactement) vers les canalisations en projet; il s'indique dès lors d'implanter en principe les nouvelles canalisations au Sud de la canalisation existante, moyennant une interdistance de 7 mètres entre la RTR-1 et la RTR-2 et de 8 mètres entre la RTR-2 et la RTR-3, et, à cette fin, d'inscrire un périmètre de réservation d'une largeur de principe de 54,6 mètres, soit 15,5 mètres au Nord et 39,1 mètres au Sud de l'axe de la canalisation existante RTR-1.

Le principe du parallélisme des nouvelles canalisation et de l'ancienne et les configuration et délimitation recommandées par l'étude d'incidences ont été retenues par le Gouvernement dans son arrêté du 12 décembre 2008 adoptant le projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme et n'ont pas fait l'objet de contestation d'ordre général au cours de la procédure de révision des plans de secteur.

Dans son avis, le CWEDD s'interroge cependant sur l'exactitude des chiffres utilisés de distances entre canalisations et aux conséquences qui pourraient en découler; ces craintes ne sont pas fondées et les chiffres utilisés sont exacts : le Conseil n'a en fait pas pris en compte la distinction qu'il convient d'établir selon que les distances entre canalisations sont mesurées entre leurs parois extérieures ou entre leurs axes.

Tant l'avant-projet que le projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme prévoyaient, au sein du périmètre de réservation, un périmètre de protection (des réseaux souterrains de transport de fluides et d'énergie où seuls peuvent être autorisés les actes et travaux d'utilité publique ou qui se rapportent à ces réseaux) au sens de l'article 23, alinéa 1^{er}, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vigueur à l'époque; ce périmètre de protection, non cartographié, était assimilé à la zone réservée au sens de l'arrêté royal du 24 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations.

Le décret du 30 avril 2009 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques a, dans son article 12, supprimé cette notion de représentation graphique du périmètre de protection. Cette suppression n'est cependant pas de nature à réduire les mesures de protection dont font l'objet les canalisations existantes et à établir, celles-ci restant fixées par la zone réservée précitée.

En dépit des avantages que présente le principe retenu du parallélisme des nouvelles canalisation et de l'ancienne, l'avant-projet constate néanmoins que le tracé traverse des zones destinées à l'urbanisation, à savoir 700 mètres de zone d'habitat à caractère rural, 775 mètres de zone d'activité économique industrielle, 1 760 mètres de zone d'aménagement différé à caractère industriel et 500 mètres de zone d'extraction et qu'environ 70 bâtiments sont implantés à moins de 50 mètres du tracé.

Il constate également que le tracé actuel du projet de RTR-2 traverse les zones Natura 2000 « Vallée de la Gueule en aval de La Calamine », « Vallée de la Gueule en amont de La Calamine », « Basse vallée du Geer » et « Basse Meuse et Meuse mitoyenne » sur une longueur totale de 2.600 mètres; il prévoit dès lors, conformément à l'avis du 22 août 2006 de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, qu'un inventaire biologique précis des zones Natura 2000 traversées sera réalisé dans le cadre de l'étude d'incidences de plan de manière à prendre les mesures compensatoires et d'atténuation éventuellement nécessaires.

De manière générale, l'étude d'incidences confirme que la mise en œuvre de la modification de plan de secteur n'induit pas d'incidences négatives notables directes en matière d'air et de climat, aura des incidences très limitées dans le temps en matière d'émissions de bruit, ces émissions en phase de chantier se produisant en général exclusivement en journée, aura des incidences hydrogéologiques négligeables, présente un risque d'incidents très faible, aura des impacts visuels à long terme qui ne seront perceptibles que localement et aura des incidences très faibles sur la mobilité, les réseaux et les infrastructures.

Elle met cependant en évidence diverses incidences notables qu'entraînera la mise en œuvre de la modification de plan de secteur sur la zone d'emprise du chantier :

— suspension temporaire de l'activité agricole et incidences sur le sol - altération du profil, tassement et érosion, modification de la capacité de rétention d'eau - pouvant conduire à des pertes de rendement variables des 123 ha de zone agricole concernée;

— déboisement maximal de 2,7 ha;

— forte perturbation de la végétation, en ce compris les haies, et incidences négatives directes et indirectes sur la faune terrestre ainsi que sur la faune et la flore des cours d'eau traversés par la canalisation par la technique de siphon, destruction éventuelle de spécimens appartenant à des espèces protégées, incidences locales négatives sur les zones Natura 2000 dont l'intégrité n'est cependant en aucun cas menacée, confirmant ainsi les résultats de l'étude d'incidences sur l'environnement réalisée par le bureau SA Vinçotte-Environnement en collaboration avec l'ASBL Groupement inter-universitaire de Recherches en Ecologie appliquée (GIREA) dans le cadre de la procédure de délivrance du permis, qui conclut que la pose de la RTR-2 aura un impact peu ou pas significatif au sens du Décret Natura 2000;

— ainsi que les servitudes légales d'utilité publique attachées à la zone réservée, pouvant induire une certaine diminution de valeur foncière pour les terrains situés en zone d'habitat à caractère rural dans cette zone.

L'étude d'incidences a examiné le tracé, la délimitation et la configuration précis du périmètre de réservation, notamment au regard de l'objectif de limitation des incidences environnementales, et envisagé diverses variantes ou mesures d'atténuation à cet égard.

Quant au tracé précis du périmètre de réservation.

Le tracé précis du périmètre de réservation n'a pas fait l'objet d'interrogations particulières au cours de la procédure de révision des plans de secteur, à l'exception des points relevés ci-dessous.

Dans la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel de Loën-Hallembaye.

Dans la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel de Loën-Hallembaye, sur les territoires de Visé et d'Oupeye, l'étude d'incidences propose un tracé alternatif Est de manière à permettre un aménagement plus cohérent de la zone, moyennant l'hypothèse du déplacement de la canalisation existante sur ce nouveau tracé.

De manière à permettre le choix du tracé qui permette une mise en œuvre rationnelle de la zone, le projet de modification du plan de secteur soumis à l'enquête publique prévoit l'inscription d'un vaste périmètre de réservation au sein de la ZACCI de Loën-Hallembaye englobant le tracé actuel de la RTR-1 (dans l'hypothèse de l'implantation des nouvelles canalisations en parallèle à la canalisation existante) et le tracé alternatif Est recommandé par l'étude d'incidences (dans l'hypothèse du déplacement de la canalisation existante sur ce nouveau tracé).

La SPI+, soutenue en cela par la ville de Visé et la commune d'Oupeye, estime que l'alternative de tracé Est proposée par l'étude d'incidences n'est pas judicieuse pour différentes raisons : elle n'aboutirait pas à une consommation d'espace inférieure et se traduirait par une localisation inappropriée, du point de vue de la sécurité, de la desserte de la zone à partir de la N602; du point de vue de la gestion des deniers publics, les montants consacrés au déplacement de la canalisation pourraient être plus judicieusement utilisés pour l'aménagement de la zone; en outre, la pose d'une voirie de desserte interne à la zone pourrait être envisagée en parallèle aux canalisations existante et à poser et constituer une bonne protection par rapport à ces dernières; elle souhaite dès lors réserver son avis sur le meilleur tracé de la future voirie principale d'accès, l'étude d'aménagement de la zone n'étant pas attribuée.

La CRAT soutient les souhaits de la SPI+, estimant le regroupement des canalisations le long du tracé existant du RTR-1 plus opportun moyennant la prise en compte du futur aménagement de la ZACCI; le CWEDD, pour sa part, n'estime pas raisonnable d'inscrire un vaste périmètre de réservation sur la ZACCI au risque de porter atteinte à la mise en œuvre future de la zone et marque sa préférence pour un regroupement des canalisations le long de la canalisation existante.

Le Gouvernement entend se rallier à ces avis, qui privilégient le regroupement des canalisations futures le long de la RTR-1.

Dans la mesure où, dans la ZACCI, se trouvent déjà à l'Ouest du RTR-1 deux autres canalisations de la SA Fluxys, soit la DN400 Oupeye (Haccourt) - Lanaken, et la DN150 Visé (Loën) - Lixhe, d'une part, et qu'à l'Ouest se trouve également l'école communale de Loën, d'autre part, il estime cependant souhaitable de prévoir la pose de la RTR-2 et la RTR-3 à l'Est de la RTR-1 et ce, d'autant qu'il est techniquement possible d'implanter l'infrastructure routière interne au parc d'activités au dessus des canalisations existantes ou en projet.

Néanmoins, afin de permettre toutes les configurations possibles de pose des nouvelles canalisations au sein de la ZACCI, tout en limitant le périmètre de réservation au strict nécessaire, le Gouvernement opte pour l'inscription d'un périmètre de réservation d'une largeur de 39,1 mètres de chaque côté de l'axe de la RTR-1.

Au lieu-dit « Wind ».

Le projet de modification du plan de secteur soumis à l'enquête publique, au lieu-dit « Wind », consiste à retenir un tracé des canalisations en projet qui s'écarte significativement de la canalisation existante, pour privilégier un tracé au Sud de la ferme Wind, vu la présence du terrain bâti avec une maison d'habitation au Nord de la canalisation existante et pour ne pas hypothéquer les possibilités de l'activité agricole de la ferme WIND située au Sud de celle-ci.

Certains requérants s'insurgent contre le choix opéré par aux motifs qu'à l'heure actuelle, la pose d'une troisième canalisation est hypothétique et qu'il est possible que l'élevage de porcs n'existe plus lorsqu'elle sera envisagée, auquel cas le problème ne se posera plus, et qu'en outre, il n'est pas démontré qu'il est plus adéquat de séparer le tracé des deux conduites RTR-1 et RTR-2 d'un point de vue urbanistique et qu'au contraire le parallélisme des tracés permet de limiter les impacts sur la nature; d'autres soutiennent l'option retenue par le projet aux motifs que le tracé est ainsi plus court et plus rectiligne et touche dès lors moins de terres agricoles, d'une part, et qu'il évite de passer à proximité de bâtiments d'habitation et agricole, comme le fait la canalisation existante, d'autre part.

La CRAT privilégie le tracé du périmètre de réservation inscrit par le projet de modification du plan de secteur soumis à l'enquête publique, estimant que le tracé en parallèle à la canalisation existante hypothéquerait les possibilités d'extension de la porcherie située au lieu-dit « Wind », pourrait porter préjudice à la poursuite de l'activité agricole et traverserait un jeune verger à hautes tiges; le CWEDD estime ne pas pouvoir se prononcer sur la question.

Le Gouvernement partage l'avis et l'argumentation de la CRAT. Il estime en outre de bonne gestion qu'une décision d'aménagement du territoire prenne en considération les situations éventuelles à long terme les plus contraignantes, ce qui implique d'envisager l'éventuelle pose d'une troisième canalisation dans le futur, ce que ne fait pas l'étude d'incidences relative au permis, et d'éviter de postuler la disparition future de la porcherie; il n'estime pas réaliste d'envisager le passage de deux nouvelles canalisations en parallèle avec la canalisation existante quelle que soit la configuration retenue à cet effet (RTR-2 au Sud de la RTR-1 dans tous les cas; RTR-3 soit au Nord de la RTR-1, à une distance axiale de 4,65 mètres de la parcelle bâtie et clôturée située au Nord de la RTR-1 à une distance axiale de 13,75 mètres de celle-ci, ce qui constitue l'option retenue par l'étude d'incidences menée dans le cadre de la procédure de révision de plans de secteur, soit au Sud de la RTR-2, à une distance axiale de 4,5 mètres de la porcherie); cette option se traduirait en effet inévitablement par un empiètement de la zone réservée (au sens de l'arrêté royal du 24 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations) soit sur la parcelle bâtie et clôturée située au Nord de la canalisation existante, soit sur la porcherie située au Sud de celle-ci.

Il estime qu'en toute hypothèse, le passage de la seule canalisation RTR-2 en parallèle à la canalisation existante au Sud de celle-ci, à une distance axiale de 13,6 mètres dans ce cas, ne répond pas à l'objection émise lors de l'enquête publique selon laquelle le tracé retenu par le projet de révision de plans de secteur est le plus rectiligne et le plus court, et sacrifie dès lors le moins de terres agricoles, et mettrait à mal un jeune verger à hautes tiges; cette option laisserait par ailleurs entier le problème du tracé de la RTR-3.

En conclusion, le Gouvernement estime préférable de s'écarter de la règle générale de regroupement et de parallélisme, pour privilégier un tracé de la RTR-2 et de la RTR-3 au Sud de la ferme Wind; les terrains concernés se situent en zone agricole et en l'occurrence la présence de canalisations n'est nullement en contradiction avec l'usage auquel sont destinés ces terrains, dès lors qu'il n'y a aucune restriction quant aux activités agricoles normales au-dessus des canalisations; par ailleurs, le tracé choisi n'est pas rectiligne pour rencontrer au maximum l'adhésion des propriétaires concernés.

Au lieu-dit « Buchenbusch ».

Conformément à l'avant-projet et aux conclusions de l'étude d'incidences, le projet de révision de plans de secteur retient l'option du parallélisme des canalisations, nouvelles et existante.

Les époux Wiese-Küsters, auxquels se joignent d'autres réclamants, estiment que la zone forestière de Buchenbusch, constituant un site Natura 2000, ne peut être endommagée par le passage d'une nouvelle canalisation, et ce d'autant que des alternatives de tracé existent (3 sont mentionnées), qui, soit contourneraient le bois par le Nord-Est, soit passeraient en bordure du bois, réduisant l'impact négatif de la traversée et le nombre d'arbres à abattre, et pourraient se raccorder de diverses manières au tracé prévu par le projet de plan de secteur au-delà du bois; ils indiquent, par ailleurs, que le coin Nord-Est de leur terrain, comportant quelque 30 arbres fruitiers et constituant un écran de verdure servant de protection visuelle et acoustique à l'égard de la ligne TGV, serait sacrifié et, enfin, que leur patrimoine immobilier subirait une forte dépréciation.

La commune de Raeren ne soutient pas le tracé alternatif proposé par les époux Wiese-Küsters car celui-ci toucherait d'autres terrains privés et entraînerait une percée dans une zone boisée intacte jusqu'à présent, avec pour conséquence de nouvelles diminutions de valeur du peuplement forestier.

La CRAT se rallie à l'avis de la commune pour les mêmes raisons et le CWEDD émet un avis favorable à la variante locale de délimitation du périmètre de réservation telle que retenue par le projet de modification du plan de secteur soumis à l'enquête publique.

Le Gouvernement se rallie dès lors aux avis de la commune et de la CRAT pour les raisons invoquées; il ajoute, sur base des conclusions de l'étude d'incidences, que les mesures envisagées par la SA Fluxys telles que l'adoption d'un schéma de pose alternatif (circulation des engins de chantier sur la canalisation existante protégée par des plats-bords) permet une réduction de la zone d'emprise à 25 mètres et localement à 21 mètres dans la traversée du site Natura 2000, ce qui est de nature à limiter les impacts au cours des travaux; des mesures d'atténuation additionnelles peuvent être établies en concertation avec le Département de la Nature et des Forêts, comme le suggère l'étude d'incidences; cet ensemble de mesures, à l'exception de la détermination d'un périmètre de réservation réduit en largeur, relèvent du permis. Par ailleurs, les terrains appartenant aux époux Wiese-Küsters traversés par le tracé des canalisations en projet se situent en zone agricole; en l'occurrence, la présence de canalisations n'est nullement en contradiction avec l'usage auquel sont destinés ces terrains, dès lors qu'il n'y a aucune restriction quant aux activités agricoles normales au-dessus des canalisations; il ne peut dès lors être question d'une dépréciation de la valeur immobilière des terrains.

A la limite avec la commune de Fourons.

Sur le territoire de Dalhem, à la limite avec la commune de Fourons, le projet de plan de secteur retient, conformément aux conclusions de l'étude d'incidences confirmant elles-mêmes les conclusions issues du MER (Milieu Effect Rapportage) effectué en Région flamande, le déplacement vers l'Ouest des projets de canalisations pour protéger un terrier de blaireaux et le dédoublement du périmètre de réservation qui s'ensuit.

Bien que cette option n'a pas été contestée au cours de l'enquête publique, la CRAT la juge inutile, parce qu'inopérante.

Le Gouvernement n'estime pas nécessaire de remettre en question le tracé adopté par la Région flamande et ce, afin d'assurer une continuité de la canalisation.

Quant à la délimitation et à la configuration précises du périmètre de réservation.

Outre les recommandations précédemment évoquées quant à son tracé précis, l'étude d'incidences propose d'adapter la configuration de principe et/ou la largeur de principe du périmètre de réservation pour des raisons techniques, (meilleure connexion aux équipements existants, passage obligé dans les tunnels préexistants sous le Canal Albert et la Meuse, évitement d'un puits de mine ou d'un site karstique), urbanistiques (proximité de maisons d'habitation) ou environnementales (traversée des sites Natura 2000).

Ces propositions ont été intégrées au projet de révision de plan de secteur et n'ont pas fait l'objet de contestations au cours de l'enquête publique. Elles visent notamment à rencontrer les préoccupations liées à la protection des sites Natura 2000 traversés par les nouvelles canalisations et à la sécurité des personnes (éloigner les canalisations futures de maisons d'habitation proches, éviter un puits de mine ou un site karstique pouvant menacer la stabilité des canalisations).

Quant aux conditions de réalisation des travaux.

De nombreuses observations ou réclamations portent sur les mesures à prendre avant le début des travaux, au cours des travaux ou encore une fois ceux-ci terminés.

Il en est ainsi :

- de la demande de constitution d'une caution aux fins de garantir la réalisation conforme des travaux;
- des demandes visant les méthodes de travail à mettre en œuvre au cours des travaux de manière à maintenir les accès aux parcelles agricoles, garantir le bon fonctionnement des drainages existants, éviter le compactage du sol, assurer le stockage des bonnes terres,...;
- des demandes visant les mesures à prendre une fois la canalisation posée, telles que le rétablissement de la qualité des sols agricoles, la replantation des arbres et des haies abattus, la protection des canalisations,...;
- des demandes portant sur les contrôles à effectuer (mise en place d'un comité d'accompagnement, contrôle de la qualité des terres par une organisation locale, contrôle régulier des canalisations,...)

Ces observations et réclamations ne relèvent pas de la révision du plan de secteur, mais doivent - comme le demande la CRAT - être prises en compte, lors de la délivrance du permis relatif aux canalisations, si elles sont appropriées du moins.

Il apparaît ainsi que c'est essentiellement au niveau des conditions dans lesquelles les conduites seront implantées que se pose la question de l'impact des canalisations sur la fonction agricole. A cet égard, l'étude d'incidences estime que les impacts du chantier sur la qualité des sols (altération du profil, tassement et érosion, modification de la capacité de rétention) seront a priori minimes dans le cas présent et que les mesures prévues par Fluxys dans ses cahiers des charges et les mesures complémentaires d'ores et déjà envisagées dans le cadre de l'étude d'incidences relative au permis permettront de réduire au minimum les incidences sur les sols et de limiter la réduction de la productivité des terres agricoles à l'issue des travaux; elle rappelle par ailleurs que les pertes de rendement sont indemnisées durant au moins trois ans.

En toute hypothèse, c'est au permis qu'il appartient de déterminer les mesures à prendre au cours des travaux de chantier et de rétablissement des terres, à charge pour Fluxys de les mettre en œuvre.

Pour ce qui concerne l'impact des canalisations sur le milieu naturel et en particulier les sites Natura 2000, outre les adaptations retenues de la configuration et/ou de la délimitation du périmètre de réservation à inscrire au plan de secteur, l'étude d'incidences estime que diverses mesures sont de nature à réduire cet impact, en particulier celles qui consistent à adopter des zones de travail réduites à 25 mètres de largeur à hauteur des zones 4, 7, 9, 10 et 11 de l'étude d'incidences sur l'environnement, ce qui permet l'adoption d'un schéma de pose alternatif, selon lequel les engins de chantier peuvent circuler sur la canalisation existante, protégée par des panneaux (plats-bords).

En outre, la SA Fluxys a, en date du 24 septembre 2008, introduit, sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 novembre 2003, une demande de dérogation aux mesures de protection des espèces animales et végétales, à l'exception des oiseaux, édictées par la loi sur la conservation de la nature; cette dérogation concerne en particulier la zone 1 de l'étude d'incidences sur l'environnement constituant l'intersection des futures canalisations avec le site Natura 2000 dit « Basse vallée du Geer » et le site de grand intérêt biologique de Waremme (campagne d'Oleye) abritant une des dernières populations de grand hamster; elle a été accordée le 19 décembre 2008 moyennant le strict respect de mesures de précaution et d'atténuation. Le Gouvernement estime que ces mesures sont de nature à réduire significativement les impacts du chantier sur les espèces animales et végétales concernées et, en particulier, à répondre à la demande de la CRAT que l'ensemble des mesures soient prises afin de limiter au maximum les impacts du chantier sur la population de hamsters.

Enfin, en ce qui concerne le croisement des futures canalisations avec le site Natura 2000 « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » à Raeren (zone 12 de l'étude d'incidences sur l'environnement), la SA Fluxys a choisi de poser la canalisation par la méthode de forage dirigé. Le Département de la Nature et des Forêts a fait savoir en date du 23 avril 2009 que cette méthode n'altérerait pas de populations d'espèces protégées et ne nécessite dès lors pas de dérogation aux mesures de protection des espèces animales et végétales édictées par la législation sur la conservation de la nature.

En ce qui concerne la sécurité des personnes, l'étude d'incidences recommande qu'en zone urbanisable, la SA Fluxys protège mécaniquement les canalisations par un système de grilles ou de dalles de béton enterrées et qu'à hauteur des failles géologiques de Hauset, sur les territoires de Lontzen et Raeren, elle implante des canalisations autoportantes.

Quant aux moins-values et indemnités.

Certaines personnes se plaignent de la moins-value que ferait subir le passage des canalisations sur leur terrain.

Le tracé des canalisations en projet se situe cependant pour l'essentiel en zone agricole, où leur présence n'est nullement en contradiction avec l'usage des terrains, dès lors qu'il n'y a aucune restriction quant aux activités agricoles normales qui s'exercent au-dessus de ces canalisations; il ne peut dès lors être question d'une dépréciation de la valeur immobilière de ces terrains.

Il y a lieu d'ajouter que le bénéficiaire de la servitude légale est tenu au paiement d'une indemnité au profit du propriétaire ou de détenteurs de droits réels sur le fonds grevé; en outre le propriétaire du fonds grevé peut demander au bénéficiaire de ladite servitude, en l'occurrence Fluxys, d'acheter le terrain occupé; enfin, le titulaire d'une autorisation de transport est tenu à l'indemnisation des dommages causés à des tiers, soit du fait des travaux, soit de l'utilisation du fonds grevé, en ce compris notamment la perte de rendement des terres agricoles.

Quant au suivi environnemental.

En ce qui concerne le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre de la présente révision de plans de secteur, le Gouvernement fait siennes les mesures proposées par l'étude d'incidences de plans lors de la phase de chantier de pose des canalisations, à savoir :

— la mise en place d'un Comité de suivi, par ailleurs souhaitée au cours de l'enquête publique; ce comité de suivi pourra prendre la forme du comité d'accompagnement défini aux articles D.29-25 et suivants du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement;

— la réalisation, avant et après le chantier, d'analyses de la qualité biologique et physico-chimique des eaux dans les zones situées en aval des cours d'eau traversés.

Par contre, les mesures de suivi proposées par l'étude d'incidences pour limiter les incidents en phase d'exploitation et en favoriser la gestion ne relèvent pas du domaine de l'environnement et ne sont dès lors pas retenues par le Gouvernement.

Ces mesures de suivi environnemental - qui relèvent bien des domaines de la protection du milieu naturel et de la qualité des terres agricoles, qui constituent les incidences notables du projet liées à la phase de travaux - seront fixées par le permis qui devra être délivré en suite de la présente révision de plans de secteur.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, adoptant définitivement la révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme portant sur l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N).

Namur, le 4 février 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

L'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 3 décembre 2009 est publié ci-dessous.

Avis de la CRAT relatif à la demande de révision du plan de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme en vue de l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations et d'un périmètre de protection en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme

1. INTRODUCTION

1.1. Saisine et réponse

● Par son courrier reçu le 15 octobre 2009, la Direction générale opérationnelle (DGO4) de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie a sollicité l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) sur ledit projet en demandant que cet avis lui soit remis dans un délai de soixante jours. La section « Aménagement normatif » de la CRAT a pris en charge la préparation de l'avis.

● Conformément à l'article 43, § 4, du CWATUP, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis émis lors de l'enquête publique.

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des éléments du dossier énumérés ci-dessus et après analyse de ceux-ci, la CRAT émet l'avis suivant :

1.2. Rétroacte

La CRAT a déjà formulé les avis suivants sur ce projet :

— Le 29 juin 2007, la CRAT a remis un avis sur l'avant-projet de révision du plan de secteur et sur le projet de contenu de l'étude d'incidences (Réf. : 07/CRAT.A 602-AN);

— Le 13 mai 2008, la CRAT a émis un avis sur l'avant-projet de révision de plan de secteur (Réf. : 08/CRAT A.677-AN).

1.3. Contexte du projet

Le projet vise la révision du plan de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme en vue de l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations et d'un périmètre de protection en vue de la pose de nouvelles canalisations de gaz naturel selon le tracé RTR Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme

Le projet consiste à inscrire un périmètre de réservation pour canalisations de 54,5 mètres de largeur, soit 15,5 mètres au Nord et 39 mètres au Sud, de part et d'autre de l'axe de la canalisation existante, sauf exceptions dictées par le contexte local.

2. AVIS

2.1. Remarques générales

La CRAT a montré dans ses avis précédent qu'elle était favorable à l'opportunité du projet. Le marché du gaz en Belgique est en progression et il y a dès lors nécessité d'augmenter la capacité de transport pour répondre aux besoins futurs.

La CRAT relève également la volonté du Gouvernement wallon d'assurer la sécurité en regroupant les canalisations.

A la lecture des réclamations découlant de l'enquête publique, la CRAT constate que de nombreuses réclamations relèvent des conditions d'exploitation des futures canalisations et non de la révision du plan de secteur.

La CRAT demande dès lors que ces réclamations, si elles sont appropriées, soient prises en compte, lors de la délivrance du permis unique relatif aux canalisations.

2.2. Sur la révision du plan de secteur

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des éléments repris dans le dossier, la CRAT remet un avis favorable sur le projet.

La CRAT émet néanmoins les remarques et observations suivantes :

- Sur le tracé du périmètre de réservation au niveau de « Buchenbusch » à Raeren

La CRAT est favorable au projet de tracé du périmètre de réservation à hauteur de Buchenbusch repris dans le projet d'arrêté et estime que le tracé alternatif proposé par des réclamants dans le cadre de l'enquête publique n'est pas opportun. Elle appuie en effet l'argumentation de la commune de Raeren qui signale que « celui-ci toucherait d'autres terrains privés et entraînerait une percée dans une zone boisée intacte jusqu'à maintenant, avec pour conséquence de nouvelles diminutions de valeur du peuplement forestier ».

- Sur le tracé du périmètre de réservation au lieu-dit « Wind » à Lontzen

La CRAT relève que le tracé proposé (au Sud de la canalisation existante) hypothèquerait les possibilités d'extension d'une porcherie située au lieu-dit « Wind » à Lontzen. Il pourrait également porter préjudice à la poursuite de l'activité agricole et traverserait un jeune verger à hautes tiges. La RTR2 passerait en effet à 13,5 mètres des bâtiments agricoles et la RTR3 à 4,5 mètres.

Afin de limiter ces impacts, la CRAT privilégie l'alternative de tracé qui prévoit le périmètre de réservation pour les futures canalisations au Sud de l'exploitation agricole.

- Sur la traversée de la Zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (ZACCCI) à Loën

La CRAT relève que le projet d'arrêté prévoit l'inscription d'un important périmètre de réservation au niveau de la ZACCCI de Loën car il estime prématuré de retenir une alternative de délimitation tant que l'intercommunale SPI+ ne dispose pas de relevés topographiques précis et d'avant-projets d'équipements dans le cadre de la future mise en œuvre de la zone. Cet important périmètre englobe le tracé actuel de la RTR-1 et un tracé alternatif à l'Est.

La CRAT appuie la position de la SPI+ qui estime qu'il n'est pas judicieux de prévoir un tracé alternatif à l'est de la ZACCCI. Ce tracé risque en effet de compromettre le bon aménagement de la zone et induirait des surcoûts liés au déplacement de la RTR-1. Le regroupement des canalisations le long du tracé existant de la RTR-1 semble donc plus opportun moyennant la prise en compte du futur aménagement de la zone.

- Sur le tracé du périmètre de réservation au niveau de Dalhem

La CRAT relève que sa remarque, émise dans son avis du 13 mai 2008, relative à l'opportunité de déplacer la canalisation RTR2, et le cas échéant, la canalisation RTR3, d'environ 37 mètres à l'Ouest de la canalisation existante RTR1 à Dalhem, à la limite des Fourons n'a pas été suivie. Pour rappel, la CRAT estimait que cette alternative ne protégera pas les blaireaux des désagréments causés par le chantier et jugeait donc ce déplacement inutile.

La CRAT réitère donc sa remarque.

- Sur le tracé du périmètre de réservation au niveau du site de grand intérêt biologique (SGIB) située à Waremme

La CRAT relève que sa remarque, émise dans son avis du 13 mai 2008, relative aux désagréments causés par le chantier sur un SGIB reconnu pour la protection d'une des dernières populations de grands hamsters n'a pas été suivie.

Elle demande dès lors que l'ensemble des mesures soient prises afin de limiter au maximum les impacts du chantier sur ce SGIB.

Le Président,
Ph. Barras

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2010/27030]

4. FEBRUAR 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme über die Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen zwecks der Verlegung neuer Flüssigerdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Arbeitsweise der wallonischen Regierung;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums (SDER);

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 4, 22, 23 und 42 bis 46;

Aufgrund der Königlichen Erlasse vom 23. Januar 1979 und vom 20. November 1981 und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. November 1987 zur Erstellung der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Huy-Waremme und Lüttich;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. März 2007, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen und eines Schutzumkreises zwecks der Verlegung neuer Flüssigerdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme angenommen wird;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2007, durch den beschlossen wird, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den Vorentwurf zur Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen und eines Schutzumkreises zwecks der Verlegung neuer Flüssigerdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme durchführen zu lassen;

Aufgrund der durch die «SCRL Aménagement» durchgeführten Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung, die auf der durch die SA Fluxys der «SA Vinçotte-Environnement» anvertrauten Projekt-Umweltverträglichkeitsprüfung beruht;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008 zur Verabschiedung des Vorentwurfs der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme über die Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen zwecks der Verlegung neuer Flüssigerdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N);

Aufgrund des Erlasses der Flämischen Regierung vom 18. Juli 2008 zur vorläufigen Annahme des «ontwerp gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan «Leidingstraat VTN (Voeren-Opwijk)»»;

Aufgrund des Erlasses der Flämischen Regierung vom 30. April 2009 zur endgültigen Verabschiedung des «gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan «Leidingstraat VTN (Voeren-Opwijk)»»;

Aufgrund der durch Artikel 4, 8° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten, der Öffentlichkeit zugänglichen Versammlungen, die jeweils am 26. Mai, 25. Mai und 15. Juni 2009 in den Gemeinde Juprelle, Dalhem und Lontzen gemäß Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008 zur Verabschiedung des Vorentwurfs der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme über die Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen zwecks der Verlegung neuer Flüssigerdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N) veranstaltet worden sind;

Aufgrund der Beschwerden und Bemerkungen, die anlässlich der vom 12. Mai 2009 bis zum 3. Juli 2009 (vom 12. Mai bis zum 25. Juni in Lontzen, vom 18. Mai bis zum 1. Juli in Plombières und vom 20. Mai bis zum 3. Juli in den anderen betroffenen Gemeinden) stattgefundenen öffentlichen Untersuchung von Privatpersonen und öffentlichen Einrichtungen und Einrichtungen öffentlichen Interesses geäußert und wie folgt registriert worden sind:

«SPI+ - Services-Promotion-Initiative SCRL» Rue du Vertbois 11 B- 4000 Lüttich

Gerd Meyer Chemin du Puit 8 B- 4608 Warsage

Michael Dalhem Rottdriescher Strasse 49 B-4710 Herbesthall

Fernand Franssen Wind 21 B-4710 Lontzen

Guido Zians & Andrea Haas Postfach/BP/PB 60 Aachener Strasse 76 B-4780 Saint-Vith

im Namen von:

Léon Schmetz Neutralstrasse 502 B-4710 Lontzen

— Didier Schmetz Landwirt B-4710 Lontzen

— Jürgen Bachmann Dedolphstrasse 1 D-52066 Aachen

im Namen von:

Henny Beck

— Katharina Linden

— Marianne Linden

— Heinz-Joef Linden

Roger Franssen-Crutzen Müllhenweg - Chemin du Moulin 29 B-4710 Lontzen

Bernhard Wiese-Küsters - Marlies Küsters Buchenbusch 60 B-4730 Hauset

Gabriele Grosse Buchenbusch 60 B-4730 Raeren

Jürgen Küsters Buchenbusch 60 B-4730 Raeren

Jutte und Andreas Köbernick Stöck 70 B-4730 Raeren

Gertrude Lennaerts Freient 30 B-4730 Raeren

Johanna Hessel Buchenbusch 60 B-4730 Raeren

Dipl.-Ing. Ingolf Maul Schnellenberg 38 B-4721 Kelmis

Karoline Hrywniak Schlossweg 19 B-4730 Raeren

Martina Zimmeck Buchenbusch 60 B-4730 Raeren

Brigitte Petry Zur Nohn 8 B-4701 Kettenis

Marian Küsters Buschenbusch 60 B-4730 Raeren

Natalie Küsters Buschenbusch 60 B-4730 Raeren

Helga und Berni Sommer An der Follmühle 30 B-4730 Raeren

Bernhard Wiese-Küsters B Marlies Küsters Buchenbusch 60 B-4730 Hauset

Bernhard Wiese-Küsters B Marlies Küsters Buchenbusch 60 B-4730 Hauset

Guido Zians & Andrea Haas Postfach/BP/PB 60 Aachener Strasse 76 B-4780 Saint-Vith

im Namen von: - Bernhard & Marlies Wiese-Küsters Buchenbusch 60 B-4730 Hauset;

Aufgrund der Protokolle der Konzertierungsversammlungen, die am 25. Juni in Lontzen, am 3. Juli in Bassenge und Oupeye, am 6. Juli in Plombières, am 7. Juli in Visé, am 8. Juli in Raeren und Welkenraedt, am 9. Juli in Juprelle und Waremme und am 10. Juli 2009 in Dalhem stattgefunden haben;

Aufgrund der durch die Gemeinderäte Dalhem und Welkenraedt am 30. Juli 2009 und Waremme am 24. August 2009 abgegebenen günstigen Gutachten;

Aufgrund der durch die Gemeinderäte Oupeye am 23. Juli 2009, Visé am 27. Juli 2009, Lontzen am 3. August 2009, Raeren am 10. September 2009 abgegebenen günstigen Gutachten;

Aufgrund der als günstig geltenden Gutachten der Gemeinden Bassenge, Juprelle und Plombières;

Aufgrund des am 1. Juli 2009 durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde Voeren abgegebenen günstigen Gutachtens;

Aufgrund des am 13. Juli 2009 abgegebenen Gutachtens der Sektion «Ruimtelijke Planning» der Abteilung «Ruimtelijke Ordening, Woonbeleid en Onroerend Erfgoed» des Ministeriums der Flämischen Gemeinschaft, in dem sie keine Einwände gegen den der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Entwurf erhoben hat;

Aufgrund des durch die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt am 11. Dezember 2009 geäußerten bedingten günstigen Gutachtens;

Aufgrund des am 7. Dezember 2009 durch den CWEDD (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) abgegebenen, mit Fragen verbundenen günstigen Gutachtens;

Aufgrund des am 3. Dezember 2009 durch den CRAT (Regionalausschuss für Raumordnung) abgegebenen, mit Bemerkungen und Beanstandungen verbundenen günstigen Gutachtens;

Hinsichtlich der Zweckmäßigkeit der Leitungen

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer bestreiten, dass es gemeinnützig ist, die Entwicklung der Verkehrsmittelinfrastrukturen von Fluxys angesichts der Belastungen, die diese den an diesen Infrastrukturen entlang ansässigen Eigentümern und Betreibern verursachen, zu erlauben; dass sie der Ansicht sind, dass das RTR-2 Projekt lediglich den Transitverkehr betrifft, und nicht zur Erfüllung eines Gasbedarfs aus dem Binnenmarkt bestimmt ist; dass sie bestreiten, dass die Verdoppelung der RTR-1 zur Sicherheit der Gasversorgung beiträgt, da die Stilllegung einer Leitung anscheinend sehr selten erfolgt und dass das größte Risiko in Sachen Versorgungssicherheit diplomatischer Art (Einstellung der Gasversorgung durch die Ausführer) oder gewerblicher Art ist (durch die Ausführer betätigte übermäßige Preissteigerung); dass sie erachten, dass ein zunehmender Verbrauch von Erdgas nicht zur Diversifizierung der Energiequellen beiträgt, sondern eher die Abhängigkeit von einer anderen Energiequelle als der Atomenergie verstärkt; dass sie schließlich einen vernünftigen Verbrauch von den Erdgasressourcen, die sie als selten schätzen, befürworten;

In der Erwägung, dass die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung die sozialwirtschaftliche Begründung des Vorentwurfs sowie dessen Übereinstimmung mit den regionalen Zielsetzungen gebilligt hat;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung erinnert, dass er «der Zweckmäßigkeit des Projekts gegenüber günstig steht», insofern es wegen des Wachstums des Gasmarkts in Belgien notwendig ist, die Transportkapazität zur Erfüllung eines zukünftigen Bedarfs zu erhöhen;

In der Erwägung, dass die Regierung auf die in ihrem Vorentwurf angeführte sozialwirtschaftliche Argumentation hinweist und sich dieser Stellungnahme anschließt, und die folgenden Bewertungselemente hinzufügt:

— eine Verdoppelung der RTR-1 erhöht beträchtlich die Gewährleistung der Gasversorgung; da die Unterbrechung der Gasströme wegen Instandhaltungsarbeiten oder Betriebsstörung nicht auszuschließen ist, könnte in diesem Fall die andere Leitung Gas weiterhin transportieren, um die lokalen Benutzer zu versorgen;

— längs der Trasse der Leitungen werden Speisungsstellen für die öffentliche Versorgung oder für industrielle Verbraucher oder Verbindungsstellen mit dem bestehenden Netz vorgesehen oder mindestens ermöglicht, nämlich eine Verbindungsleitung mit der RTR-1 in den Stationen Raeren (Verbindung mit dem öffentlichen Versorgungsnetz von ALG) und Haccourt, sowie eine Verbindung mit den Leitungen in Richtung Verviers, der Provinz Luxemburg und den Gegenden Lüttich, Namur, Charleroi (via die Leitung SEGEO in Richtung Blaregnies/Frankreich) in der Kompressorstation Berneau (Verbindung mit den öffentlichen Versorgungsnetzen ALG, IDEG und IGH);

— synergetisch mit der auf der neuen Leitung gezeichneten Transitkapazität wird ein Kapazitätszusatz für den belgischen Markt vorgesehen. Diese neue Kapazität wird erlauben, die Versorgungssicherheit beachtlich zu verstärken und die Quellen für die belgischen und wallonischen Märkte zu diversifizieren;

— das Erdgas ist u.a. ein bedeutender Träger für die Stromerzeugung und ergänzt die Erzeugung von erneuerbaren Quellen.

Hinsichtlich der prinzipiellen Trasse, Abgrenzung und Konfiguration des Reserveumkreises

In der Erwägung, dass die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung die prinzipielle Standortwahl für das Leitungsprojekt RTR-2 und die eventuelle Leitung RTR-3 parallel zur bestehenden Leitung RTR-1 gutheißt, insbesondere um die für die Leitungen beanspruchten Flächen auf dem Gebiet zu verringern, das Risiko-Management aufzubessern, die Auswirkungen auf die Umwelt auf die bereits durch den Bau der ersten Leitung betroffenen empfindlichen Umkreise zu beschränken, während dieser Parallelismus die Einhaltung der obligatorischen Durchgangsstellen vom technischen Standpunkt aus erleichtert und die Verwendung der bereits bestehenden technischen Anlagen ermöglicht; dass sie außerdem die Standortwahl für die eventuelle RTR-3 auf der selben Seite wie die RTR-2 gutheißt, um die notwendigen Landentnahmen während des Zeitraums der Verlegung zu beschränken; dass sie schließlich den allgemeinen Grundsatz einer Standortwahl für die neuen Leitungen südlich der bestehenden Leitung aus Gründen der Erhaltung der Natura 2000 Gebiete gutheißt, und dabei bestätigt, dass diese Konfiguration den Anschluss an die bestehenden Stationen erleichtert;

In der Erwägung, dass die technischen und juristischen Daten des Problems wie folgt zusammengefasst werden können:

— der durch die SA Fluxys für die RTR-2 vorgesehene Nenndurchmesser beträgt 1 000 mm; der Nenndurchmesser der eventuellen RTR-3 ist zur Zeit nicht gekannt; deshalb gibt es Anlass, vorsorglich einen höchsten Nenndurchmesser von 1 200 mm für diese vorzusehen;

— der von der SA Fluxys empfohlene Abstand zwischen den Leitungen (Außenwände) beträgt 7 m zwischen 2 Leitungen von 1.000 mm und 8 m zwischen 2 Leitungen von jeweils 1 000 mm und 1 200 mm;

— das durch den Königlichen Erlass vom 21. September 1988 bestimmte Schutzgebiet hat eine Breite vom 15 m beidseitig jeder Leitung (Außenwände);

— das Reservegebiet im Sinne des Königlichen Erlasses vom 24. Januar 1991 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. März 1966 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen erstreckt sich auf 5 Meter beidseitig der Achse jeder Leitung;

— die Standardbreite der Arbeitszone der SA Fluxys für eine Leitung von jeweils 1 000 und 1 200 mm beträgt jeweils 21 und 22 m auf der Seite des Projekts der Leitung und 13 und 14 m auf der Seite der bereits bestehenden Leitung, die ab der Achse der geplanten Leitungen gemessen werden;

In der Erwägung, dass die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung empfiehlt, zusätzlich zum Reservegebiet das Schutzgebiet und die Arbeitszonen bezüglich der Installation der RTR-2 und der RTR-3 in den Reserveumkreis einzuschließen;

In der Erwägung, dass der Reserveumkreis deshalb eine Gesamtbreite von 54,6 m aufweisen muss und um etwa 12 m (genauer 11,8) in Richtung der geplanten Leitungen verschoben werden muss;

In der Erwägung, dass es unter Berücksichtigung des Vorhergehenden Anlass besteht, die neuen Leitungen grundsätzlich südlich der bereits bestehenden Leitung vorbehaltlich eines Abstands von 7 m zwischen der RTR-1 und der RTR-2 und von 8 m zwischen der RTR-2 und der RTR-3 zu installieren, und zu diesem Zweck einen Reserveumkreis mit einer prinzipiellen Breite von 54,6 m, d.h. 15,5 m nördlich und 39,1 m südlich der Achse der bestehenden RTR-1 Leitung einzutragen;

In der Erwägung, dass die vorigen Leitlinien durch die Regierung in ihrem Erlass vom 12. Dezember 2008 zur Annahme des Entwurfs der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme gewählt wurden;

In der Erwägung, dass eine Anpassung dieser prinzipiellen Konfiguration und/oder dieser prinzipiellen Breite des Reserveumkreises erfolgen wird, wenn es aus technischen, städtebaulichen oder umweltbezogenen Gründen erforderlich wird;

In der Erwägung, dass die Fragen des CWEDD (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) bezüglich der Richtigkeit der benutzten Ziffern für den Abstand zwischen den Leitungen und der sich möglicherweise daraus ergebenden Folgen nicht begründet sind; dass der Rat eigentlich die Unterscheidung, die je nach, ob die Leitungen zwischen ihren Außenwänden oder zwischen ihren Achsen gemessen werden, zu machen ist, nicht in Betracht gezogen hat;

In der Erwägung, dass in seinem Artikel 2 der Erlass vom 12. Dezember 2008 zur Annahme des Entwurfs der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme innerhalb des Reserveumkreises einen Schutzzumkreis im Sinne des Artikels 23, Abs. 1, 3° des zu dieser Zeit geltenden Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorsah; dass dieser nicht kartographierte Schutzzumkreis mit dem im Königlichen Erlass vom 24. Januar 1991 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. März 1966 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen festgelegten Reservegebiet übereinstimmt;

In der Erwägung, dass das Dekret vom 30. April 2009 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und das Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten in seinem Artikel 12 dieses Konzept der graphischen Darstellung des Schutzzumkreises gestrichen hat; dass durch diese Streichung die Schutzmaßnahmen, denen die bestehenden und zu installierenden Leitungen zu unterziehen sind, jedoch nicht verringert werden, da diese weiterhin durch das Reservegebiet im Sinne des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 24. Januar 1991 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. März 1966 festgelegt werden;

Genauere Trasse des Reserveumkreises

In der Erwägung, dass im Verhältnis zu der Option, die in dem der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Entwurf der Abänderung des Sektorenplans gewählt wurde, nämlich der Eintragung eines ausgedehnten Reserveumkreises innerhalb des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter von Loën-Hallembaye, der die heutige Trasse der RTR-1 (im Falle der Verlegung der neuen Leitungen parallel zu der bestehenden Leitung) und die in der Umweltverträglichkeitsprüfung empfohlene alternative Trasse (im Falle der Verschiebung der bestehenden Leitung auf diese neue Trasse) einschließt, um die Trasse wählen zu können, die eine rationelle Erschließung des Gebiets erlaubt, die SPI+ erachtet, dass die in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagene Trasse aus verschiedenen Gründen nicht ratsam ist: sie würde zu keinem kleineren Raumbedarf führen und würde vom Standpunkt der Sicherheit aus eine unangemessene Lokalisierung der Verbindung des Gebiets mit der N602 zur Folge haben; vom Standpunkt der Verwaltung der öffentlichen Gelder aus könnten die zur Ortsveränderung der Leitung bestimmten Beträge bei der Einrichtung des Gebiets besser verwendet werden; außerdem könnte die Einrichtung einer internen Zufahrtsstraße innerhalb des Gebiets, parallel zu den bestehenden und zu verlegenden Leitungen, berücksichtigt werden und einen guten Schutz gegen Letztere darstellen; sie möchte daher ihre Meinung über die bestmögliche Trasse der zukünftigen Hauptzufahrtsstraße noch nicht bekannt geben, da die Studie über die Einrichtung des Gebiets noch nicht vergeben ist;

In der Erwägung, dass die Stadt Visé und die Gemeinde Oupeye wünschen, dass die Wahl des Standorts der zukünftigen Leitungen die Überlegungen der SPI+ bezüglich der Einrichtung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter berücksichtigt;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung die Stellung der SPI+ unterstützt, und der Ansicht ist, dass die Gruppierung der Leitungen längs der bestehenden Trasse der RTR-1 angesichts der zukünftigen Einrichtung zweckmäßiger ist; dass der CWEDD nicht für vernünftig hält, einen ausgedehnten Reserveumkreis auf dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter einzutragen, da dies die zukünftige Durchführung der Einrichtung des Gebiets beeinträchtigen könnte, und eine Gruppierung der Leitungen längs der bestehenden Leitung vorzieht;

In der Erwägung, dass die Regierung die Absicht hat, sich diesen Gutachten, die die Gruppierung der zukünftigen Leitungen längs der RTR-1 vorziehen, anzuschließen;

In der Erwägung übrigens, dass einerseits in dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter westlich von der RTR-1 bereits zwei Leitungen der SA Fluxys, nämlich die DN400 Oupeye (Haccourt) - Lanaken und die DN150 Visé (Loën) - Lixhe liegen, und dass andererseits im Westen ebenfalls die Gemeindegrenze von Loën steht; dass es daher wünschenswert wäre, die Verlegung der RTR-2 und der RTR-3 östlich der RTR-1 vorzusehen; in der Erwägung außerdem, dass es technisch möglich ist, die innere Straßeninfrastruktur des Gewerbegebiets über den bestehenden oder geplanten Leitungen zu bauen;

In der Erwägung jedoch, dass um alle möglichen Konfigurationen in Bezug auf das Verlegen der neuen Leitungen im Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter jedoch offen zu halten, wobei der Reserveumkreis auf das Notwendigste zu begrenzen ist, sich die Regierung für die Eintragung eines 39,1 m breiten Reserveumkreises beidseitig der Achse der RTR-1 entscheidet;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer gegen die in dem der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Entwurf zur Abänderung des Sektorenplans getroffene Wahl für den Ort genannt «Wind» protestieren, die darin besteht, eine Trasse der geplanten Leitungen zu wählen, die sich bedeutend von der bestehenden Leitung entfernt, und zwar klagen sie aus folgenden Gründen: das Verlegen einer dritten Leitung ist zur Zeit fragwürdig und es ist möglich, dass die Schweinezucht nicht mehr besteht, wenn es in Betracht gezogen wird, was das Problem aus der Welt schaffen würde, dass es außerdem nicht erwiesen ist, dass es in städtebaulicher Hinsicht angemessener wäre, die Trasse der beiden Leitungen RTR-1 und RTR-2 zu trennen, und dass der Parallelismus der Trassen im Gegenteil erlauben würde, die Auswirkungen auf die Natur zu beschränken;

In der Erwägung, dass Andere die im Entwurf gewählte Möglichkeit unterstützten, weil einerseits die Trasse in diesem Fall kürzer und gerader ist und daher weniger Agrargebiete berührt, und weil sie es andererseits vermeidet, in der Nähe von Wohn- und Agrargebäuden zu führen, wie es bei der bestehenden Leitung der Fall ist;

In der Erwägung, dass sich die Gemeinde Lontzen über die genaue Trasse nicht aussprechen möchte; dass sie dafür eintritt, dass im Falle der Verlegung einer dritten Leitung der Abstand zu den Wohngebieten ausreicht, um ggf. den Ausbau von Häusern oder Bauernhöfen zu ermöglichen, und sie eine Verschiebung der Trasse in Richtung Norden oder Süden in Betracht ziehen kann;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung die Trasse des Reserveumkreises, die durch den der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Entwurf zur Abänderung des Sektorenplans eingetragen wird, bevorzugt, und erachtet, dass die Trasse parallel zur bestehenden Leitung die Erweiterungsmöglichkeiten des Schweinestalls beeinträchtigen würde, der Weiterführung der landwirtschaftlichen Tätigkeit schaden könnte und durch einen jungen Hochstammobstgarten laufen würde;

In der Erwägung, dass der CWEDD erachtet, dass er über die Frage nicht befinden kann;

In der Erwägung, dass die Regierung die Meinung und die Argumentation des Regionalausschusses für Raumordnung teilt;

In der Erwägung, dass sie außerdem der Ansicht ist, dass es zur guten Praxis gehört, dass ein Beschluss in Sachen Raumordnung die Situationen berücksichtigt, die langfristig die lästigsten Konsequenzen haben können, was nach sich zieht, dass das etwaige Verlegen einer dritten Leitung in der Zukunft zu berücksichtigen ist, was in der Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf die Genehmigung nicht gemacht wird, und dass man vermeidet, auf das zukünftige Verschwinden des Schweinestalls zu setzen; dass es nicht realistisch ist, das Führen von zwei neuen Leitungen parallel zu der bestehenden Leitung zu berücksichtigen, was auch immer die dazu gewählte Konfiguration ist (RTR-2 im Süden der RTR-1 auf jeden Fall; RTR-3 entweder im Norden der RTR-1 in einer Axialentfernung von 4,65 Metern von der bebauten und eingezäunten Parzelle, die im Norden der RTR-1 in einer Axialentfernung von 13,75 Metern von dieser liegt, was der durch die im Rahmen des Verfahrens zur Revision der Sektorenpläne durchgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung ausgewählten Möglichkeit entspricht, oder aber im Süden der RTR-2 in einer Axialentfernung von 4,5 Metern von dem Schweinestall); dass diese Lösung eine unvermeidlich Ausdehnung

in das Reservegebiet (im Sinne des Königlichen Erlasses vom 24. Januar 1991 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen) entweder auf die bebaute und eingezäunte Parzelle, die nördlich der bestehenden Leitung gelegen ist, oder auf den südlich von dieser gelegenen Schweinestalls zur Folge hätte;

In der Erwägung, dass das Führen der einzigen Leitung RTR-2 parallel zu der im Süden von ihr bestehenden Leitung, in einer Axialentfernung von 13,6 Metern in diesem Fall, unter allen Umständen keine Antwort auf den während der öffentlichen Untersuchung formulierten Einspruch darstellt, nach dem die im Entwurf zur Revision des Sektorenplans gewählte Trasse die geradere und die kürzere ist, und daher weniger Agrarland opfert, und einen jungen Hochstammobstgarten beeinträchtigen würde; dass diese Option das Problem der Trasse der RTR-3 überhaupt nicht lösen würde;

In der Erwägung infolgedessen, dass es besser ist, von der allgemeinen Regel, die darin besteht, die Leitungen gruppiert und parallel zu führen, abzuweichen, um eine Trasse der RTR-2 und der RTR-3 südlich des Bauernhofs «Wind» vorzuziehen; dass die betroffenen Gelände in einem Agrargebiet liegen, und dass im vorliegenden Fall das Vorhandensein von Leitungen überhaupt nicht in Widerspruch zur der geplanten Zweckbestimmung dieser Gelände steht, da es keine Beschränkung für normale landwirtschaftliche Tätigkeiten über den Leitungen besteht; dass die gewählte Trasse übrigens nicht gerade ist, um den Wünschen der betroffenen Eigentümer am Besten entgegenzukommen;

In der Erwägung, dass die Trasse der RTR-2, einschließlich des Teils der Trasse südlich des Bauernhofs Wind, der in der vorliegenden Revision des Sektorenplans gewählt wird, Gegenstand einer Umweltbewertung im Rahmen des Verfahrens zur Erteilung der Genehmigung gewesen ist; dass diese Umweltbewertung geschlussfolgert hat, dass im Vergleich mit der südlich der RTR-1 vorgeschlagenen Trasse, die südlich des Bauernhofs Wind gewählte Trasse keinen wesentlichen Unterschied in umweltbezogener Hinsicht aufweist;

dass die Regierung also über die notwendigen Elemente für ihre Entscheidung verfügt;

In der Erwägung, dass die Eheleute Wiese-Küsters, denen sich andere Beschwerdeführer anschließen, der Ansicht sind, dass das Forstgebiet Buchenbusch, das ein Natura 2000 bildet, durch das Vorhandensein einer neuen Leitung nicht beschädigt werden darf, zumal Alternativen zur Trasse bestehen (es werden 3 Alternativen erwähnt), die entweder den Wald über den Nord-Osten umgehen würden, oder am Rande des Waldes führen würden, und die negative Auswirkung der Durchquerung und die Anzahl der zu fallenden Bäume reduzieren würden, und die sich auf verschiedene Weisen an die im Entwurf des Sektorenplans vorgesehene Trasse jenseits des Waldes anschließen könnten; dass sie andererseits darauf hinweisen, dass die Nord-Ost-Ecke ihres Grundstücks, die etwa 30 Obstbäume enthält und einen Pflanzenschirm, der als visueller und akustischer Schutz gegen die Hochgeschwindigkeitslinie bildet, geopfert würde und dass ihr Immobilienvermögen letztendlich eine starke Wertminderung erleiden würde;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Raeren die von den Eheleuten Wiese-Küsters vorgeschlagene Trasse nicht unterstützen, da diese andere Privatgelände berühren würde und eine Schneise durch ein bisher unangetastetes Waldgebiet zur Folge hätte, dies mit neuen Wertminderungen des Waldbestands zur Folge;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung der Meinung der Gemeinde aus denselben Gründen anschließt, und dass der CWEDD ein günstiges Gutachten bezüglich der lokalen Abgrenzungsvariante des Reserveumkreises, die in dem der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Entwurf zur Revision des Sektorenplans gewählt wird, abgibt;

In der Erwägung, dass sich die Regierung aus den angeführten Gründen den Stellungnahmen der Gemeinde und des RARO anschließt, dass sie aufgrund der Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung hinzufügt, dass die von der SA Fluxys in Betracht gezogenen Maßnahmen wie die Annahme eines alternativen Verlegeplans (Verkehr der Baustellenfahrzeuge auf der durch Platten geschützten bestehenden Leitung) eine Verringerung der beanspruchten Fläche auf 25 m und örtlich auf 21 m für die Durchquerung des Natura 2000 Gebiets erlaubt, was die Auswirkungen während der Arbeiten reduzieren kann; dass zusätzliche Milderungsmaßnahmen in Konzertierung mit der Abteilung Natur und Forstwesen getroffen werden können, wie es in der Umweltverträglichkeitsprüfung empfohlen wird; dass alle diese Maßnahmen, mit Ausnahme der Bestimmung eines Reserveumkreises mit einer verringerten Breite, im Rahmen der Genehmigung getroffen werden müssen; dass außerdem die Grundstücke, die den Eheleuten Wiese-Küsters gehören, und durch welche die geplanten Leitungen laufen, in einem Agrargebiet liegen; dass im vorliegenden Fall das Vorhandensein von Leitungen in keinem Widerspruch zu der geplanten Zweckbestimmung dieser Gelände steht, da es keine Beschränkung für normale landwirtschaftliche Tätigkeiten über den Leitungen besteht; dass es daher von einer Minderung des Immobilienwerts keine Rede sein kann;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung die Verschiebung der geplanten Leitungen nach dem Westen, um einen Dachsbau in DALHEM an der Grenze mit der Gemeinde Voeren zu schützen, sowie die damit verbundene Verdoppelung des Reserveumkreises als unnötig betrachtet, weil sie wirkungslos ist;

In der Erwägung, dass die Regierung feststellt, dass diese Option, die im Entwurf zur Abänderung des Sektorenplans gewählt wurde, anlässlich der öffentlichen Untersuchung nicht angefochten wurde; dass die Wallonischen Umweltverträglichkeitsprüfungen die Schlussfolgerungen des in der Flämischen Region durchgeführten MER (Milieu Effect Rapportage), die zur Verschiebung der geplanten der Leitungen nach dem Westen zum Schutz dieses Dachbaus führen, bestätigen; dass sie nicht für notwendig hält, die in der Flämischen Region angenommene Trasse in Frage zu stellen, dies um eine Kontinuität der Leitung zu sichern;

Hinsichtlich der genauen Abgrenzung und Konfiguration des Reserveumkreises

In der Erwägung, dass es wie oben erwähnt Anlass besteht, die neuen Leitungen grundsätzlich südlich der bereits bestehenden Leitung vorbehaltlich eines Abstands von 7 m zwischen der RTR-1 und der RTR-2 und von 8 m zwischen der RTR-2 und der RTR-3 zu verlegen, und zu diesem Zweck einen Reserveumkreis mit einer prinzipiellen Breite von 54,6 m, d.h. 15,5 m nördlich und 39,1 m südlich der Achse der bestehenden RTR-1 Leitung einzutragen;

In der Erwägung, dass es Anlass besteht, diese grundsätzliche Konfiguration und/oder diese grundsätzliche Breite des Reserveumkreises in den folgenden Fällen anzupassen:

— auf dem Gebiet von Juprelle, östlich des Wohngebiets mit ländlichem Charakter von Slins, beidseitig der Straße «rue de Houtain», müssen die geplanten Leitungen infolge des vor kurzem «rue de Houtain» westlich der RTR-1 erfolgten Baus eines Wohnhauses östlich dieser Leitung führen; der Reserveumkreis wird 39 bis 45 m im Nordosten und 15,5 m im Südwesten der Achse der RTR-1 betragen;

— auf dem Gebiet von Juprelle, unter der Autobahn E313 in einer Entfernung von 15,5 m nördlich der RTR-1 und in einer Entfernung von 43 m südlich der RTR-1 aus technischen Gründen (Erleichterung des Abteufens unter der E313 und Berücksichtigung der Kurven in der Trasse);

— auf dem Gebiet Oupeye vor der Station von Hallembaye und bis jenseits der «rue des Pireux», erlaubt die Verlegung der geplanten Leitungen nördlich der bestehenden Leitung, so wie es durch die SA Fluxys vorgesehen wird, einen besseren Anschluss an die Nebeninfrastrukturen der Station, und in dem Wohngebiet mit ländlichem Charakter von Hallembaye, beidseitig der «rue des Pireux», eine bessere Berücksichtigung der Nähe der Wohnhäuser und des Vorhandenseins anderer Leitungen; der Reserveumkreis wird 39 bis 54 m nordwestlich und 15,5 m südöstlich der Achse der RTR-1 betragen;

— auf dem Gebiet von Oupeye in Höhe des Wohngebiets mit ländlichem Charakter von Hallembaye, östlich der «rue d'Eben-Emael» wird aus fechnischen Gründen (Vorhandensein einer Kreuzung mit den bestehenden Leitungen und kurvige Trasse im waagerechten Schnitt) der Reserveumkreis 15,5 m nördlich und 42 m südlich der Achse der RTR-1 betragen; auf den Gebieten von Visé und Oupeye, in dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter von Loën-Hallembaye gibt es Anlass, alle möglichen Konfigurationen für das Verlegen der neuen Leitungen zu erlauben, wobei jedoch der Reserveumkreis in Erwartung der Studien bezüglich der Erschließung des Gebiets auf das Notwendigste beschränkt wird; der Reserveumkreis wird 39,1 m beidseitig der Achse der RTR-1 betragen;

— auf dem Gebiet von Visé, in Höhe der Maas und des Albert-Kanals, wird die RTR-2 die Maas und den Albert-Kanal durch den bereits bestehenden Tunnel durchqueren; der Reserveumkreis wird 15,5 m nördlich und 32,5 m südlich der Achse der RTR-1 betragen;

— auf dem Gebiet von Dahlem, in Höhe der Station Berneau erlaubt das durch die SA Fluxys vorgesehene Verlegen der geplanten Leitungen 21 m südlich der bestehenden Leitung einen besseren Anschluss an die Nebeninfrastrukturen der Station; der Reserveumkreis wird 15,5 m nördlich und 52 m südlich der Achse der RTR-1 betragen;

— auf dem Gebiet von Dahlem an der Grenze mit der Gemeinde Voeren müssen die geplanten Leitungen nach dem Westen verschoben werden, um einen Dachsbau zu schützen; der Reserveumkreis muss verdoppelt werden: 15,5 m beidseitig der Achse der RTR-1 und im Westen, 46,5 m breiter Reserveumkreis mit einem Abstand von 165 bis 300 m zwischen den beiden Reserveumkreisen;

— auf dem Gebiet von Plombières, nördlich des Bachs Vieljaeren, muss eine größere Entfernung zwischen der RTR-1 einerseits und den RTR-2 und 3 andererseits aus technischen Gründen vorgesehen werden (Erleichterung der Kreuzung durch Abteufen anstatt einer kurvigen Verlegung im Freien für die RTR-1); der Reserveumkreis wird 15,5 m nördlich und 60 m südlich der Achse der RTR-1 betragen;

— auf dem Gebiet von Plombières, beidseitig des Bachs Vieljaeren, wird die Arbeitszone auf eine Breite von 25 m in Höhe des Natura 2000 Gebiets «Göhltal stromabwärts von Kelmis» (Zone 4 der Umweltverträglichkeitsprüfung) verringert werden müssen; der Reserveumkreis wird 15,5 m nordöstlich und 32,5 m südwestlich der Achse der RTR-1 betragen;

— auf dem Gebiet von Welkenraedt und Lontzen, beidseitig der «Chaussée de Liège», muss eine größere Entfernung zwischen der RTR-1 einerseits und den RTR-2 und 3 andererseits aus technischen Gründen vorgesehen werden (Abteufen, Vorhandensein von Kurven im waagerechten Schnitt); der Reserveumkreis wird 15,5 m nördlich und 44,5 m südlich der Achse der RTR-1 betragen;

— auf dem Gebiet der Gemeinde Lontzen, am Ort genannt «Wind», wird der Reserveumkreis verdoppelt: 15,5 m beidseitig der Achse der Leitungen RTR-1 und im Süden, Reserveumkreis von 46,5 m Breite mit einer höchsten Entfernung zwischen den beiden Reserveumkreisen von ca. 150 m; auf dem Gebiet von Lontzen, beidseitig des Bachs Lontzenerbach muss die für die Arbeiten bestimmte Zone in Höhe des Natura 2000-Gebiets «Göhltal oberhalb von Kelmis» (Zone 7 der Umweltverträglichkeitsprüfung) auf eine Breite von 25 Metern beschränkt werden; der Reserveumkreis wird 15,5 Meter nordöstlich und 32,5 Meter südwestlich der Achse der RTR-1 betragen;

— auf dem Gebiet von Lontzen, am Ort genannt «Schloss» (Hochstraße), muss die für die Arbeiten bestimmte Zone in Höhe des Natura 2000-Gebiets «Göhltal oberhalb von Kelmis» (Zone 9 der Umweltverträglichkeitsprüfung) auf eine Breite von 25 Metern beschränkt werden; der Reserveumkreis wird 15,5 Meter nördlich und 32,5 Meter südlich der Achse der RTR-1 betragen;

— auf dem Gebiet von Lontzen, am Ort genannt «Fossei» müssen die durch die SA Fluxys vorgesehenen Leitungen nördlich der bestehenden Leitung verlegt sein, um einen Bergbauschacht zu umgehen; der Reserveumkreis wird 39 m nördlich und 15,5 m südlich der Achse der RTR-1 betragen;

— auf dem Gebiet von Raeren westlich von der Station Hauset, um ein Karstgebiet zu umgehen, und am Eingang der Station, um einen besseren Anschluss an die Infrastrukturen der Station zu erlauben, müssen die von der SA Fluxys vorgesehenen Leitungen in Richtung Süden verschoben werden; der Reserveumkreis wird 15,5 m nördlich und 56 m bis 80 m südlich der Achse der RTR-1 betragen; am Ausgang der Station wird der Reserveumkreis 15,5 m nördlich und 51 m südlich der Achse der RTR-1 betragen;

— auf dem Gebiet der Gemeinde Raeren, am Ort genannt Buchenbusch-Habenden, östlich der Station von Hauset (Asteneterstrasse) und vor der ersten Kreuzung mit der Straße Buchenbusch muss die RTR-3 nördlich der RTR-1 und 2 verlegt sein; dies gilt für die Durchquerung des Natura 2000-Gebiets «Göhltal stromaufwärts von Kelmis» (Zone 10 der Umweltverträglichkeitsprüfung); diese Konfiguration wird bis zur Zählstation von Eynatten aufrechterhalten, um ein unnötiges ständiges Überqueren der Leitung RTR-1 zu vermeiden; die Breite des Umkreises wird 31,1 Meter nördlich und 29 Meter südlich der Achse der RTR-1 betragen, außer im Falle von mit den lokalen Gegebenheiten zusammenhängenden Anpassungen, d.h.:

* auf dem Gebiet der Gemeinde Raeren, am Ort genannt An den Sieben Weihern, muss die für die Arbeiten bestimmte Zone bei dem Überqueren und dem Passieren entlang des südöstlichen Randes des Natura 2000-Gebiets «Göhltal stromaufwärts von Kelmis» (Zone 10 der Umweltverträglichkeitsprüfung) auf eine Breite von 25 Metern beschränkt werden; der Reserveumkreis wird 24,5 Meter nördlich und 23,5 Meter südlich der Achse der RTR-1 betragen;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Raeren, am Ort genannt Brandheidchen, muss die für die Arbeiten bestimmte Zone in Höhe des Natura 2000-Gebiets «Göhltal stromaufwärts von Kelmis» (Zone 11 der Umweltverträglichkeitsprüfung) auf eine Breite von 25 Metern beschränkt werden; der Reserveumkreis wird 24,5 Meter nordwestlich und 23,5 Meter südöstlich der Achse der RTR-1 betragen;

* auf dem Gebiet der Gemeinde Raeren muss die geplante Nord-Trasse wegen einer dort bestehenden ALG-Leitung 3,5 Meter im Norden der RTR-1 zwischen der Wesselbender Straße und der Zählstation von Eynatten östlich des Orts genannt Eynatterheide um weitere 3,5 Meter von der RTR-1 entfernt werden; der Reserveumkreis wird 28 Meter nordwestlich und 23,5 Meter südöstlich der Achse der RTR-1 betragen;

— auf dem Gebiet der Gemeinde Raeren in Eynatten, an der Kreuzung mit dem Natura 2000-Gebiet «Göhltal stromaufwärts von Kelmis» in Raeren (Zone 12 der Umweltverträglichkeitsprüfung), werden die Leitungen durch Richtbohrungen verlegt; werden während der öffentlichen Untersuchung keine gegenteiligen Stellungnahmen geäußert, wird der Reserveumkreis weiterhin 28 Meter nördlich und 23,5 Meter südlich der Achse der RTR-1 betragen;

Hinsichtlich der Bedingungen bei der Durchführung der Arbeiten

In der Erwägung, dass zahlreiche Bemerkungen oder Beanstandungen die Maßnahmen betreffen, die vor dem Anfang, während, aber auch nach dem Ende der Arbeiten zu ergreifen sind; dies betrifft:

— den Antrag auf Bildung einer Bürgschaft zur Sicherung einer auflagengerechten Durchführung der Arbeiten;

— Fragen betreffend die Arbeitsverfahren, damit die Zugänge bzw. Zufahrten zu den landwirtschaftlichen Parzellen und die Betriebsfähigkeit der bestehenden Dränleitungen aufrechterhalten werden, eine Verdichtung des Bodens vermieden wird, die Lagerung des guten Erdreichs gewährleistet wird, usw.

— Fragen über die Maßnahmen, die zu ergreifen sind, nachdem die Leitungen verlegt worden sind, wie z.B. betreffend die Wiederherstellung der Qualität der landwirtschaftlichen Böden, die Wiederanpflanzung von gefälltten Bäumen und Hecken, den Schutz der Leitungen,...

— Fragen über die durchzuführenden Kontrollmaßnahmen (Einsetzung eines Begleitausschusses, Kontrolle der Qualität der Böden durch eine lokale Organisation, regelmäßige Kontrolle der Leitungen,...

In der Erwägung, dass diese Bemerkungen und Beschwerden nicht die Revision des Sektorenplanes betreffen, sondern - wie von dem Regionalausschuss für Raumordnung gefordert - bei der Ausstellung der Genehmigung betreffend die Leitungen berücksichtigt werden müssen, zumindest wenn sie relevant sind;

In der Erwägung, dass die Frage der Auswirkungen der Leitungen auf die landwirtschaftlichen Tätigkeiten hauptsächlich die Bedingungen betrifft, unter denen diese Leitungen verlegt werden sollen; dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der Genehmigung davon ausgegangen wird, dass die Auswirkungen der Baustelle auf die Bodenqualität (Veränderung des Profils, Bodensenkung und Erosion, Änderung der Auffangkapazität) in vorliegendem Fall grundsätzlich minimal sein werden, und dass die von der Fa. Fluxys in ihren Spezifikationen vorgesehenen Maßnahmen und die im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Genehmigung bereits geplanten Maßnahmen es ermöglichen, die Auswirkungen auf das Erdreich auf ein Minimum zu beschränken, und die Abnahme der Produktivität der landwirtschaftlichen Böden am Ende der Arbeiten in Grenzen zu halten; dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung außerdem nochmals darauf hingewiesen wird, dass die Ertragsverluste während mindestens 3 Jahren entschädigt werden;

In der Erwägung, dass die während der Baustellenarbeiten und der Wiederherstellung der Böden zu treffenden Maßnahmen unter allen Umständen in der Genehmigung festzulegen und durch die Fa. Fluxys durchzuführen sind;

In der Erwägung, dass, was den Schutz der Natura 2000-Gebiete betrifft, die von den geplanten Leitungen durchquert werden, feststeht, dass verschiedene Maßnahmen die erwarteten Auswirkungen begrenzen können, insbesondere die o.a. Maßnahme, die darin besteht, Arbeitszonen festzulegen, deren Breite in den Zonen 4, 7, 9, 10 und 11 der Umweltverträglichkeitsprüfung auf 25 m begrenzt ist, was die Verabschiedung eines alternativen Verlegeplans ermöglicht, nach dem die Baustellenfahrzeuge über der (jedoch mittels Platten geschützten) bestehenden Leitung fahren dürfen;

In der Erwägung, dass die Fa. SA Fluxys am 24. September 2008 auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. November 2003 einen Antrag auf Abweichung von den auf dem Gesetz über die Erhaltung der Natur beruhenden Maßnahmen zum Schutz der Tier- und Pflanzenarten mit Ausnahme der Vögel eingereicht hat; dass diese Abweichung insbesondere die Zone 1 der Umweltverträglichkeitsprüfung betrifft, die die Kreuzung zwischen den zukünftigen Leitungen mit dem Natura 2000-Standort «Niederer Geertal» sowie den Standort von großem biologischen Interesse von Waremme («campagne d'Oleye»), in dem eine der letzten Populationen des europäischen großen Hamsters lebt, darstellt; dass diese Abweichung am 19. Dezember 2008 gewährt worden ist, vorbehaltlich der strikten Einhaltung von Vorsorge- und Milderungsmaßnahmen; dass diese Maßnahmen es möglich machen, die Auswirkungen der Baustelle auf die betroffenen Tier- und Pflanzenarten bedeutend zu begrenzen, und insbesondere der Forderung des Regionalausschusses für Raumordnung Rechnung zu tragen, der verlangte, dass alle nützlichen Maßnahmen ergriffen werden, um die Auswirkungen der Baustellenarbeiten auf die Hamsterpopulationen zu begrenzen;

In der Erwägung, dass, was die Kreuzung der zukünftigen Leitungen mit dem Natura 2000-Gebiet «Göhlthal stromaufwärts von Kelmis» in Raeren (Zone 12 der Umweltverträglichkeitsprüfung) betrifft, die SA Fluxys es vorgezogen hat, die Leitungen durch Richtbohrungen zu verlegen; dass die Abteilung Natur und Forstwesen am 23. April 2009 mitgeteilt hat, dass dieses Verfahren den Populationen geschützter Arten keinen Schaden zufügen würde und somit keine Abweichung von den auf der Gesetzgebung über die Naturerhaltung beruhenden Maßnahmen zum Schutz der Tier- und Pflanzenarten erfordert;

In der Erwägung, dass, was die Sicherheit betrifft, die SA Fluxys die Leitungen in den verstädterbaren Gebieten durch ein System von eingegrabenen Gittern oder Betonplatten schützen muss und sie in Höhe der geologischen Klüften von Hauset auf dem Gebiet von Lontzen und Raeren selbsttragende Leitungen verlegen muss;

Hinsichtlich der Wertverluste und Schadenersatzleistungen

In der Erwägung, dass einige Personen sich darüber beschwerten, dass das Verlegen von Leitungen auf ihrem Grundstück dessen Wert verringern würde;

In der Erwägung, dass die Trasse der geplanten Leitungen hauptsächlich in einem Agrargebiet liegt; dass das Vorhandensein von Kanalisationen auf keinerlei Weise die Zweckbestimmung dieser Grundstücke verhindert; dass demzufolge keinerlei Einschränkungen einer normalen landwirtschaftlichen Tätigkeit bestehen, da diese oberhalb dieser Leitungen stattfindet; dass demnach keine Sprache von einer etwaigen Minderung des Immobilienwerts dieser Grundstücke sein kann;

In der Erwägung, dass der Anspruchsberechtigte der gesetzlichen Dienstbarkeit zur Zahlung einer Entschädigung zugunsten der Eigentümer oder der Inhaber von dinglichen Rechten an dem belasteten Gut verpflichtet ist; dass der Eigentümer des mit der Dienstbarkeit belasteten Guts zudem fragen kann, dass der Anspruchsberechtigte dieser Dienstbarkeit (hier: Fluxys) das benutzte Immobiliengut kauft; dass schließlich der Inhaber einer Transportgenehmigung die Drittpersonen entweder wegen der Arbeiten oder wegen der Benutzung des belasteten Immobilienguts zugefügten Schäden vergüten muss, was ebenfalls den Ertragsverlust von Agrarflächen umfasst;

Hinsichtlich der Überwachung der Umweltauswirkungen

In der Erwägung, dass, was die Überwachung (im Sinne von Artikel 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe) der bedeutsamen Ein- und Auswirkungen der Durchführung der vorliegenden Revision des Sektorenplans auf die Umwelt betrifft, die Regierung den in der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Maßnahmen während der Phase des Verlegens der Leitungen zustimmt; dies betrifft insbesondere:

— die Einsetzung eines Überwachungsausschusses, was außerdem auch einem während der öffentlichen Untersuchung erörterten Wunsch entspricht; dieser Überwachungsausschuss kann der Begleitausschuss im Sinne der Artikel D.29-25 ff. des Buches I des Umweltgesetzbuches sein;

— die Durchführung vor und nach den Baustellenarbeiten von Analysen der biologischen und physikalisch-chemischen Qualität des Wassers in Gebieten, die sich flussabwärts der durchquerten Wasserläufe befinden;

In der Erwägung dementsprechend, dass die in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Überwachungsmaßnahmen zur Begrenzung der Vorfälle während des Betriebs und zur Vereinfachung des Betriebs an sich keine Maßnahmen im Bereich der Umwelt darstellen, und somit nicht von der Regierung in Betracht gezogen werden;

In der Erwägung, dass die vorgenannten Maßnahmen zur Umweltüberwachung in der anschließend an vorliegende Revision der Sektorenpläne auszustellenden Genehmigung festzulegen sind;

In der Erwägung insbesondere, dass die Einsetzung eines Überwachungsausschusses es ermöglichen würde, die Durchführung der Baustellenvorgänge zu überwachen, sich der Umsetzung der nach dem Verlegen der Leitungen zu ergreifenden Maßnahmen und der Zweckmäßigkeit der durchzuführenden Kontrollen, die oben beispielsweise genannt wurden, zu vergewissern, was insbesondere für die Maßnahmen gilt, die im Rahmen der Ausstellung der Genehmigung auferlegt wurden;

In der Erwägung, dass die berücksichtigten Maßnahmen tatsächlich den Bereich des Schutzes der natürlichen Umwelt und der Qualität der landwirtschaftlichen Bodenflächen betreffen, die bedeutende Auswirkungen des Projekts in Zusammenhang mit der Phase der Durchführung der Arbeiten darstellen;

In der Erwägung als Schlussfolgerung, dass auf der Grundlage der durch den Regionalausschuss für Raumordnung, den CWEDD, die Operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, die Gemeinderäte von Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme abgegebenen Gutachten und angesichts der Antworten, die sowohl durch den Regionalausschuss für Raumordnung als auch durch den vorliegenden Erlass auf die Beschwerden gegeben werden, die Wallonische Regierung beschließt, die Revision der Sektorenpläne von Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme endgültig anzunehmen, indem sie das einer öffentlichen Untersuchung unterworfenen Revisionsprojekt vom 12. Dezember 2008 bestätigt, vorbehaltlich der Begrenzung des Reserveumkreises, der innerhalb des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter von Loën - Hallembaye eingetragen ist;

In der Erwägung, dass die in Artikel 44 des Gesetzbuches vorgesehene Umwelterklärung dem vorliegenden Erlass beigefügt wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung verabschiedet die endgültige Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N und 43/2 N), die gemäß der hier beigefügten Karte die Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen von 54,6 Metern Breite, d.h. 15,5 Meter im Norden und 39,1 Meter im Süden auf beiden Seiten der Achse der bestehenden Leitung betrifft, dies vorbehaltlich der durch die lokalen Gegebenheiten auferlegten Ausnahmen auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme.

Art. 2 - Die von der Wallonischen Regierung kraft Artikel 44 des Gesetzbuches verkündigte Umwelterklärung wird vorliegendem Erlass beigefügt.

Art. 3 - Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Februar 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

P. HENRY

Anlage

Umwelterklärung bezüglich der endgültigen Verabschiedung der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen zwecks der Verlegung neuer Erdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N und 43/2 N)

Die vorliegende Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme bezieht sich auf die Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen zwecks der Verlegung neuer Erdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N und 43/2 N).

Die Revision des Sektorenplans war Gegenstand des in den Artikeln 42 bis 44 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehenen Verfahrens, das folgende Chronologie aufweist:

Am 15. März 2007 hat die Wallonische Regierung beschlossen, die Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme einer Revision zu unterziehen, und hat den Vorentwurf zur Revision der Pläne zwecks der Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen und eines Schutzumkreises zwecks der Verlegung neuer Erdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme verabschiedet.

Sie hat am 12. Juli 2007 beschlossen, eine Umweltverträglichkeitsprüfung dieses Vorentwurfs durchführen zu lassen und hat den Umfang und den Genauigkeitsgrad dieser Prüfung festgesetzt, nachdem sie das Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT), des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung (CWEDD) und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt eingeholt hat.

Die in Anwendung des Artikels 42, Absatz 2 des Gesetzbuches vorgeschriebene Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung wurde am 19. November 2007 nach Abschluss eines Verhandlungsverfahrens ohne Bekanntmachung im Sinne des Artikels 17, § 2, 1°, a) des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge dem aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und des Buches I des Umweltgesetzbuches über die Bewertung der Umweltverträglichkeit zugelassenen Planungsbüro «Aménagement SC» von Brüssel anvertraut.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung wurde unter Beachtung der Vorschriften des Artikels 42 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und des Sonderlastenheftes durchgeführt; sie hat sich auf die Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend den Entwurf gestützt, die die «SA Fluxys» der «SA Vinçotte-Environnement» anvertraut hat, und hat den Vorentwurf vollständig analysiert.

Gemäß Artikel 42, Absatz 7 des Gesetzbuches ist der CRAT über die Ergebnisse der Prüfung informiert worden. Der Ausschuss hat demnach am 13. Mai 2008 eine günstige Stellungnahme bezüglich dieser Prüfung abgegeben.

Am 12. Dezember 2008 hat die Wallonische Regierung den Entwurf zur Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen zwecks der Verlegung neuer Erdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme (Karten 12 S, 2008 S, 34/5 S, 34/6 S, 34/7 N, 34/8 N, 41/3 N und 42/4 N) verabschiedet.

Dieser Revisionsentwurf ist zwischen dem 12. Mai 2009 und dem 3. Juli 2009 in den betroffenen Gemeinden einer öffentlichen Untersuchung unterzogen worden. In den Gemeinden Juprelle, Dalhem und Lontzen wurden jeweils am 26. Mai, 25. Mai und 15. Juni 2009 Informationsversammlungen organisiert; Konzertierungsversammlungen fanden am 25. Juni in Lontzen, am 3. Juli in Bassenge und Oupeye, am 6. Juli in Plombières, am 7. Juli in Visé, am 8. Juli in Raeren und Welkenraedt, am 9. Juli in Juprelle und Waremme und am 10. Juli 2009 in Dalhem statt.

Die öffentliche Untersuchung hat zu 15 Beschwerden geführt, wovon einige von denselben Personen ausgehen und andere mehrere Personen betreffen.

Ein günstiges Gutachten wurde am 30. Juli 2009 von den Gemeinderäten von Dalhem und Welkenraedt und am 24. August 2009 vom Gemeinderat von Waremme abgegeben.

Die Gemeinderäte von Oupeye, Visé, Lontzen und Raeren haben jeweils am 23. Juli, am 27. Juli, am 3. August und am 10. September 2009 ein bedingtes günstiges Gutachten abgegeben.

Die Gutachten der Gemeinden Bassenge, Juprelle und Plombières wurden als günstig angesehen.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde Voeren hat am 1. Juli 2009 ein günstiges Gutachten abgegeben.

Die Sektion «Ruimtelijke Planning» der Abteilung «Ruimtelijke Ordening, Woonbeleid en Onroerend Erfgoed» des Ministeriums der flämischen Gemeinschaft hat ihr Gutachten am 13. Juli 2009 abgegeben, in dem sie keine Einwände gegen den der öffentlichen Untersuchung unterzogenen Entwurf erhoben hat.

Der CRAT hat am 3. Dezember 2009 ein günstiges Gutachten über den Entwurf abgegeben. Er stellt fest, dass viele Beschwerden mit den Durchführungsbedingungen der zukünftigen Leitungen und nicht mit der Revision des Sektorenplans zusammenhängen und beantragt demnach, dass diese Beschwerden, insofern sie den Umständen entsprechen, bei der Ausstellung der Genehmigung berücksichtigt werden. Was die Trasse betrifft, schließt sich der CRAT den im Entwurf zur Revision der Sektorenpläne getroffenen Entscheidungen an, mit Ausnahme der Überquerung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumordnung mit industriellem Charakter (ZACCI) von Loën - Hallembaye, für die sie die Gruppierung der Leitungen entlang der bestehenden RTR-1 - Trasse vorbehaltlich der Berücksichtigung der zukünftigen Einrichtung des ZACCI für angemessener erachtet, und des Verschiebens nach Westen der geplanten Leitungen, um einen Dachsbau zu schützen, und der Verdoppelung des Reserveumkreises, der sich an der Voeren-Grenze ergibt.

Der CWEDD (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) hat am 7. Dezember 2009 ebenfalls ein günstiges Gutachten über den Entwurf abgegeben. Er hält es jedoch nicht für vernünftig, einen ausgedehnten Reserveumkreis auf dem ZACCI einzutragen, da dies die zukünftige Durchführung der Einrichtung des Gebiets beeinträchtigen könnte, und zieht eine Gruppierung der Leitungen entlang der bestehenden Leitung vor. Er genehmigt die verschiedenen Abgrenzungsvarianten des Reserveumkreises, mit Ausnahme derjenigen am Ort genannt «Wind», über die er sich nicht äußert.

Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt hat ihrerseits am 11. Dezember 2009 ein günstiges Gutachten abgegeben, unter der Voraussetzung, dass die Gräben derart zugeschüttet werden, dass die ursprüngliche Pflanzendecke bestens wiederhergestellt wird, und dass die von ihr empfohlenen Maßnahmen getroffen werden, um die Schädigung der überquerten Wasserläufe zu vermeiden.

Der Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Waremme, dem die vorliegende Umwelterklärung als Anlage beigefügt wird, übernimmt die vom CRAT vorgeschlagenen Erwiderungen auf die Beschwerden, indem sie jedoch ergänzt werden. Was die Trasse betrifft, wird in dem Erlass der sowohl von den Gemeinderäten von Visé und Oupeye, als auch vom CRAT und vom CWEDD vorgebrachte Vorschlag, die Gruppierung der Leitungen entlang der bestehenden RTR-1 - Trasse in der Überquerung des Gebiets für konzertierte regionale Raumordnung mit industriellem Charakter von Loën - Hallembaye zu sichern, in Betracht gezogen, wodurch der innerhalb dieses Gebiets eingetragene Reserveumkreis im Verhältnis zu dem der öffentlichen Untersuchung unterzogenen Entwurf verringert wird.

Viele Bemerkungen oder Anliegen, die aus der öffentlichen Untersuchung und dem Gutachten der Gemeinderäte hervorgehen, beziehen sich nicht auf den Inhalt des Sektorenplans im Sinne des Artikels 23 des Gesetzbuches, sondern, was die meistens angeht, auf die Genehmigungen, die nach Abschluss des Verfahrens zur Revision des Sektorenplans ersucht werden könnten.

Was die umweltrelevanten Aspekte betrifft, bezieht sich die vorliegende Erklärung nur auf diejenigen, für die im Laufe der einen oder anderen Etappe des oben angegebenen Verfahrens zur Revision des Sektorenplans positive oder negative Auswirkungen identifiziert worden sind. In der Erklärung wird zusammengefasst, inwiefern ihnen in dem vorliegenden Erlass zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Rechnung getragen wurde, wobei, was die Einzelheiten angeht, auf den Text des Erlasses und auf das Gutachten des CRAT verwiesen wird. Die Erklärung beschäftigt sich hauptsächlich mit der Prüfung der Trasse, der räumlichen Anordnung und der Abgrenzung des in der vorliegenden endgültigen Revision des Sektorenplans in Betracht gezogenen Reserveumkreises: hinsichtlich ihrer Eintragung in die Sektorenpläne sind es in der Tat diese Variablen, die die Auswirkungen beeinflussen, die die Leitungen auf die Umwelt haben können. Anschließend werden einige Erwägungen über die Durchführungsbedingungen der Arbeiten vorgebracht, die ebenfalls ihre Auswirkungen auf die Umwelt beeinflussen können, obwohl sie nicht in den Bereich ihrer Eintragung in die Sektorenpläne fallen.

Die Umweltbereiche, die im Anschluss an die Durchführung der vorliegenden Revision des Sektorenplans bedeutsamen Auswirkungen unterzogen werden könnten, sind der natürliche Lebensraum und die Qualität des landwirtschaftlichen Bodens.

Hinsichtlich der Trasse, der Abgrenzung und der grundsätzlichen Anordnung des Reserveumkreises.

In dem Vorentwurf des Sektorenplans ist für die Verlegung der neuen Leitung parallel zu der bestehenden Leitung unter Vorbehalt der Einhaltung eines ausreichenden Zwischenabstands zwecks der Vermeidung jeglichen Sicherheitsproblems entschieden worden, und zwar einerseits, weil es sich grundsätzlich um den besten Standort vom raumordnerischen Standpunkt aus handelt, um die Belastungen auf den Standort der anderen Funktionen des Gebiets höchstmöglich zu reduzieren, und andererseits, weil es die geeignetste Lösung für den Betreiber ist, um den Durchgang an den obligatorischen Stellen (Grenzpunkt, Stationen, Ventilknoten,...) zu ermöglichen und um deren Verlegung und Überwachung zu erleichtern; diese Entscheidung stimmt völlig mit dem von der Wallonischen

Regierung am 27. Mai 1999 verabschiedeten Entwicklungsplan des regionalen Raums überein, in dem bestimmt wird, dass neue Gasleitungen so nahe wie möglich an den bestehenden Infrastrukturen verlegt werden müssen und dass diese Gruppierung in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Sicherheitsnormen erfolgen muss. Er zieht einen Umkreis von 25 Metern beiderseits der Achse der bestehenden Leitung, die nicht im Sektorenplan eingetragen ist, in Betracht. Durch diese Anordnung soll die Möglichkeit gegeben werden, die neue Leitung 8 Meter von der bestehenden Leitung entfernt, und im Bedarfsfall auf längere Frist (über 2020 hinaus) je nach der Weiterentwicklung des Gasmarkts eventuell eine dritte Leitung entweder auf der anderen Seite etwa 8 Meter von der bestehenden Leitung entfernt oder auf derselben Seite etwa 17 Meter von dieser Leitung entfernt, zu installieren.

Die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt die RTR-Trasse, insofern sie sich der direktesten Trasse unter Berücksichtigung der obligatorischen Durchgangsstellen (denen die administrativen Grenzen zwischen der Wallonie und Flandern und die Tunnels der Maas und des Albert-Kanals in Visé hinzugefügt werden) nähert und sie es ermöglicht, das Überqueren von zur Verstärkung bestimmten Gebieten sowie von auf der Ebene der Umwelt empfindlichen Umkreisen zu vermeiden bzw. in Grenzen zu halten, was einen günstigen Aspekt im Hinblick auf die Sicherheit darstellt; sie bestätigt ebenfalls die allgemeine Lokalisierung des Projekts der Leitung RTR-2 und der etwaigen Leitung RTR-3 parallel zu der Leitung RTR-1, insbesondere um die Landentnahme auf dem Gebiet zu verringern, das Risiko-Management aufzubessern und die Auswirkungen auf die Umwelt auf die bereits durch den Bau der Leitung RTR-1 betroffenen empfindlichen Umkreise zu begrenzen; dieser Parallelismus erleichtert die Einhaltung der obligatorischen Durchgangsstellen vom technischen Standpunkt aus und ermöglicht die Verwendung der bestehenden technischen Anlagen. Die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung zieht die Schlussfolgerung, dass der Bau der etwaigen dritten Leitung auf derselben Seite wie die zweite Leitung eine Einsparung in Sachen Landentnahme während der Einrichtungsphase darstellt; sie erachtet, dass die Erstellung der Trasse der beiden Leitungsprojekte im Allgemeinen aus Gründen der Erhaltung der Natura 2000-Gebiete im Süden der bestehenden Leitung vorzuziehen ist. Was die Abgrenzung und die grundsätzliche Anordnung des Reserveumkreises betrifft, empfiehlt die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung, zusätzlich zu dem Reservegebiet, das Schutzgebiet und die für die Installierung der RTR-2 und der RTR-3 bestimmten Arbeitszonen in den Reserveumkreis einzuschließen; der Reserveumkreis muss demnach eine Gesamtbreite von 54,6 Metern aufweisen und um etwa 12 Meter (genauer 11,8 m) in Richtung der geplanten Leitungen verschoben werden; demnach ist es angebracht, die neuen Leitungen grundsätzlich im Süden der bestehenden Leitung unter Vorbehalt eines Abstands von 7 Metern zwischen der RTR-1 und der RTR-2 und von 8 Metern zwischen der RTR-2 und der RTR-3 zu installieren und zu diesem Zweck einen Reserveumkreis mit einer grundsätzlichen Breite von 54,6 Metern, das heißt 15,5 im Norden und 39,1 Meter im Süden der Achse der bestehenden RTR-1-Leitung, einzutragen.

Der Grundsatz des Parallelismus zwischen den neuen Leitungen und der älteren Leitung, sowie die in der Umweltverträglichkeitsprüfung empfohlenen Anordnung und Abgrenzung wurden von der Wallonischen Regierung in ihrem Erlass vom 12. Dezember 2008 zur Genehmigung des Entwurfs zur Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme in Betracht gezogen und wurden im Laufe des Verfahrens zur Revision der Sektorenpläne im Allgemeinen nicht angefochten.

In seinem Gutachten stellt sich der CWEDD jedoch die Frage, ob die verwendeten Ziffern der Abstände zwischen den Leitungen richtig sind und welche Folgen sich daraus ergeben könnten; diese Befürchtungen sind unbegründet und die verwendeten Ziffern stimmen: der Rat hat nämlich nicht den Unterschied berücksichtigt, den es zu machen gilt, je nachdem ob die Abstände zwischen den Leitungen zwischen deren Außenwänden oder zwischen deren Achsen gemessen werden.

Sowohl im Vorentwurf als auch im Entwurf zur Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme wurde innerhalb des Reserveumkreises ein Schutzzumkreis (der unterirdischen Flüssigkeits- und Energietransportnetze, in denen allein Handlungen und Arbeiten zum Nutzen der Allgemeinheit, oder die diese Netze betreffen, zugelassen sind) im Sinne des Artikels 23, Absatz 1, 3^o des zu dieser Zeit geltenden Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehen; dieser nicht kartografierte Schutzzumkreis war mit dem Reservegebiet im Sinne des Königlichen Erlasses vom 24. Januar 1991 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. März 1966 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen gleichgestellt.

In dem Dekret vom 30. April 2009 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten wurde in Artikel 12 dieses Konzept der grafischen Darstellung des Schutzzumkreises gestrichen. Durch diese Streichung werden die Schutzmaßnahmen, denen die bestehenden und zu installierenden Leitungen zu unterziehen sind, jedoch nicht verringert; diese bleiben weiterhin durch das vorerwähnte Reservegebiet festgelegt.

Ungeachtet der Vorteile, die der in Betracht gezogene Grundsatz des Parallelismus der neuen Leitungen und der älteren Leitung darstellt, wird in dem Vorentwurf jedoch die Feststellung gemacht, dass die Trasse durch Gebiete führt, die zur städtebaulichen Entwicklung bestimmt sind, das heißt 700 Meter Wohngebiet mit ländlichem Charakter, 775 Meter industrielles Gewerbegebiet, 1760 Meter Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter und 500 Meter Abbaugbiet, und dass etwa 70 Gebäude weniger als 50 Meter von der Trasse entfernt angesiedelt sind.

In dem Vorentwurf wird ebenfalls festgestellt, dass die gegenwärtige Trasse des RTR-2-Projekts durch die Natura 2000-Gebiete «Göhlthal stromabwärts von Kelmis», «Göhlthal stromaufwärts von Kelmis», «Niederer Geertal» und «Niedere Maas und Mittlere Maas» auf eine Gesamtlänge von 2 600 Metern führt; demnach sieht er aufgrund des Gutachtens vom 22. August 2006 der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt vor, dass im Rahmen der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung ein ausführliches biologisches Bestandsverzeichnis der überquerten Natura 2000-Gebiete aufgestellt wird, damit eventuell erforderliche Ausgleichs- und Milderungsmaßnahmen getroffen werden können.

Im Allgemeinen wird in der Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt, dass die Umsetzung der Abänderung des Sektorenplans keine bedeutsamen negativen direkten Auswirkungen in Sachen Luft und Klima hervorrufen wird, sehr begrenzte Auswirkungen in der Zeit in Sachen Lärmemissionen, die während der Bauphase im Allgemeinen ausschließlich tagsüber erfolgen, und unbedeutende hydrogeologische Auswirkungen haben wird, eine sehr schwache Unfallgefahr aufweist, langfristig visuelle Auswirkungen, die nur lokal wahrnehmbar sind, und sehr schwache Auswirkungen auf die Mobilität, die Netzwerke und die Infrastrukturen haben wird.

In der Umweltverträglichkeitsprüfung werden jedoch verschiedene bedeutsame Auswirkungen hervorgehoben, die die Umsetzung der Abänderung des Sektorenplans auf die Einwirkungszone der Baustelle haben wird:

— zeitweilige Aussetzung der landwirtschaftlichen Tätigkeit und Auswirkungen auf den Boden - Veränderung des Profils, Bodensenkung, Erosion und Veränderung der Wasserauffangkapazität - dies kann zu veränderlichen Ertragsausfällen der 123 ha des betroffenen landwirtschaftlichen Gebiets führen;

- Abholzung von höchstens 2,7 ha;
- starke Störung der Vegetation, einschließlich der Hecken, und negative direkte und indirekte Auswirkungen auf die Bodenfauna, so wie auf die Fauna und Flora der von den Leitungen mittels der Hebertchnik überquerten Wasserläufe, eventuelle Zerstörung von Exemplaren, die geschützten Arten angehören, negative lokale Auswirkungen auf die Natura 2000-Gebiete, deren Integrität jedoch keinesfalls gefährdet wird, wodurch die Ergebnisse der von dem Planungsbüro «SA Vinçotte-Environnement» in Zusammenarbeit mit der «ASBL Groupement inter-universitaire de Recherches en Ecologie appliquée (GIREA)» im Rahmen des Verfahrens zur Ausstellung der Genehmigung durchgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung bestätigt werden; diese kommt zur Schlussfolgerung, dass die Installierung der RTR-2 wenig oder unbedeutende Auswirkungen im Sinne des Natura 2000-Dekrets haben wird;
- sowie die gemeinnützigen gesetzlichen Dienstbarkeiten, die zu dem Reservegebiet gehören und die eine bestimmte Verminderung des Grundstückswerts für die in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter in dieser Zone gelegenen Grundstücke zur Folge haben können.

— Durch die Umweltverträglichkeitsprüfung sind die Trasse, die Abgrenzung und die genaue räumliche Anordnung des Reserveumkreises, insbesondere in Anbetracht des Ziels der Einschränkung der Umweltauswirkungen, geprüft und diesbezüglich verschiedene Varianten oder Milderungsmaßnahmen in Aussicht genommen worden. Hinsichtlich der genauen Trasse des Reserveumkreises.

Die genaue Trasse des Reserveumkreises ist während des Verfahrens zur Revision der Sektorenpläne nicht Gegenstand von besonderen Bemerkungen gewesen, dies bis auf die folgenden, unten angeführten Punkte.

Im Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter von Loën-Hallembaye.

Im Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter von Loën-Hallembaye, auf den Gebieten von Visé und Oupeye, wird in der Umweltverträglichkeitsprüfung eine alternative Ost-Trasse vorgeschlagen, um eine kohärentere Einrichtung des Gebiets zu ermöglichen, dies vorbehaltlich der etwaigen Verschiebung der bestehenden Leitung auf diese neue Trasse.

Um die Auswahl der Trasse zu ermöglichen, die eine rationelle Einrichtung des Gebiets möglich macht, sieht der der öffentlichen Untersuchung unterworfenen Entwurf zur Abänderung des Sektorenplans die Eintragung eines ausgedehnten Reserveumkreises in das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter von Loën-Hallembaye vor, in dem die jetzige Trasse der RTR-1 (in der Hypothese der Installierung von neuen Leitungen parallel zu der bestehenden Leitung) und die in der Umweltverträglichkeitsprüfung empfohlene alternative Ost-Trasse (in der Hypothese der Verschiebung der bestehenden Leitung auf diese neue Trasse) eingeschlossen sind.

Die SPI+, die dabei durch die Stadt Visé und die Gemeinde Oupeye unterstützt wird, ist der Meinung, dass die in der Umweltverträglichkeitsprüfung empfohlene alternative Ost-Trasse aus verschiedenen Gründen nicht ratsam ist: sie würde zu keinem kleineren Raumbedarf führen und würde vom Standpunkt der Sicherheit aus eine unangemessene Lokalisierung der Verbindung des Gebiets mit der N602 zur Folge haben; vom Standpunkt der Verwaltung der öffentlichen Gelder aus könnten die zur Ortsveränderung der Leitung bestimmten Beträge bei der Einrichtung des Gebiets besser verwendet werden; außerdem könnte die Einrichtung einer internen Zufahrtsstraße innerhalb des Gebiets, parallel zu den bestehenden und zu verlegenden Leitungen, berücksichtigt werden und einen guten Schutz gegen Letztere darstellen; sie möchte daher ihre Meinung über die bestmögliche Trasse der zukünftigen Hauptzufahrtsstraße noch nicht bekannt geben, da die Studie über die Einrichtung des Gebiets noch nicht vergeben ist.

Der Regionalausschuss für Raumordnung (CRAT) unterstützt die Wünsche der SPI+, da er der Meinung ist, dass die Gruppierung der Leitungen längs der Trasse der RTR-1 vorbehaltlich der Berücksichtigung der zukünftigen Einrichtung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung zweckmäßiger ist; der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung (CWEDD) meint seinerseits, dass es nicht vernünftig ist, einen großen Reserveumkreis auf dem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung einzutragen, da dies die zukünftige Einrichtung des Gebiets beeinträchtigen könnte, und zieht eine Gruppierung der Leitungen längs der bestehenden Leitung vor.

Die Regierung hat die Absicht, sich diesen Gutachten, die die Gruppierung der zukünftigen Leitungen längs der RTR-1 vorziehen, anzuschließen.

Insofern einerseits bereits zwei Leitungen der SA Fluxys, nämlich die DN400 Oupeye (Haccourt) und die DN150 Visé (Loën)-Lixhe, im Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter westlich von der RTR-1 liegen und andererseits ebenfalls die Gemeindeschule von Loën im Westen steht, ist sie jedoch der Meinung, dass es wünschenswert ist, die Installierung der RTR-2 und der RTR-3 östlich von der RTR-1 vorzusehen, dies um so mehr, dass es technisch möglich ist, die innere Straßeninfrastruktur des Gewerbegebiets über bestehenden oder geplanten Leitungen einzurichten.

Um alle möglichen Konfigurationen in Bezug auf das Verlegen der neuen Leitungen im Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter jedoch offen zu halten, wobei der Reserveumkreis auf das Notwendigste zu begrenzen ist, entscheidet sich die Regierung für die Eintragung eines 39,1 Meter breiten Reserveumkreises beidseitig der Achse der RTR-1.

Am Ort genannt «Wind».

Der der öffentlichen Untersuchung unterliegende Entwurf zur Abänderung des Sektorenplans am Ort genannt «Wind» besteht darin, eine Trasse der geplanten Leitungen zu wählen, die sich bedeutend von der bestehenden Leitung entfernt, um eine Trasse im Süden des Bauernhofes Wind zu privilegieren, dies wegen des Vorhandenseins des bebauten Geländes mit einem Wohnhaus im Norden der bestehenden Leitung, und um die Möglichkeiten der landwirtschaftlichen Bewirtschaftung des südlich von Letzterer liegenden Bauernhofes Wind nicht zu beeinträchtigen.

Bestimmte Einsprucherheber klagen über die getroffene Wahl, weil das Verlegen einer dritten Leitung zur Zeit fragwürdig ist und weil es möglich ist, dass der Schweinestall zur Zeit, wo das Verlegen dieser Leitung in Frage kommen würde, nicht mehr besteht, was das Problem aus der Welt schaffen würde, und weil es außerdem nicht bewiesen ist, dass es angemessener ist, die Trasse der beiden Leitungen RTR-1 und RTR-2 von einem städtebaulichen Standpunkt her zu trennen, und weil der Parallelismus der Trassen im Gegenteil eine Begrenzung der Auswirkungen auf die Natur möglich macht; andere unterstützen die im Entwurf gewählte Möglichkeit, weil die Trasse so einerseits kürzer und gerader ist und daher weniger Agrarflächen berührt und weil sie es andererseits vermeidet, nahe an Wohngebäuden und landwirtschaftlichen Gebäuden zu führen, wie es bei der bestehenden Leitung der Fall ist.

Der Regionalausschuss für Raumordnung (CRAT) privilegiert die Trasse des Reserveumkreises, so wie sie in dem der öffentlichen Untersuchung unterliegenden Entwurf zur Abänderung des Sektorenplans eingetragen worden ist, weil er der Meinung ist, dass die parallel zur bestehenden Leitung laufende Trasse die Erweiterungsmöglichkeiten für den am Ort genannt «Wind» liegenden Schweinestall beeinträchtigen würde, der Weiterführung der landwirtschaftlichen Tätigkeit schaden könnte und durch einen Obstgarten aus hochstämmigen Arten laufen würde; der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung ist der Meinung, dass er darüber nicht befinden kann.

Die Regierung teilt die Meinung und die Argumentation des CRAT. Sie ist außerdem der Meinung, dass es zur guten Praxis gehört, dass ein Beschluss in Sachen Raumordnung die Situationen berücksichtigt, die langfristig die lästigsten Konsequenzen haben können, was nach sich zieht, dass das etwaige Verlegen einer dritten Leitung in der Zukunft zu berücksichtigen ist, was in der Umweltverträglichkeitsprüfung in Bezug auf die Genehmigung nicht gemacht wird, und dass man vermeidet, auf das zukünftige Verschwinden des Schweinestalls zu setzen; sie hält es nicht für realistisch, das Führen von zwei neuen Leitungen parallel zu der bestehenden Leitung zu berücksichtigen, was auch immer die dazu gewählte Konfiguration ist (RTR-2 im Süden der RTR-1 auf jeden Fall; RTR-3 entweder im Norden der RTR-1 in einer Axialentfernung von 4,65 Metern von der bebauten und eingezäunten Parzelle, die im Norden der RTR-1 in einer Axialentfernung von 13,75 Metern von dieser liegt, was der durch die im Rahmen des Verfahrens zur Revision der Sektorenpläne durchgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung ausgewählten Möglichkeit entspricht, oder aber im Süden der RTR-2 in einer Axialentfernung von 4,5 Metern von dem Schweinestall); diese Lösung würde in der Tat eine unvermeidliche Ausdehnung in das Reservegebiet (im Sinne des Königlichen Erlasses vom 24. Januar 1991 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen) zur Folge haben, entweder auf die bebauten und umzäunte Parzelle, die nördlich der bestehenden Leitung gelegen ist, oder auf den südlich von dieser gelegenen Schweinestall.

Sie ist der Meinung, dass das Führen der einzigen Leitung RTR-2 parallel zu der südlich von ihr bestehenden Leitung, in einer Axialentfernung von 13,6 Metern in diesem Fall, unter allen Umständen keine Antwort auf den während der öffentlichen Untersuchung formulierten Einspruch darstellt, nach dem die im Entwurf zur Revision der Sektorenpläne gewählte Trasse die geradere und die kürzere ist, und daher weniger Agrarland opfert, und einen jungen Obstgarten mit hochstämmigen Arten beeinträchtigen würde; diese Option würde andererseits das Problem der Trasse der RTR-3 gar nicht lösen.

Als Schlussfolgerung ist die Regierung der Meinung, dass es besser ist, von der allgemeinen Regel, die darin besteht, die Leitungen gruppiert und parallel zu führen, abzuweichen, um eine Trasse der RTR-2 und der RTR-3 im Süden des Bauernhofs Wind zu privilegieren; die betroffenen Grundstücke befinden sich in einem landwirtschaftlichen Gebiet und das Vorhandensein von Leitungen tritt im vorliegenden Fall nicht in Konflikt mit der für diese Grundstücke bestimmten Verwendung, da es keine Beschränkung in Bezug auf die normalen landwirtschaftlichen Tätigkeiten über den Leitungen gibt; andererseits ist die gewählte Trasse nicht gerade, um den Wünschen der betroffenen Eigentümer am Besten entgegenzukommen.

Am Ort genannt «Buchenbusch».

Gemäß dem Vorentwurf und den Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung wird im Entwurf zur Revision der Sektorenpläne der Parallelismus der neuen und bestehenden Leitungen vorgezogen.

Die Eheleute Wiese-Küsters, denen sich andere Beschwerdeführer anschließen, sind der Meinung, dass das Waldgebiet von Buchenbusch, das ein Natura 2000-Gebiet bildet, nicht durch das Führen einer neuen Leitung beschädigt werden darf, dies um so mehr, dass alternative Trassen bestehen (3 werden erwähnt), die entweder den Wald im Nord-Osten umgehen würden oder die am Rande des Waldes führen würden, wobei die negativen Auswirkungen des Durchquerens des Waldes und die Anzahl der zu fällenden Bäume verringert würden, und die sich auf verschiedene Weisen an die im Entwurf des Sektorenplans vorgesehene Trasse jenseits des Waldes anschließen lassen könnten; sie erwähnen andererseits, dass die Nord-Ost-Ecke ihres Grundstücks, die etwa 30 Obstbäume enthält und einen Pflanzenschirm bildet, der als visueller und akustischer Schutz gegen die Hochgeschwindigkeitslinie dient, geopfert würde und dass ihr Immobilienvermögen letztendlich eine starke Wertminderung erleiden würde.

Die Gemeinde Raeren unterstützt die von den Eheleuten Wiese-Küsters vorgeschlagene Trasse nicht, weil diese andere private Grundstücke berühren würde und eine Schneise durch ein bisher unangetastetes Waldgebiet zur Folge hätte, dies mit neuen Wertminderungen des Waldbestands zur Folge.

Der CRAT schließt sich aus denselben Gründen dem Gutachten der Gemeinde an und der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung gibt ein günstiges Gutachten zugunsten der lokalen Variante bezüglich der Begrenzung des Reserveumkreises ab, so wie sie in dem einer öffentlichen Untersuchung unterliegenden Entwurf zur Abänderung des Sektorenplans vorgezogen wird.

Die Regierung schließt sich daher, aus den erwähnten Gründen, den Gutachten der Gemeinde und des CRAT an; auf der Grundlage der Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung fügt sie hinzu, dass die durch die SA Fluxys berücksichtigten Maßnahmen, wie z.B. die Annahme eines alternativen Pl ans für das Verlegen der Leitungen (Fahren der Baustellenfahrzeuge über der durch Platten geschützten bestehenden Leitung) eine Verringerung der Landentnahme auf 25 Meter und stellenweise auf 21 Meter beim Durchqueren des Natura 2000-Gebiets ermöglicht, was die Auswirkungen während der Arbeiten begrenzen kann; zusätzliche Milderungsmaßnahmen können im Einvernehmen mit der Abteilung Natur und Forstwesen ergriffen werden, wie es in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagen wird; all diese Maßnahmen, mit Ausnahme der Bestimmung eines Reserveumkreises mit einer verringerten Breite, sind genehmigungspflichtig. Andererseits befinden sich die Grundstücke der Eheleute Wiese-Küsters, durch welche die geplanten Leitungen laufen, in einem landwirtschaftlichen Gebiet; im vorliegenden Fall tritt das Vorhandensein von Leitungen keineswegs in Konflikt mit der für diese Grundstücke bestimmten Verwendung, da es keine Beschränkung in Bezug auf die normalen landwirtschaftlichen Tätigkeiten über den Leitungen gibt; es kann daher keine Rede von einer Minderung des Immobilienwertes der Grundstücke sein.

An der Grenze der Gemeinde Voeren.

Auf dem Gebiet der Gemeinde Dalhem, an der Grenze mit der Gemeinde Voeren, berücksichtigt der Sektorenplan gemäß den Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung, die die Schlussfolgerungen aus dem in der Flämischen Region erstellten MER (Milieu Effect Rapportage) bestätigen, die Verschiebung der geplanten Leitungen nach Westen, um einen Dachsbau zu schützen, und die dadurch verursachte Verdoppelung des Reserveumkreises.

Obwohl diese Option während der öffentlichen Untersuchung nicht in Frage gestellt worden ist, findet der CRAT sie unnötig, weil sie wirkungslos ist.

Die Regierung ist nicht der Meinung, dass es notwendig ist, die durch die Flämische Region angenommene Trasse in Frage zu stellen, dies um eine Kontinuität der Leitung zu sichern.

Hinsichtlich der genauen Begrenzung und Konfiguration des Reserveumkreises.

Außer den vorher erwähnten Empfehlungen in Bezug auf ihre genaue Trasse wird in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagen, die grundsätzliche Konfiguration und/oder die grundsätzliche Breite des Reserveumkreises aus technischen (besserer Anschluss an die bestehenden Ausrüstungen, obligatorisches Führen durch die bestehenden Tunnel unter dem Albert-Kanal und der Maas, Umgehung eines Grubenschachts oder eines Karstgebiets), städtebaulichen (Wohnhäuser in der Nähe) oder umweltbezogenen Gründen (Durchqueren von Natura 2000-Gebieten) anzupassen.

Diese Vorschläge sind in den Entwurf zur Revision des Sektorenplanes integriert worden und sind nicht während der öffentlichen Untersuchung Gegenstand von Anfechtungen gewesen. Sie haben u.a. zum Zweck, den mit dem Schutz der Natura 2000-Gebiete, durch welche die neuen Leitungen geführt werden, und mit der Sicherheit der Personen (die zukünftigen Leitungen von den naheliegenden Wohnhäusern entfernen, einen Grubenschacht oder ein Karstgebiet, die die Stabilität der Leitungen gefährden können, umgehen) verbundenen Sorgen entgegenzukommen.

Hinsichtlich der Bedingungen zur Durchführung der Arbeiten.

Zahlreiche Bemerkungen oder Klagen betreffen die vor dem Beginn, während der Durchführung oder noch nach dem Ende der Arbeiten zu ergreifenden Maßnahmen.

Es geht um:

— den Antrag auf Bildung einer Bürgerschaft zur Sicherung einer auflagengerechten Durchführung der Arbeiten;
— Fragen betreffend die Arbeitsverfahren, damit die Zugänge bzw. Zufahrten zu den landwirtschaftlichen Parzellen und die Betriebsfähigkeit der bestehenden Dränleitungen aufrechterhalten werden, eine Verdichtung des Bodens vermieden wird, die Lagerung des guten Erdreichs gewährleistet wird, usw.

— Fragen über die Maßnahmen, die zu ergreifen sind, nachdem die Leitungen verlegt worden sind, wie z.B. betreffend die Wiederherstellung der Qualität der landwirtschaftlichen Böden, die Wiederanpflanzung von gefälltten Bäumen und Hecken, den Schutz der Leitungen,...

— Fragen über die durchzuführenden Kontrollmaßnahmen (Einsetzung eines Begleitausschusses, Kontrolle der Qualität der Böden durch eine lokale Organisation, regelmäßige Kontrolle der Leitungen,...);

Diese Bemerkungen und Beschwerden betreffen nicht die Revision des Sektorenplans, müssen aber - so wie der CRAT es verlangt - bei der Ausstellung der Genehmigung betreffend die Leitungen berücksichtigt werden, wenigstens wenn sie angemessen sind.

Es scheint also, dass die Frage der Auswirkungen der Leitungen auf die landwirtschaftlichen Tätigkeiten hauptsächlich die Bedingungen betrifft, unter denen die Leitungen verlegt werden sollen. In dieser Hinsicht wird in der Umweltverträglichkeitsprüfung die Meinung vertreten, dass die Auswirkungen der Baustelle auf die Qualität der Böden (Veränderung des Profils, Bodensenkung und Erosion, Veränderung der Auffangkapazität) im vorliegenden Fall grundsätzlich minimal sein werden und dass die durch Fluxys in ihren Spezifikationen vorgesehenen Maßnahmen die im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Genehmigung bereits geplanten Maßnahmen ermöglichen, die Auswirkungen auf das Erdreich auf ein Minimum zu beschränken, und die Abnahme der Produktivität der landwirtschaftlichen Böden am Ende der Arbeiten in Grenzen zu halten; es wird andererseits darin nochmals darauf hingewiesen, dass die Ertragsverluste während mindestens drei Jahren entschädigt werden.

Unter allen Umständen müssen in der Genehmigung die während der Baustellenarbeiten und der Wiederherstellung der Böden zu treffenden Maßnahmen bestimmt werden, welche durch die Fa. Fluxys durchzuführen sind.

Was die Auswirkungen der Leitungen auf das natürliche Milieu und ganz besonders auf die Natura 2000-Gebiete betrifft (außer den gewählten Anpassungen der Konfiguration und/oder der Abgrenzung des Reserveumkreises, die in den Sektorenplan einzutragen sind), wird in der Umweltverträglichkeitsprüfung die Meinung vertreten, dass verschiedene Maßnahmen diese Auswirkungen verringern können, insbesondere diejenigen, die darin bestehen, auf 25 Meter Breite verringerte Arbeitszonen in den Zonen 4, 7, 9, 10 und 11 der Umweltverträglichkeitsprüfung festzusetzen, was die Verabschiedung eines alternativen Verlegeplans ermöglicht, nach dem die Baustellenfahrzeuge über der durch Platten bestehenden Leitung fahren können.

Außerdem hat die SA Fluxys am 24. September 2008 auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. November 2003 einen Antrag auf Abweichung von den Maßnahmen zum Schutz der Tier- und Pflanzenarten, mit Ausnahme der Vögel, die durch das Gesetz über die Erhaltung der Natur vorgeschrieben sind, eingereicht; diese Abweichung betrifft besonders die Zone 1 der Umweltverträglichkeitsprüfung, wo die zukünftigen Leitungen das Natura 2000-Gebiet genannt «Basse Vallée du Geer» (Niederer Geertal) und das Gebiet von großem biologischem Interesse von Wareme («campagne d'Oleye») kreuzen, wo einer der letzten Stämme von europäischen großen Hamstern lebt; sie ist am 19. Dezember 2008 vorbehaltlich der strikten Einhaltung von Vorsichts- und Verringerungsmaßnahmen gewährt worden. Die Regierung ist der Meinung, dass diese Maßnahmen die Auswirkungen der Baustelle auf die betroffenen Tier- und Pflanzenarten wesentlich verringern können und insbesondere ein Eingehen auf die Bitte des CRAT möglich machen können, dass die gesamten Maßnahmen ergriffen werden, um die Auswirkungen der Baustelle auf den Hamsterstamm möglichst zu verringern.

Was letztendlich die Kreuzung zwischen den zukünftigen Leitungen und dem Natura 2000-Gebiet «Göhlthal stromaufwärts von Kelmis» in Raeren (Zone 12 der Umweltverträglichkeitsprüfung) betrifft, hat die SA Fluxys entschieden, die Leitung durch Richtbohrungen zu verlegen. Die Abteilung Natur und Forstwesen hat am 23. April 2009 mitgeteilt, dass dieses Verfahren keine Populationen geschützter Arten beeinträchtigen würde und daher keine Abweichung von den Maßnahmen zum Schutz der Tier- und Pflanzenarten, die durch die Gesetzgebung über den Naturschutz vorgeschrieben sind, braucht.

Was die Sicherheit der Personen betrifft, wird in der Umweltverträglichkeitsprüfung empfohlen, dass die SA Fluxys in verstädterbaren Gebieten die Leitungen mit einem System aus eingegrabenen Gittern oder Betonplatten mechanisch schützt und dass sie selbsttragende Leitungen in Höhe der geologischen Klüften von Hauset auf dem Gebiet von Lontzen und Raeren installiert.

Hinsichtlich der Wertverluste und der Schadenersatzleistungen.

Einige Personen klagen über die Wertminderung, die mit dem Verlegen von Leitungen auf ihrem Grundstück verbunden wäre.

Die Trasse der geplanten Leitungen befindet sich jedoch hauptsächlich in einem landwirtschaftlichen Gebiet, wo ihr Vorhandensein keineswegs in Konflikt mit der für diese Grundstücke bestimmten Verwendung tritt, da es keine Beschränkung in Bezug auf die normalen landwirtschaftlichen Tätigkeiten, die über den Leitungen ausgeübt werden, gibt; es kann daher keine Rede von einer Minderung des Immobilienwertes dieser Grundstücke sein.

Man kann hinzufügen, dass der Anspruchsberechtigte der gesetzlichen Dienstbarkeit dem Eigentümer oder dem Inhaber von dinglichen Rechten auf das belastete Grundstück eine Entschädigung zahlen muss; außerdem darf der Eigentümer des belasteten Grundstücks den Anspruchsberechtigten der besagten Dienstbarkeit, in diesem Fall Fluxys, darum bitten, das besetzte Grundstück zu kaufen; letztendlich muss der Inhaber einer Transportgenehmigung Dritte für die entweder wegen der Arbeiten oder wegen der Benutzung des belasteten Grundstücks entstandenen Schäden entschädigen, dies einschließlich des Ertragsverlusts von Agrarflächen

Hinsichtlich der Überwachung der Umweltauswirkungen.

Was die Überwachung der bedeutsamen Ein- und Auswirkungen der Durchführung der vorliegenden Revision von Sektorenplänen auf die Umwelt betrifft, stimmt die Regierung den Maßnahmen zu, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die Pläne bei der Phase des Verlegens von Leitungen vorgeschlagen werden, d.h.:

— die Einsetzung eines Überwachungsausschusses, was außerdem auch einem während der öffentlichen Untersuchung erörterten Wunsch entspricht; dieser Überwachungsausschuss wird die Form des in den Artikeln D.29-25 und ff. von Buch I des Umweltgesetzbuches bestimmten Begleitausschusses nehmen können;

— die Durchführung vor und nach den Baustellenarbeiten von Analysen der biologischen und physikalisch-chemischen Qualität des Wassers in Gebieten, die sich flussabwärts der durchquerten Wasserläufe befinden.

Jedoch fallen die in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Überwachungsmaßnahmen im Hinblick auf die Begrenzung der Vorfälle während der Betriebsphase und auf die Förderung deren administrativen Bearbeitung nicht in den Bereich der Umwelt und werden sie daher nicht durch die Regierung in Betracht gezogen.

Diese Maßnahmen betreffend die Überwachung im Bereich des Umweltschutzes, die tatsächlich in den Bereich des Schutzes der natürlichen Umwelt und der Qualität der Agrarflächen fallen, die die erwähnenswerten und mit der Phase der Arbeiten verbundenen Auswirkungen des Projekts darstellen, werden in der Genehmigung, die nach der vorliegenden Revision von Sektorenplänen ausgestellt werden muss, festgelegt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010 zur endgültigen Verabschiedung der Revision der Sektorenpläne Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme über die Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen zwecks der Verlegung neuer Flüssigerdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N) als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 4. Februar 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Das Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung vom 3. August 2009 wird hierunter veröffentlicht.

Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung (Commission régionale d'Aménagement du Territoire - CRAT) betreffend den Antrag auf Revision des Sektorenplans von Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen und eines Schutzzumkreises im Hinblick auf die Verlegung neuer Erdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme

1. EINLEITUNG:

1.1. Einreichung des Antrags und Antwort

• Durch ein am 15. Oktober 2009 bei dem Regionalausschuss für Raumordnung (Commission régionale d'Aménagement du Territoire - CRAT) eingegangenes Schreiben hat die Operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie (DGO4) das Gutachten des CRAT über das genannte Projekt binnen einer Frist von 60 Tagen beantragt. Die Abteilung normative Planung des CRAT hat sich mit der Vorbereitung des Gutachtens befasst.

• Gemäß Artikel 43 § 4 des CWATUP bezieht sich das Gutachten des CRAT auf die Akte mit dem Planentwurf, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsprüfung und die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigefügt sind.

Nachdem der Regionalausschuss für Raumordnung (CRAT) die gesamten vorgenannten Elemente der Akte zur Kenntnis genommen hat, gibt er folgendes Gutachten ab:

1.2. Vorgeschichte

Der CRAT hat bereits die folgenden Gutachten über dieses Projekt abgegeben:

— 29. Juni 2007: Gutachten über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans und den Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung (Zeichen: 07/CRAT.A 602-AN);

— 13. Mai 2008: Gutachten über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans (Zeichen: 08/CRAT A.677-AN).

1.3. Kontext des Entwurfs

Der Entwurf betrifft die Revision des Sektorenplans Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme zwecks der Eintragung eines Reserveumkreises für Leitungen und eines Schutzzumkreises zwecks der Verlegung neuer Erdgasleitungen nach der RTR-Trasse Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme.

Der Entwurf besteht darin, einen Reserveumkreis für Leitungen einzutragen (Breite dieses Reserveumkreises: 54,5 Meter, d.h. 15,5 m nördlich und 39 m südlich auf beiden Seiten der Achse der bestehenden Leitung, außer in auf lokalen Begebenheiten beruhenden Ausnahmefällen).

2. GUTACHTEN

2.1. Allgemeine Bemerkungen

Der CRAT hat in seinen vorhergehenden Gutachten gezeigt, dass er der Zweckmäßigkeit des Projekts zustimmt. Der Gasmarkt nimmt in Belgien zu, so dass die Transportkapazität erhöht werden muss, um den künftigen Bedürfnissen Rechnung zu tragen.

Der CRAT hebt ebenfalls den Willen der Wallonischen Regierung hervor, die Sicherheit zu erhöhen, indem die Leitungen gruppiert werden.

Beim Lesen der sich aus der öffentlichen Untersuchung ergebenden Beanstandungen hat der CRAT festgestellt, dass viele Einwände die Betriebsbedingungen der künftigen Leitungen, und nicht die Revision des Sektorenplans an sich betreffen.

Somit fordert der CRAT dass, wenn diese Beanstandungen berechtigt sind, sie bei der Ausstellung der Globalgenehmigung für die Leitungen berücksichtigt werden.

2.2. Betreffend die Revision des Sektorenplans

Nachdem der CRAT alle Elemente der Akte zur Kenntnis genommen hat, gibt er ein günstiges Gutachten über das Vorhaben ab.

Der CRAT macht jedoch folgende Bemerkungen:

- Betreffend die Trasse des Reserveumkreises in Buchenbusch (Raeren)

Der CRAT stimmt dem Entwurf der Trasse des Reserveumkreises in Buchenbusch zu, so wie sie im Erlassentwurf angegeben ist, und ist der Ansicht, dass die alternative Trasse, die von den Beschwerdeführern vorgeschlagen wurde, nicht passend ist. Der CRAT unterstützt die Argumentation der Gemeinde Raeren, die der Ansicht ist, dass die alternative Trasse andere private Grundstücke berühren würde und eine Schneise in einem bis jetzt unberührten Waldgebiet schaffen würde, was eine erneute Wertminderung des Waldbestandes hervorbringen würde.

- Betreffend die Trasse des Reserveumkreises am Ort genannt «Wind» in Lontzen

Der CRAT stellt fest, dass die vorgeschlagene Trasse (südlich der bestehenden Leitung) die Erweiterungsmöglichkeiten eines am Ort genannt «Wind» in Lontzen gelegenen Schweinestalls beeinträchtigen würde. Sie könnte ebenfalls die Weiterführung der landwirtschaftlichen Tätigkeiten beeinträchtigen und würde ebenfalls einen jungen Hochstammobstgarten durchqueren. Die RTR2 würde nämlich in einer Entfernung von 13,5 m und die RTR3 in einer Entfernung von 4,5 m zu landwirtschaftlichen Gebäuden liegen.

Um diese Auswirkungen zu vermeiden, zieht der CRAT die alternative Trasse vor, die den Reserveumkreis für die künftigen Leitungen südlich des landwirtschaftlichen Betriebs vorsieht.

- Betreffend die Überquerung des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter in Loën

Der CRAT stellt fest, dass der Erlassentwurf die Eintragung eines bedeutenden Reserveumkreises in Höhe des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter (ZACCCI) in Loën vorsieht, da er der Ansicht ist, dass es zu früh ist, um eine Begrenzungsalternative auszuwählen, solange die Interkommunale SPI+ nicht über genaue topographische Aufnahmen und Vorprojekte in Sachen Ausrüstung im Rahmen der zukünftigen Einrichtung dieses Gebiets verfügt. Dieser wichtige Umkreis umfasst die aktuelle Trasse der RTR-1 und eine alternative Trasse im Osten.

Der CRAT unterstützt die Position der SPI+, die der Ansicht ist, dass es nicht zweckmäßig ist, eine alternative Trasse östlich des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter (ZACCCI) vorzusehen. Diese Trasse könnte die zweckmäßige Gestaltung des Gebiets nämlich gefährden, und würde wegen der Ortsveränderung der RTR-1 Überkosten verursachen. Die Gruppierung der Leitungen entlang der bestehenden Trasse der RTR-1 scheint also zweckmäßiger zu sein, unter der Bedingung, dass der zukünftigen Einrichtung des Gebiets Rechnung getragen wird.

- Betreffend die Trasse des Reserveumkreises in Dalhem

Der CRAT stellt fest, dass seine in seinem Gutachten vom 13. Mai 2008 angeführte Bemerkung bezüglich der Zweckmäßigkeit einer Ortsveränderung der Leitung RTR2 und ggf. der Leitung RTR3 um 37 m westlich der bestehenden RTR1 in Dalhem an der Grenze mit Voeren nicht berücksichtigt worden ist. In diesem Gutachten war der CRAT der Ansicht, dass diese Alternative die Dachse nicht vor auf die Baustelle zurückzuführenden Belästigungen schützen würde, so dass diese Ortsveränderung nicht nötig war.

Somit wiederholt der CRAT hier diese Bemerkung.

- Betreffend die Trasse des Reserveumkreises in Höhe des Standorts von großem biologischem Interesse in Waremme

Der CRAT stellt fest, dass seine in seinem Gutachten vom 13. Mai 2008 angeführte Bemerkung bezüglich der auf die Baustelle zurückzuführenden Belästigungen für diesen Standort von großem biologischem Interesse, der für den Schutz einer der letzten Populationen des europäischen Hamsters anerkannt ist, nicht berücksichtigt worden ist.

Er fordert demnach, dass alle Maßnahmen ergriffen werden, um die Auswirkungen der Baustelle auf diesen Standort auf ein Mindestmaß zu beschränken.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2010/27030]

4 FEBRUARI 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve goedkeuring van de herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm en houdende opnemng van een reserveringsomtrek voor leidingen met het oog op de aanleg van nieuwe aardgasleidingen langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N)

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan (SDER), aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikelen 4, 22, 23 en 42 tot 46;

Gelet op de koninklijke besluiten van 23 januari 1979 en 20 november 1981 en op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1987 tot vaststelling van de gewestplannen Verviers-Eupen, Hoi-Borgworm en Luik;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 maart 2007 waarbij beslist wordt tot herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm en tot goedkeuring van het voorontwerp van herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm met het oog op de opnemng van een reserveringsomtrek voor leidingen en een beschermingsomtrek met het oog op de aanleg van nieuwe aardgasleidingen langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2007 waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm met het oog op de opnemng van een reserveringsomtrek voor leidingen en een beschermingsomtrek met het oog op de aanleg van nieuwe aardgasleidingen langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm;

Gelet op het effectenonderzoek voor de gewestplannen doorgevoerd door de CVBA Aménagement, dat gebaseerd is op het effectenonderzoek van het ontwerp waarmee Vinçotte-Environnement NV door Fluxys NV belast is;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot goedkeuring van de herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm met het oog op de opnemng van een reserveringsomtrek voor leidingen met het oog op de aanleg van nieuwe aardgasleidingen langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N);

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 18 juli 2008 tot voorlopige goedkeuring van het « ontwerp gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan >Leidingstraat VTN (Voeren-Opwijk) »;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 30 april 2009 tot definitieve goedkeuring van het « gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan >Leidingstraat VTN (Voeren-Opwijk) »;

Gelet op de voor het publiek toegankelijke vergaderingen bedoeld in artikel 4, 8°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium die werden gehouden in de gemeenten Juprelle, Dalhem en Lontzen respectievelijk op 26 mei, 25 mei en 15 juni 2009 overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 tot goedkeuring van de herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm met het oog op de opnemng van een reserveringsomtrek voor leidingen met het oog op de aanleg van nieuwe aardgasleidingen langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N);

Gelet op de bezwaarschriften en opmerkingen die particulieren, instellingen en instellingen van openbaar nut ingediend hebben tijdens het openbaar onderzoek dat van 12 mei 2009 tot 3 juli 2009 gehouden werd (van 12 mei tot 25 juni in Lontzen, van 18 mei tot 1 juli in Plombières en van 20 mei tot 3 juli in de andere betrokken gemeenten), namelijk :

SPI+ - Services-Promotion-Initiative CVBA rue du Vertbois 11 B-4000 Luik

Gerd Meyer Chemin du Puit 8 B-4608 Warsage

Michael Dalhem Rottdriescher Strasse 49 B-4710 Herbesthall

Fernand Franssen Wind 21 B-4710 Lontzen

Guido Zians & Andrea Haas Postfach/BP/PB 60 Aachener Strasse 76 B-4780 Saint-Vith

in naam van : - Léon Schmetz Neutralstrasse 502 B-4710 Lontzen

— Didier Schmetz Landwirt B-4710 Lontzen

— Jürgen Bachmann Dedolphstrasse 1 D-52066 Aachen

in naam van : - Henny Beck

— Katharina Linden

— Marianne Linden

— Heinz-Joef Linden

Roger Franssen-Crutzen Mülhenweg - Chemin du Moulin 29 B-4710 Lontzen

Bernhard Wiese-Küstern - Marlies Küstern Buchenbusch 60 B-4730 Hauset

Gabriele Grosse Buchenbusch 60 B-4730 Raeren

Jürgen Küstern Buchenbusch 60 B-4730 Raeren

Jutte und Andreas Köbernck Stöck 70 B-4730 Raeren

Gertrude Lennaerts Freient 30 B-4730 Raeren

Johanna Hessel Buchenbusch 60 B-4730 Raeren
 Dipl-Ing. Ingolf Maul Schnellenberg 38 B-4721 Kelmis
 Karoline Hrywniak Schlossweg 19 B-4730 Raeren
 Martina Zimmeck Buchenbusch 60 B-4730 Raeren
 Brigitte Petry Zur Nohn 8 B-4701 Kettenis
 Marian Küsters Buschenbusch 60 B-4730 Raeren
 Natalie Küsters Buschenbusch 60 B-4730 Raeren
 Helga und Berni Sommer An der Follmühle 30 B-4730 Raeren
 Bernhard Wiese-Küsters - Marlies Küsters Buchenbusch 60 B-4730 Hauset
 Bernhard Wiese-Küsters - Marlies Küsters Buchenbusch 60 B-4730 Hauset
 Guido Zians & Andrea Haas Postfach/BP/PB60 Aachener Strasse 76 B-4780 Saint-Vith
 in naam van : - Bernhard & Marlies Wiese-Küsters Buchenbusch 60 B-4730 Hauset;

Gelet op de processen-verbaal van de overlegvergaderingen die op 25 juni in Lontzen, op 3 juli in Bitsingen en Oupeye, op 6 juli in Plombières, op 7 juli in Wezet, op 8 juli in Raeren en Welkenraedt, op 9 juli in Juprelle en Borgworm en op 10 juli 2009 in Dalhem gehouden werden;

Gelet op de gunstige adviezen gegeven door de gemeenteraden van Dalhem en Welkenraedt op 30 juli 2009 en door de gemeenteraad van Waremmé op 24 augustus 2009;

Gelet op de gunstige voorwaardelijke adviezen gegeven door de gemeenteraden van Oupeye op 23 juli 2009, Wezet op 27 juli 2009, Lontzen op 3 augustus 2009, Raeren op 10 september 2009;

Gelet op de gunstig geachte adviezen van de gemeenten Bitsingen, Juprelle en Plombières;

Gelet op het gunstig advies uitgebracht op 1 juli 2009 door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Voeren;

Gelet op het advies gegeven op 13 juli 2009 door de Afdeling « Ruimtelijke planning » van het Departement « Ruimtelijke ordening, woonbeleid en onroerend erfgoed » van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap dat geen bezwaar oppert tegen het ontwerp onderworpen aan het openbaar onderzoek;

Gelet op het voorwaardelijk gunstig advies verstrekt door het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu op 11 december 2009;

Gelet op het met vragen gepaard gaand gunstig advies, gegeven door de CWEDD (« waalse raad voor milieu en duurzame ontwikkeling ») op 7 december 2009;

Gelet op het met opmerkingen en bemerkingen gepaard gaand gunstig advies, gegeven door de CRAT (« gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening ») op 3 december 2009;

Wat betreft de geschiktheid van de leidingen :

Overwegende dat sommige bezwaarindieners betwisten dat het voor de gemeenschap wenselijk is om Fluxys zijn transportinfrastructuren te laten ontwikkelen gelet op de drukfactoren die wegen op de eigenaren en de ondernemers gelegen langs deze infrastructuur; dat ze achten dat het ontwerp VTN-2 alleen de doorvoer beoogt, met uitsluiting van het ingaan op andere gasbehoeften op de binnenlandse markt; dat ze betwisten dat de aanleg van een bijkomende VTN-1 bijdraagt tot het waarborgen van de gasvoorziening daar de onderbreking van een leiding een zeer zeldzaam feit lijkt te zijn en het hoogste risico inzake de gewaarborgde gasvoorziening van diplomatieke (onderbreking van de gasvoorzieningen van de uitvoerders) of commerciële (overdreven hoge prijzen van de uitvoerders) oorsprong is; dat ze achten dat de toename van het gebruik van aardgas niet bijdraagt tot de diversificatie van energiebronnen, maar eerder de afhankelijkheid van andere energiebronnen dan de kernenergie versterkt; dat ze pleiten voor een doordacht gebruik van de aardgasbronnen, die ze zeldzaam vinden;

Overwegende dat het effectenonderzoek voor een gewestplan de sociaal-economische rechtvaardiging van het voorontwerp alsmede zijn overeenstemming met de gewestelijke opties heeft bekrachtigd;

Overwegende dat de CRAT erop wijst dat zij « de geschiktheid van het ontwerp gunstig gezind » is, ervan uitgaand dat de gasmarkt in België een groeifase doormaakt en dat de transportcapaciteit verhoogd moet worden om op de toekomstige behoeften in te kunnen spelen;

Overwegende dat de Regering, onder verwijzing naar de argumentatie van sociaal-economische aard die ze in haar voorontwerp aanvoerde, achter dit advies staat en er de volgende beoordelingselementen aan toevoegt : - een verdubbeling van de VTN-1 verhoogt aanzienlijk de gewaarborgde gasvoorziening; aangezien de onderbreking van de gasstromen voor onderhoudswerken of werken wegens incidenten niet uit te sluiten valt, zou in dit geval de andere leiding blijven functioneren om de lokale gebruikers met gas te bevoorraden;

— langs het tracé van de leidingen worden bevoorradingspunten van de openbare distributie of van industriële verbruikers of interconnectiepunten met het bestaande net voorzien of, minstens, mogelijk gemaakt, namelijk onder andere een interconnectie met de VTN-1 in de stations van Raeren (verbinding met het openbare distributienet van ALG) en Haccourt, alsmede een interconnectie met de leidingen naar Verviers, de provincie Luxemburg en de gebieden van Luik, Namen en Charleroi (door de leidingen van SEGEO naar Blaregnies/Frankrijk), in het samendrukstation van Berneau (verbinding met de openbare distributienetten van ALG, IDEG en IGH);

— in synergie met de doorvoercapaciteit waarop ingeschreven is voor de nieuwe leiding wordt de Belgische markt van een aanvullende capaciteit voorzien. Die nieuwe capaciteit zal de gewaarborgde bevoorradingsaanmerkelijk versterken en zal voor de diversificatie van de bronnen op de Belgische en Waalse markt zorgen;

— aardgas is onder andere een belangrijke vector voor de elektriciteitsproductie en heeft een aanvullende rol voor de productie van hernieuwbare energie.

Wat betreft het tracé, de afbakening, de principiële configuratie van de reserveringsomtrek :

Overwegende dat het effectenonderzoek van de gewestplannen de principiële aanleg bekrachtigt van het ontwerp VTN-2-leiding en van de mogelijke VTN-3-leiding parallel met de bestaande VTN-1-leiding namelijk om de grondinname van de leidingen te verminderen, het risicobeheer te verbeteren, de gevolgen voor het milieu in de gevoelige omtrekken, reeds getroffen door de aanleg van de eerste leiding, te beperken, terwijl dit parallelisme vanuit een technisch standpunt de naleving van de verplichte doorgangen vergemakkelijkt en het gebruik van de bestaande technische inrichtingen mogelijk maakt; dat ze bovendien de aanleg van de mogelijke VTN-3 aan dezelfde kant als de VTN-2 bekrachtigt voor de afbakening van de noodzakelijke innemingen tijdens de periode van aanleg; dat ze tenslotte het algemene principe van aanleg van nieuwe leidingen ten zuiden van de bestaande leidingen voor de bescherming van de Natura 2000-gebieden bekrachtigt en alsook bevestigt dat die aanleg de aansluiting op de bestaande installaties vergemakkelijkt;

Overwegende dat de technische en juridische gegevens van het probleem samengevat kunnen worden als volgt :

— de door Fluxys NV voorziene nominale diameter voor de VTN-2 is 1 000 mm; de nominale diameter van de mogelijke VTN-3 is nog niet bekend; het past dus om, onder bewarende titel, in een maximale nominale diameter voor deze leiding te voorzien, namelijk 1 200 mm;

— de door Fluxys NV aanbevolen tussenafstand tussen de leidingen (buitenwanden) is 7 meter tussen 2 leidingen van 1 000 mm en 8 meter tussen 2 leidingen van respectievelijk 1 000 mm en 1 200 mm;

— de beschermingszone bepaald in het koninklijk besluit van 21 september 1988 is 15 meter breed aan weerskanten van de leiding (buitenwanden);

— het reserveringsgebied in de zin van het koninklijk besluit van 24 januari 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en in de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen breidt zich over 5 meter aan weerskanten van elke leiding uit;

— de standaardbreedte van het werkgebied van Fluxys NV voor een leiding van respectievelijk 1000 en 1200 mm is respectievelijk 21 en 22 meter langs de kant van het ontwerp voor de leiding en 13 en 14 meter langs de kant van de bestaande leiding, gemeten vanaf de as van het ontwerp voor de leiding;

Overwegende dat het effectenonderzoek van het gewestplan aanbeveelt om naast het reserveringsgebied, ook het beschermingsgebied en de werkgebieden betreffende de oprichting van de VTN-2 en de VTN-3 in de reserveringsomtrek te omvatten;

Overwegende dat de reserveringsomtrek in totaal 54,6 meter breed moet zijn en in een afstand van ongeveer 12 meter (precies 11,8) met de voorgenomen leidingen moet voorzien;

Overwegende, rekening houdend met het voorafgaande, dat het aangewezen is om in principe de nieuwe leidingen ten zuiden van de bestaande leiding aan te leggen, op voorwaarde dat er een tussenafstand van 7 meter tussen VTN-1 en VTN-2 en van 8 meter tussen VTN-2 en VTN-3 in acht genomen wordt en, te dien einde, om in een reserveringsomtrek van in principe 54,6 meter breed, d.w.z. 15,5 meter ten noorden en 39,1 meter ten zuiden van de as van de bestaande VTN-1-leiding te voorzien;

Overwegende dat de voorafgaande mogelijkheden door de Regering werden weerhouden in haar besluit van 12 december 2008 tot goedkeuring van de herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoei-Borgworm;

Overwegende dat deze principiële configuratie en/of de principiële breedte van de reserveringsomtrek aangepast zullen worden om dwingende technische, stedenbouwkundige of milieuredenen;

Overwegende dat de vraagstellingen van de CWEDD betreffende de exactheid van de gebruikte cijfers voor de afstanden tussen leidingen en de gevolgen die eruit zouden kunnen voortvloeien ongegrond zijn; dat de Raad in feite het onderscheid niet in acht heeft genomen dat gemaakt zou moeten worden naarmate de afstanden tussen de leidingen gemeten worden tussen de buitenwanden of tussen de assen;

Overwegende dat het besluit van 12 december 2008, in artikel 2, tot goedkeuring van de herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoei-Borgworm, binnen de reserveringsomtrek, in een beschermingsomtrek in de zin van artikel 23, lid 1, 3^o van het toen van kracht zijnde Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium voorzag; dat die niet in kaart gebrachte beschermingsomtrek gelijkgesteld werd met het reserveringsgebied in de zin van koninklijk besluit van 24 januari 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 tot vaststelling van de te nemen beschermingsmaatregelen tijdens de oprichting en tijdens de exploitatie van de inrichtingen voor gasvervoer door leidingen;

Overwegende dat het decreet van 30 april 2009 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, in artikel 12, het begrip grafische voorstelling van de beschermingsomtrek heeft afgeschaft; dat die afschaffing niet van dien aard is om de beschermingsmaatregelen toepasselijk voor de bestaande en de aan te leggen leidingen te verminderen, waarbij deze vastgesteld blijven door het reserveringsgebied in de zin van koninklijk besluit van 24 januari 1991 tot wijziging van het voornoemde koninklijk besluit van 11 maart 1966;

Wat betreft het nauwkeurige tracé van de reserveringsomtrek :

Overwegende dat de SPI+, in vergelijking met de mogelijkheid aangenomen door het ontwerp van wijziging van het gewestplan onderworpen aan het openbaar onderzoek, namelijk de vestiging van een grote reserveringsomtrek binnen het ZACCI van Loën-Hallembaye (een gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure is onderworpen) omvattend het huidige VTN-1-tracé (indien nieuwe leidingen parallel met de bestaande leiding aangelegd worden) en het alternatieve tracé aanbevolen door het effectenonderzoek (indien de bestaande leiding naar het nieuwe tracé verplaatst wordt) met het oog op de keuze van het tracé dat een redelijke vestiging van de zone mogelijk maakt, acht dat het door het effectenonderzoek voorgestelde alternatieve tracé niet oordeelkundig is om verscheidene redenen : ze zou niet op een lager ruimtegebruik uitkomen en zou vanuit een veiligheidsstandpunt geen geschikte lokalisatie voor de verbindingsweg van de zone vanaf de N602 zijn; vanuit het standpunt van het beheer van de overheidsmiddelen zouden de aan de verplaatsing van de leiding te besteden bedragen oordeelkundiger gebruikt kunnen worden voor de oprichting van de zone; bovendien zou de aanleg van een verbindingsweg binnen het gebied overwogen kunnen worden parallel met de bestaande en de aan te leggen leidingen en een goede bescherming ten opzichte van die laatstgenoemde vormen; de SPI+ wenst daarom zijn advies over het beste tracé van de toekomstige algemene toegangsweg voor te behouden waarbij het onderzoek over de ordening van het gebied niet toegekend is;

Overwegende dat de stad Wezet en de gemeente Oupeye wensen dat de keuze van de lokalisatie van de toekomstige leidingen rekening houdt met de opmerkingen van de SPI+ over de ordening van het ZACCI;

Overwegende dat de CRAT het standpunt van de SPI+ steunt waarbij zij de groepering van de leidingen langs het bestaande VTN-1-tracé gunstiger acht, op voorwaarde dat de toekomstige ordening van het ZACCI in acht genomen wordt; dat de CWEDD niet redelijk acht in een grote reserveringsomtrek op het ZACCI te voorzien op gevaar af de toekomstige inrichting van het gebied aan te tasten en zijn voorkeur voor een groepering van de leidingen langs de bestaande leiding toont;

Overwegende dat de Regering het voornemen heeft om zich achter die adviezen te scharen, die gericht zijn op de groepering van de toekomstige leidingen langs de VTN-1;

Overwegende dat twee andere leidingen van Fluxys NV zich reeds in het ZACCI ten westen van de VTN-1 bevinden, namelijk de DN400 Oupeye (Haccourt) - Lanaken, en de DN150 Wezet (Loën) - Lixhe aan de ene kant, en dat zich ten westen daarvan de gemeenteschool van Loën bevindt, aan de andere kant; dat het wenselijk zou zijn om de VTN-2 en de VTN-3 ten oosten van de VTN-1 aan te leggen;

Overwegende bovendien dat het technisch mogelijk is om de wegeninfrastructuur binnen in het bedrijvenpark boven de bestaande of de voorgenomen aan te leggen;

Overwegende niettemin dat, om alle opties inzake de aanleg van nieuwe leidingen binnen het ZACCI mogelijk te maken, alsook de reserveringsomtrek tot het strikt noodzakelijke af te bakenen, de Regering voor de inrichting van een reserveringsomtrek van 39,1 meter breed aan weerskanten van de VTN-1-as opteert;

Overwegende dat sommige eisers zich verweren tegen de keuze gemaakt door het ontwerp tot wijziging van het gewestplan onderworpen aan het openbaar onderzoek, in het gehucht « Wind », waarbij beslist wordt voor een tracé van de voorgenomen leidingen te kiezen dat duidelijk van de bestaande leiding afwijkt, om reden dat de aanleg van een derde leiding heden hypothetisch is en dat het mogelijk is dat de varkensfokkerij dan mogelijk niet meer zou bestaan, in welk geval dat probleem zichzelf opheft; dat bovendien niet aangetoond wordt dat het vanuit een stedenbouwkundig standpunt meer geschikt is om het tracé van beide VTN-1- en VTN-2-leidingen te splitsen en dat het parallelisme van de tracés de gevolgen voor de natuur daarentegen beperkt;

Overwegende dat anderen de door het ontwerp gemaakte keuze steunen, om reden dat op die manier het tracé korter en rechtlijniger is en dat dit dus enerzijds minder landbouwgronden aantast en dat dit anderzijds vermijdt om in de nabijheid te komen van woonruimtes en landbouwgebouwen, zoals met de bestaande leiding;

Overwegende dat de gemeente Lontzen zich over het precieze tracé niet wenst uit te spreken; dat ze ervoor pleit om in geval van aanleg van een derde leiding voldoende afstand ten opzichte van de gebouwen te houden om de eventuele verbouwingen van de huizen of de boerderijen mogelijk te maken en de verplaatsing van het tracé naar het noorden of het zuiden in acht te kunnen nemen;

De CRAT uit haar voorkeur voor het tracé van de reserveringsomtrek van het ontwerp tot wijziging van het gewestplan onderworpen aan het openbaar onderzoek, waarbij geacht wordt dat het tracé parallel met de bestaande leiding de uitbreidingsmogelijkheden van het varkensbedrijf gelegen in het gehucht « Wind » zou bedreigen, de voortzetting van de landbouwactiviteit zou aantasten en dwars door een jonge hoogstamboomgaard heen zou lopen.

Overwegende dat de CWEDD van oordeel is dat ze zich niet over de vraag kan uitspreken;

Overwegende dat de Regering het advies en de argumentatie van de CRAT deelt;

Overwegende dat die bovendien acht dat het van goed beheer is dat een beslissing inzake ruimtelijke ordening de zwaarste eventuele omstandigheden op lange termijn in acht neemt, wat inhoudt dat er rekening wordt gehouden met de eventuele aanleg van een derde leiding in de toekomst, wat niet het geval is in het effectenonderzoek betreffende de vergunning, en dat de toekomstige verwijdering van het varkensbedrijf buiten beschouwing wordt gelaten; dat het niet realistisch is om de doorgang van twee nieuwe leidingen parallel met de bestaande leiding in overweging te nemen, ongeacht de daarvoor gekozen configuratie (VTN-2 ten zuiden van VTN-1 in alle gevallen; VTN-3 ofwel ten noorden van VTN-1 op een axiale afstand van 4,65 meter van het bebouwde of het omheinde perceel gelegen ten noorden van VTN-1 op een axiale afstand van 13,75 meter ervan, wat de door het effectenonderzoek gevoerd in het kader van de herziening van de gewestplannen gekozen mogelijkheid is, ofwel ten zuiden van VTN-2, op een axiale afstand van 4,5 meter van het varkensbedrijf); dat die optie onvermijdelijk betekent dat het reserveringsgebied gedeeltelijk ingenomen zou worden (in de zin van het koninklijk besluit van 24 januari 1991 tot wijziging van koninklijk besluit van 11 maart 1966 tot vaststelling van de te nemen veiligheidsmaatregelen tijdens de aanleg en in de exploitatie van de inrichtingen voor gasvervoer door middel van leidingen) hetzij op het bebouwde en omheinde perceel gelegen ten noorden van de bestaande leiding, hetzij op het varkensbedrijf gelegen ten zuiden ervan;

Overwegende dat in elk geval de doorgang van de enige leiding VTN-2 parallel met de bestaande leiding ten zuiden ervan, op een axiale afstand van 13,6 meter in dit geval niet tegemoetkomt aan het bezwaar uitgesproken tijdens het openbaar onderzoek waarbij het door het ontwerp van herziening van de gewestplannen voorgenomen tracé het rechtlijnigste en het kortste is, en bijgevolg het minst landbouwgronden opoffert, en zou schade toebrengen aan een jonge hoogstamboomgaard; dat het probleem van het VTN-3-tracé met deze mogelijkheid onopgelost zou blijven;

Overwegende dat het bijgevolg beter is om van de algemene regel van groepering en parallelle leidingen af te wijken, om de voorkeur te verlenen aan het tracé VTN-2 en VNT-3 ten zuiden van de boerderij Wind; dat de betrokken terreinen zich in landbouwgebied bevinden en dat in dit geval de aanwezigheid van leidingen helemaal niet in tegenspraak is met het bestemde gebruik van die terreinen, daar er boven die leidingen geen enkele beperking ten opzichte van de normale landbouwactiviteiten bestaat; dat het gekozen tracé overigens niet rechtlijnig is, om tegemoet te komen aan zoveel mogelijk betrokken eigenaren;

Overwegende dat het VTN-2-tracé, met inbegrip van het gedeelte van het voorgenomen tracé ten zuiden van Boerderij Wind door deze herziening van de gewestplannen het voorwerp heeft uitgemaakt van een milieuevaluatie in het kader van de procedure m.b.t. de afgifte van een vergunning; dat uit deze evaluatie afgeleid wordt dat het voorgenomen tracé ten zuiden van de Boerderij Wind in vergelijking met het voorgelegde tracé ten zuiden van de VTN-1 vanuit een milieustandpunt geen fundamentele verschillen toont;

dat de Regering over de noodzakelijke gegevens beschikt om een beslissing te nemen;

Overwegende dat het echtpaar Wiese-Küsters waarbij zich andere bezwaardindieners aansluiten, achten dat het bosgebied van Buchenbusch dat een Natura 2000-gebied vormt niet beschadigd mag worden door de doorgang van een nieuwe leiding, des te meer daar er andere mogelijkheden voor het tracé bestaan (3 ervan worden vermijdelijk) die hetzij via het noordoosten om het bos heen zouden lopen, hetzij langs de rand van het bos zouden lopen waarbij de negatieve gevolgen van de doorgang en het aantal om te hakken bomen verminderd zouden worden en op verschillende manieren verbonden zouden worden met het tracé achter het bos voorgenomen door het ontwerp van gewestplannen; dat ze overigens vermelden dat de noordoostelijke hoek van hun terrein ongeveer 30 fruitbomen bevat die een groenscherm vormen dat als visuele en geluidsbescherming dient ten opzichte van de SST-lijn omgehakt zou moeten worden en dat hun onroerende goederen tenslotte een ernstige waardevermindering zouden ondergaan;

Overwegende dat de gemeente Raeren het door het echtpaar Wiese-Küsters voorgelegde alternatieve tracé niet steunt omdat dit andere privéterreinen zou aantasten en door een tot nu toe intact bosgebied zou lopen met als gevolg, nieuwe vermindering van de waarde van het bosbestand;

Overwegende dat de CRAT om dezelfde redenen achter het advies van de gemeente staat en dat de CWEDD een gunstig advies uitbrengt voor de lokale variant van de afbakening van de reserveringsomtrek zoals vastgesteld in het ontwerp tot wijziging van het gewestplan onderworpen aan het openbaar onderzoek;

Overwegende dat de Regering om de aangevoerde redenen achter de adviezen van de gemeente en van de CRAT staat; dat ze er op basis van de resultaten van het effectenonderzoek aan toevoegt dat de door Fluxys NV voorgenomen maatregelen zoals het invoeren van een alternatief aanlegschema (verkeer van de bouwmachines op de bestaande leiding die beschermd worden) het innemingsgebied tot 25 meter en lokaal tot 21 meter kan beperken in het doorkruisen van het Natura 2000-gebied, wat van dien aard is dat de gevolgen tijdens de werken beperkt worden; dat de aanvullende maatregelen ter verzachting van de maatregelen vastgelegd kunnen worden in samenspraak met het Departement Natuur en Bossen, zoals voorgesteld door het effectenonderzoek; dat dit geheel van maatregelen, met uitzondering van de bepaling van een reserveringsomtrek waarvan de breedte kleiner gemaakt wordt, afhankelijk van de vergunning zijn; dat de tot het echtpaar Wiese-Küsters behorende terreinen doorkruist door het tracé van de voorgenomen leidingen zich bovendien in landbouwgebied bevinden; dat in dit geval de aanwezigheid van leidingen helemaal niet in tegenspraak is met het gebruik waarvoor ze bestemd worden, daar er geen enkele beperking wat de normale landbouwactiviteiten boven de leidingen betreft; dat er bijgevolg geen sprake kan zijn van een vermindering van de onroerende waarde van de terreinen;

Overwegende dat de CRAT de verplaatsing naar het Westen van de ontwerpen van leidingen zinloos acht om een dassenhol in DALHEM te beschermen, bij de grens met de gemeente Voeren, en de daaruit vloeiende splitsing van de reserveringsomtrek;

Overwegende dat de Regering vaststelt dat deze keuze vastgelegd in het ontwerp tot wijziging van het gewestplan niet tegengesproken is tijdens het openbaar onderzoek; dat de waalse effectenonderzoeken de conclusies uit de in het Vlaams Gewest opgemaakte MER (Milieu Effect Rapportage) bekrachtigen, wat leidt tot de verplaatsing naar het Westen van de ontwerpen van leidingen om dat dassenhol te beschermen; dat zij het niet noodzakelijk acht om te twijfelen aan het door het Vlaams Gewest aangenomen tracé en dit, om de continuïteit van de leiding te waarborgen;

Wat betreft de nauwkeurige afbakening en configuratie van de reserveringsomtrek :

Overwegende dat, zoals hierboven vermeld, het aangewezen is om in principe de nieuwe leidingen ten zuiden van de bestaande leiding aan te leggen, op voorwaarde dat er een tussenafstand van 7 meter tussen VTN-1 en VTN-2 en van 8 meter tussen VTN-2 en VTN-3 voorzien wordt en, te dien einde, om in een reserveringsomtrek van in principe 54,6 meter breed te voorzien, namelijk 15,5 meter ten noorden en 39,1 meter ten zuiden van de as van de bestaande VTN-1-leiding;

Overwegende dat deze principiële configuratie en/of principiële breedte van de reserveringsomtrek aangepast moet worden in de volgende gevallen :

— op het grondgebied van Juprelle, ten oosten van het woongebied met landelijk karakter van Sliins, aan weerskanten van de « rue de Houtain » moeten de voorgenomen leidingen ten oosten van VTN-1 lopen, ten gevolge van de nieuwbouw in de « rue de Houtain » ten westen van deze leiding; de reserveringsomtrek zal tussen 39 tot 45 meter ten noordoosten en 15,5 meter ten zuidwesten van VTN-1-as bedragen;

— op het grondgebied van Juprelle, onder de autosnelweg E313, met een afstand van 15,5 meter ten noorden van VTN-1 en een afstand van 43 meter ten zuiden van VTN-1 om technische redenen (de uitvoering van het boren onder de E313 vergemakkelijken en de aanwezigheid van de bochten langs het tracé in acht nemen);

— op het grondgebied van Oupeye maakt de doorgang van de voorgenomen leidingen al vanaf de installatie van Hallembaye en tot voorbij de « rue des Pireux » ten noorden van de bestaande leiding zoals voorzien door Fluxys NV een betere aansluiting mogelijk op de verwante infrastructures van de installatie en, voorziet in het woongebied met landelijk karakter van Hallembaye, aan weerskanten van de « rue des Pireux » in een betere aanpak van de nabijheid van de woningen en de aanwezigheid van andere leidingen; de reserveringsomtrek zal 39 tot 54 meter ten noordwesten en 15,5 meter ten zuidoosten van VTN-1-as bedragen;

— op het grondgebied van Oupeye, op het niveau van het woongebied met landelijk karakter van Hallembaye, ten oosten van de « rue d'Eben-Emael », om technische redenen (aanwezigheid van een kruising met de bestaande leidingen en van een kronkeltracé op horizontaal vlak); de reserveringsomtrek zal 15,5 meter ten noorden en 42 meter ten zuiden van VTN-1-as bedragen; op het grondgebied van Wezet en Oupeye, in het ZACCI van Loën - Hallembaye, is het aangewezen om alle opties inzake de aanleg van nieuwe leidingen mogelijk te maken, alsmede de reserveringsomtrek tot het strikt noodzakelijke te beperken in afwachting van de onderzoeken betreffende de inrichting van het gebied; de reserveringsomtrek zal 39,1 meter aan weerskanten van VTN-1-as bedragen;

— op het grondgebied van Wezet zal de doorgang van de Maas en het Albertkanaal op het niveau van de Maas en het Albertkanaal door VTN-2 uitgevoerd worden binnen de al bestaande tunnel; de reserveringsomtrek zal 15,5 meter ten noorden en 32,5 meter ten zuiden van VTN-1-as bedragen;

— op het grondgebied van Dalhem maakt de doorgang van de voorgenomen leidingen op het niveau van de installatie van Berneau op 21 meter ten zuiden van de bestaande leiding zoals voorgenomen door Fluxys NV een betere aansluiting mogelijk op de verwante infrastructures van de installatie; de reserveringsomtrek zal 15,5 meter ten noorden en 52 meter ten zuiden van VTN-1-as bedragen;

— op het grondgebied van Dalhem moeten de voorgenomen leidingen bij de grens met de gemeente Voeren naar het Westen verplaatst worden om een dassenhol te beschermen; de reserveringsomtrek moet gesplitst worden: 15,5 meter aan weerskanten van VTN-1-as en, ten Westen, omtrek van 46,5 meter breed met een tussenafstand tussen beide reserveringsomtrekken van 165 tot 300 meter;

— op het grondgebied van Plombières moet in een grotere tussenafstand voorzien worden ten noorden van de beek Vieljaeren, tussen VTN-1, aan de ene kant, en VTN-2 en VTN-3 aan de andere kant, om technische redenen (de uitvoering van de kruising van het boren te vergemakkelijken in plaats van een gebogen structuur in de open lucht voor VTN-1); de reserveringsomtrek zal 15,5 meter ten noorden en 60 meter ten zuiden van VTN-1-as bedragen;

— op het grondgebied van Plombières moet het werkgebied tot een breedte van 25 meter teruggebracht worden aan weerskanten van de beek Vieljaeren op het niveau van het Natura 2000-gebied « Vallée de la Gueule en aval de Kelmis » (gebied 4 van het milieueffectenonderzoek); de reserveringsomtrek zal 15,5 meter ten noordoosten en 32,5 meter ten zuidwesten van VTN-1-as bedragen;

— op het grondgebied van Welkenraedt en Lontzen moet in een grotere tussenafstand voorzien worden aan weerskanten van de « Chaussée de Liège » tussen VTN-1, aan de ene kant, en VTN-2 en VTN-3 aan de andere kant, om technische redenen (uitvoering van het boren aanwezigheid van krommen op horizontaal vlak); de reserveringsomtrek zal 15,5 meter ten noorden en 44,5 meter ten zuiden van VTN-1-as bedragen;

— op het grondgebied van Lontzen wordt de reserveringsomtrek in het gehucht Wind gesplitst: 15,5 meter aan weerskanten van VTN-1-as en, ten zuiden, omtrek van 46,5 meter breed met een maximale tussenafstand tussen beide reserveringsomtrekken van ongeveer 150 meter; op het grondgebied van Lontzen zal het werkgebied tot 25 meter breed teruggebracht moeten worden aan weerskanten van de beek Lontzenerbach op het niveau van het Natura 2000-gebied « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » (gebied 7 van het milieueffectenonderzoek); de reserveringsomtrek zal 15,5 meter ten noordoosten en 32,5 meter ten zuidwesten van VTN-1-as bedragen;

— op het grondgebied van Lontzen zal het werkgebied tot een breedte van 25 meter moeten teruggebracht worden in buurt Schloß (Hochstrasse) op het niveau van het Natura 2000-gebied « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » (gebied 9 van het milieueffectenonderzoek); de reserveringsomtrek zal 15,5 meter ten noorden en 32,5 meter ten zuiden van VTN-1-as bedragen;

— op het grondgebied van Lontzen moeten de door Fluxys NV voorgenomen leidingen in het gehucht Fosse ten noorden van de bestaande leiding lopen om een mijnschacht te vermijden; de reserveringsomtrek zal 39 meter ten noorden en 15,5 meter ten zuiden van VTN-1-as bedragen;

— op het grondgebied van Raeren moeten de door Fluxys NV voorgenomen leidingen naar het zuiden afwijken ten westen van de installatie Hauset, om om een karstgebied heen te lopen, en aan de ingang van de installatie, om een betere aansluiting op de verwante infrastructures van de installatie mogelijk te maken; de reserveringsomtrek zal 15,5 meter ten noorden en van 56 tot 80 meter ten zuiden van VTN-1-as bedragen; aan de uitgang van de installatie zal de reserveringsomtrek 15,5 meter ten noorden en 51 meter ten zuiden van VTN-1-as bedragen;

— op het grondgebied van Raeren moet VTN-3 ten noorden van VTN-1 en VTN-2 lopen in het gehucht Buchenbush-Habenden, ten oosten van de installatie van Hauset (Asteneterstrasse) en vóór de eerste kruising met de « rue Buchenbusch » en dit, om het Natura 2000-gebied « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » te doorkruisen

(gebied 10 van het milieueffectenonderzoek); deze configuratie zal in stand gehouden worden tot de installatie van het meetstation Eynatten om te voorkomen dat de leiding zonder enig nut beurtelings aan weerskanten van de VTN-1-leiding komt te liggen; de omtrek zal 31,1 meter breed ten noorden en 29 meter breed ten zuiden van de VTN-1-as zijn, behalve in geval van toepassingen betreffende de lokale omgeving, namelijk :

* op het grondgebied van Raeren zal het werkgebied tot een breedte van 25 meter teruggebracht moeten worden in het gehucht An den Sieben Weihern, in het doorkruisen van en het voorbijtrekken aan de zuidoostelijke rand van het Natura 2000-gebied « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » (gebied 10 van het milieueffectenonderzoek); de reserveringsomtrek zal 24,5 meter ten noorden en 23,5 meter ten zuiden van VTN-1-as bedragen;

* op het grondgebied van Raeren zal het werkgebied tot een breedte van 25 meter teruggebracht moeten worden in het gehucht Brandheidchen, op het niveau van het Natura 2000-gebied « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » (gebied 11 van het milieueffectenonderzoek); de reserveringsomtrek zal 24,5 meter ten noordwesten en 23,5 meter ten zuidoosten van VTN-1-as bedragen;

* op het grondgebied van Raeren noopt het bestaan van een ALG-leiding op 3,5 meter ten noorden van VTN-1 tussen de « rue Wesselbend » en het meetstation Eynatten, ten oosten van buurtschap Eynatterheide ertoe dat het voorgenomen tracé 3,5 meter verder van VTN-1 aangelegd wordt; de reserveringsomtrek zal 28 meter ten noordwesten en 23,5 meter ten zuidoosten van VTN-1-as bedragen;

— op het grondgebied van Raeren zullen de leidingen in Eynatten aangelegd worden op de kruising van het Natura 2000-gebied « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » in Raeren (gebied 12 van het milieueffectenonderzoek) door de methode van het gestuurd boren; in afwezigheid van andersluidende adviezen betreffende dit gebied tijdens het openbaar onderzoek wordt het reserveringsomtrek op 28 meter ten noorden en op 23,5 meter ten zuiden van VTN-1-as behouden;

Wat betreft de uitvoeringsvoorwaarden van de werken :

Overwegende dat veel opmerkingen of bezwaren betrekking hebben op de te nemen maatregelen vóór aanvang van de werken, gedurende de werken of nog zodra die beëindigd worden; dat het daadwerkelijk zo is voor :

— het verzoek om een waarborg te vormen om de conforme uitvoering van de werken te garanderen;

— de aanvragen met het oog op de uit te voeren werkmethoden tijdens de werken om de toegang tot de landbouwpercelen te houden, de goede functionering van de bestaande drainages te garanderen, de bodemverdichting te vermijden, de opslag van goede gronden te garanderen,...;

— de aanvragen met het oog op de maatregelen die getroffen moeten worden zodra de leiding aangelegd is, zoals de herstelling van de kwaliteit van de landbouwgronden, de overplanting van de omgehakte bomen en heggen, de bescherming van de leidingen,...;

— de aanvragen in verband met de uit te voeren controles (de oprichting van een begeleidingscomité, controle van de grondkwaliteit door een lokale inrichting, regelmatige controle van de leidingen,...)

Overwegende dat deze opmerkingen en bezwaren onafhankelijk zijn van de herziening van het gewestplan, maar - zoals door de CRAT gevraagd - in acht genomen moeten worden, wanneer de vergunning betreffende de leidingen verstrekt wordt, als ze tenminste daarvoor geschikt zijn;

Overwegende dat wat betreft de omstandigheden waarin ze aangelegd zullen worden de vraag over de impact van de leidingen op de landbouwfunctie vooral wordt gesteld; dat het effectenonderzoek acht dat de effecten van de werkzaamheden op de grondkwaliteit (verslechtering van het bodemprofiel, inklinking en erosie, wijziging van de opvangcapaciteit) in dit geval a priori miniem zullen zijn en dat de maatregelen bepaald door Fluxys in zijn bestekken en de nu reeds overwogen aanvullende maatregelen in het kader van het effectenonderzoek betreffende de vergunning de vermindering van de gevolgen op de gronden tot een minimum zullen mogelijk maken en de verminderde productiviteit van de landbouwgronden na afloop van de werken zullen kunnen beperken; dat ze overigens herinnert dat de opbrengstverminderingen tijdens minstens drie jaar schadeloos gesteld worden;

Overwegende dat het in elk geval aan de vergunning toekomt om de maatregelen te treffen tijdens de bouwwerken en de grondherstellingswerken uit te voeren, waarbij Fluxys hieraan gevolg moet geven;

Overwegende dat, wat betreft de bescherming van de Natura 2000-gebieden waarin de voorgenomen leidingen komen te liggen, aangetoond wordt dat verscheidene maatregelen van dien aard zijn om de verwachte impact te verminderen, in het bijzonder deze, waarvan hierboven sprake is geweest, die voor werkgebieden beperkt tot 25 meter breed kiezen op het niveau van de gebieden 4, 7, 9, 10 en 11 van het milieueffectenonderzoek, wat de aanname van een alternatief aanslegschaem mogelijk maakt, waarbij de bouwmachines op de bestaande leiding kunnen rijden, die door panelen beschermd wordt;

Overwegende bovendien dat Fluxys NV op 24 september 2008 op basis van het besluit van de Waalse Regering van 20 november 2003 een aanvraag heeft ingediend om afwijking van de beschermingsmaatregelen van plant- en diersoorten, met uitzondering van de vogels, uitgevaardigd bij de wet over natuurbescherming; dat deze afwijking in het bijzonder het gebied 1 van het milieueffectenonderzoek betreft dat de kruising doorsnede vormt van de volgende leidingen met het Natura 2000-gebied zogenaamd « Basse vallée du Geer » en het gebied met een groot biologisch belang in Wareme (campagne d'Oleye) waar één van de laatste populaties van Europese hamsters huist; dat die toegekend is op 19 december 2008 op voorwaarde dat de voorzorgs- en verzachtingsmaatregelen strikt nageleefd worden; dat die maatregelen van dien aard zijn om de effecten van het werk op de betrokken plant- en diersoorten duidelijk te verminderen en, in het bijzonder, om te antwoorden op de vraag van de CRAT om het geheel van de voorschriften te nemen met het oog op de maximale beperking van de effecten van de werf op de hamsterpopulatie;

Overwegende dat wat betreft de kruising van de toekomstige leidingen met het Natura 2000-gebied « Vallée de la Gueule en amont de Kelmis » in Raeren (gebied 12 van het milieueffectenonderzoek) Fluxys NV gekozen heeft om de leiding door de methode van het gestuurd boren aan te leggen; dat het Departement natuur en bossen op datum van 23 april 2009 heeft te kennen gegeven dat deze methode populaties van beschermde diersoorten niet zou aantasten en sindsdien geen afwijking van de beschermingsmaatregelen van plant- en diersoorten van de wet over het natuurbehoud vereist;

Overwegende dat, wat de veiligheid betreft, Fluxys NV in de bebouwbare zones, de leidingen door een systeem van tralies of begraven betontegel zal moeten beschermen en dat ze de zelfdragende leidingen zal moeten vestigen op het niveau van de geologische verschuivingen van Hauset, op de grondgebieden Lontzen en Raeren;

Wat betreft de waardeverliezen en de schadeloosstellingen :

Overwegende dat sommigen bezwaren hebben in verband met het waardeverlies dat de doorgang van de leidingen op hun terrein zou veroorzaken;

Overwegende dat het tracé van de voorgenomen leidingen zich vooral in landbouwgebied bevindt; dat de aanwezigheid van leidingen helemaal niet in tegenspraak is met het gebruik waarvoor die terreinen bestemd worden, dat er bijgevolg geen beperking is wat betreft de normale landbouwactiviteiten die boven die leidingen plaatsvinden; dat er bijgevolg geen sprake kan zijn van een vermindering van de onroerende waarde van deze terreinen;

Overwegende dat de begunstigde op de wettelijke erfdienstbaarheid ten gunste van de eigenaar of houder van zakelijke rechten op het bezwaarde erf verplicht is een vergoeding uit te betalen; dat de eigenaar van het bezwaarde erf bovendien aan de begunstigde van deze erfdienstbaarheid, in dit geval Fluxys, mag vragen om het terrein te kopen; dat tenslotte de houder van een vervoervergunning tot het vergoeden van de aan derden veroorzaakte schade gehouden is, hetzij door de werken, hetzij door het gebruik van het bezwaarde erf, met name de opbrengstverminderingen op de landbouwgronden inbegrepen;

Wat betreft de milieuopvolging :

Overwegende dat, wat betreft de monitoring van de aanzienlijke gevolgen op het milieu van de aanwending van deze herziening van gewestplannen, bedoeld in artikel 2 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de Regering de maatregelen voorgelegd door het effectenonderzoek van de gewestplannen gedurende de fase van aanbouw van de leidingen overneemt, namelijk :

— de oprichting van een opvolgingscomité dat overigens verlangd is door het openbaar onderzoek; dit opvolgingscomité zal de vorm kunnen aannemen van een begeleidingscomité bepaald in artikelen D.29-25 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek;

— de uitvoering, vóór en na de werken, van analyses van de biologische en fysico-chemische kwaliteit van het water in de gebieden stroomafwaarts gelegen van de doorkruiste waterlopen;

Overwegende dat de door het effectenonderzoek voorgelegde opvolgingsmaatregelen om de incidenten gedurende de uitbatingsfase te beperken en het beheer ervan te bevorderen niet onder de milieubescherming vallen en ze bijgevolg niet door de Regering in aanmerking genomen zijn;

Overwegende dat het de vergunning die verstrekt zal worden te gevolge van deze herziening van gewestplannen toekomt, voornoemde maatregelen inzake milieuopvolging te treffen;

Overwegende dat, in het bijzonder, de oprichting van een opvolgingscomité de opvolging van de uitvoering van de werken, de uitvoering van de te nemen maatregelen als de leiding eenmaal aangelegd is en de efficiëntie van de uit te voeren controles, zoals hiervoor als voorbeeld vermeld, in het bijzonder de opgelegde maatregelen in het kader van de afgifte van een vergunning mogelijk zou maken;

Overwegende dat de in aanmerking genomen maatregelen weldegelijk afhankelijk zijn van de bescherming van het natuurlijk milieu en van de kwaliteit van de landbouwgronden, noemenswaardige effecten van het project in verband met de fase van de werken zijn;

Overwegende dat de Waalse Regering, tenslotte, op basis van de adviezen uitgebracht door de CRAT, de CWEDD, het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, de gemeenteraden van Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm en rekening houdend met de antwoorden op de bezwaren van zowel de CRAT als dit besluit, beslist om de herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik, Hoi-Borgworm goed te keuren, waarbij het ontwerp van herziening van 12 december 2008 onderworpen aan het openbaar onderzoek bevestigd wordt, op voorwaarde dat de reserveringsomtrek binnen het ZACCI Loën-Hallembaye kleiner wordt gemaakt;

Overwegende dat de milieuverklaring voorgenomen door artikel 44 van het Wetboek aan dit besluit bijgevoegd wordt;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering keurt de definitieve herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm goed (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N), met betrekking tot, overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde bijlage, een reserveringsomtrek voor 54,6 meter brede leidingen, namelijk 15,5 meter in het noorden en 39,1 meter in het zuiden, aan weerskanten van de bestaande leiding, behoudens uitzonderingen opgelegd door de plaatselijke context, op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm.

Art. 2. De milieuverklaring opgemaakt door de Waalse Regering op grond van artikel 44 van het Wetboek wordt als bijlage bij dit besluit gevoegd.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 4 februari 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
P. HENRY

Bijlage

Milieuverklaring betreffende de definitieve goedkeuring van de herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm houdende opnemings van een reserveringsomtrek voor leidingen met het oog op de aanleg van nieuwe aardgasleidingen langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N)

Deze herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm heeft betrekking op de opnemings van een reserveringsomtrek voor leidingen met het oog op de aanleg van nieuwe aardgasleidingen langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N).

De herziening van het gewestplan heeft het voorwerp uitgemaakt van de procedure bepaald in artikelen 42 tot 44 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, die chronologisch als volgt geordend is.

Op 15 maart 2007 heeft de Waalse Regering beslist de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm te herzien en het voorontwerp van herziening van de gewestplannen goedgekeurd met het oog op de opnemings van een reserveringsomtrek voor leidingen en een beschermingsomtrek met het oog op de aanleg van nieuwe aardgasleidingen langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm.

Op 12 juli 2007 heeft ze beslist om een effectenonderzoek over dit voorontwerp te laten uitvoeren en heeft ze de omvang en het niveau van nauwkeurigheid van dit onderzoek vastgesteld na advies van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » (CRAT), van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (CWEDD) en van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu te hebben ingewonnen.

Het effectenonderzoek van het gewestplan bepaald tot toepassing van artikel 42, lid 2, van het Wetboek wordt opgedragen aan het bureau Aménagement SC uit Brussel, erkend op grond van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, en van Boek I van het Milieuwetboek betreffende de beoordeling van de effecten op het milieu, ten gevolge van een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in de zin van artikel 17, § 2, 1^o, a), van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Het effectenonderzoek is uitgevoerd mits inachtneming van het bepaalde in artikel 42 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en van het bijzondere bestek; ze is gebaseerd op het effectenonderzoek van het ontwerp waarmee Vinçotte-Environnement NV door Fluxys NV belast werd en heeft het voorontwerp volledig geanalyseerd.

Overeenkomstig artikel 42, lid 7, van het Wetboek, wordt de CRAT over de resultaten van het onderzoek ingelicht. De Commissie heeft zich op 13 mei 2008 gunstig over dit onderzoek uitgesproken.

Op 12 december 2008 heeft de Waalse Regering het ontwerp van herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoei-Borgworm met het oog op de opneming van een reserveringsomtrek voor leidingen goedgekeurd met het oog op de aanleg van nieuwe aardgasleidingen langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N).

Dit ontwerp tot herziening is van 12 mei 2009 tot 3 juli 2009 aan het openbaar onderzoek onderworpen in de betrokken gemeenten. Er zijn informatievergaderingen georganiseerd in de gemeenten Juprelle, Dalhem en Lontzen, respectievelijk op 26 mei, 25 mei en 15 juni 2009; de raadplegingsvergaderingen die op 25 juni in Lontzen, op 3 juli in Bitsingen en Oupeye, op 6 juli in Plombières, op 7 juli in Wezet, op 8 juli in Raeren en Welkenraedt, op 9 juli in Juprelle en Borgworm en op 10 juli 2009 in Dalhem gehouden werden.

Het openbaar onderzoek heeft aanleiding gegeven tot 15 bezwaren, waarvan sommigen van dezelfde personen komen en andere van verscheidene personen.

De gemeenteraden van Dalhem en Welkenraedt hebben een gunstig advies uitgebracht op 30 juli 2009 en die van Borgworm op 24 augustus 2009.

De gemeenteraden van Oupeye, Wezet, Lontzen en Raeren hebben een voorwaardelijk gunstig advies uitgebracht op respectievelijk 23 juli, 27 juli, 3 augustus en 10 september 2009.

De adviezen van de gemeenten Bitsingen, Juprelle en Plombières werden gunstig geacht.

Het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Voeren heeft een gunstig advies uitgebracht op 1 juli 2009.

De afdeling « Ruimtelijke planning » van het Departement « Ruimtelijke Ordening, Woonbeleid en Onroerend Erfgoed » van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap heeft zijn advies op 13 juli 2009 uitgebracht, waarbij er geen enkel bezwaar tegen het ontwerp onderworpen aan het openbaar onderzoek is uitgebracht.

De CRAT heeft op 3 december 2009 een gunstig advies over het ontwerp uitgebracht. Ze stelt vast dat talrijke bezwaren afhankelijk zijn van de omstandigheden van de uitvoering van de toekomstige leidingen en niet van de herziening van het gewestplan en vraagt bijgevolg dat deze bezwaren, als ze geschikt zijn, in acht worden genomen bij de afgifte van de vergunning. Wat het tracé betreft, staat de Commissie achter de keuzen gemaakt door het ontwerp van herziening van de gewestplannen, met uitzondering van het doorkruisen van het ZACCI van Loën-Hallembaye, waarvoor ze acht dat de samenlegging van de leidingen langs het bestaande VTN-1-tracé gunstiger is op voorwaarde dat de toekomstige inrichting van het ZACCI, en de verplaatsing naar het Westen van de ontwerpen van leidingen in acht genomen worden om een dassenhol te beschermen en de splitsing van een reserveringsomtrek die daaruit voortvloeit bij de grens van Voeren.

De CWEDD heeft op 7 december 2009 eveneens een gunstig advies over het ontwerp uitgebracht. Ze vindt het echter niet redelijk om in een grote reserveringsomtrek op het ZACCI te voorzien, op gevaar om de inrichting van het toekomstige gebied aan te tasten en uit zijn voorkeur voor een bundeling langs de bestaande leiding toont. Ze keurt de verscheidene varianten van de afbakening van de reserveringsomtrek goed, met uitzondering van deze in het gehucht « Wind », waarover ze zich niet uitspreekt.

Het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu heeft van zijn kant op 11 december 2009 een gunstig advies uitgebracht op voorwaarde dat de geulen aangeaard worden om de groenbedekking zo goed mogelijk te herstellen en om de maatregelen mogelijk te maken die ze aanbeveelt om de aantasting van de kwaliteit van de doorkruiste waterlopen te voorkomen.

Het besluit van de Waalse Regering tot definitieve goedkeuring van de herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Borgworm, waarbij deze milieuverklaring gevoegd wordt, neemt de antwoorden van de CRAT op de bezwaren over en vult ze aan. Wat het tracé betreft, worden de voorstellen van zowel de Gemeenteraden van Wezet en Oupeye als van de CRAT en de CWEDD om de samenlegging van de leidingen langs het bestaande tracé VTN-1 mogelijk te maken in de doorgang van het ZACCI Loën-Hallembaye in overweging genomen, wat een vermindering inhoudt van de reserveringsomtrek binnen dit gebied in vergelijking met het ontwerp onderworpen aan het openbaar onderzoek.

Talrijke opmerkingen of wensen uit het openbaar onderzoek en het advies van de gemeenteraden vallen niet onder de inhoud van het gewestplan in de zin van artikel 23 van het Wetboek, maar, voor de meeste ervan, van de vergunningen die aangevraagd zullen kunnen worden ten gevolge van de procedure van herziening van het gewestplan.

Wat betreft de leefmilieu-overwegingen heeft deze verklaring alleen betrekking op deze waarvoor, bij ene of andere stap van het proces van herziening van de hierboven voorgelegde gewestplannen, een positieve of negatieve impact geïdentificeerd wordt. Ze legt de samenvatting vast van de wijze waarop dit besluit tot definitieve goedkeuring van de herziening de gewestplannen in acht genomen heeft, met verwijzing naar de tekst van het besluit en naar het advies van de CRAT voor gedetailleerde informatie. Er wordt vooral dieper ingegaan op het onderzoek van het tracé, de configuratie en de afbakening van de reserveringsomtrek in aanmerking genomen bij deze definitieve herziening

van het gewestplan : wat betreft hun opnemings in de gewestplannen beïnvloeden immers deze variabelen de impact dat de leidingen op het milieu kunnen hebben. Daarna volgen enkele overwegingen over de omstandigheden van de uitvoering van de werken die ook hun impact op het milieu kunnen beïnvloeden, hoewel deze niet onder hun opnemings in de gewestplannen vallen.

De aspecten van het milieu die onderworpen zouden kunnen worden aan aanzienlijke gevolgen op het milieu na de uitvoering van deze herziening van gewestplannen zijn het natuurlijke leefmilieu en de kwaliteit van de landbouwgrond.

Wat betreft het tracé, de afbakening, de principiële configuratie van de reserveringsomtrek.

Het voorontwerp van dit gewestplan heeft gekozen voor de aanleg van de nieuwe leiding parallel met de bestaande leiding op voorwaarde dat een voldoende tussenafstand nageleefd wordt om alle veiligheidsproblemen te voorkomen, om reden dat het a priori de beste vestiging betreft vanuit het standpunt van de ruimtelijke ordening om de drukfactoren maximaal te verminderen op de lokalisatie van de andere functies van het grondgebied en de milieueffecten, enerzijds, en vanuit het standpunt van de meest geschikte oplossing voor de exploitant, om de doorgang door de verplichte punten mogelijk te maken (grenspunten, installaties, afsluitersknooppunten,...) en de aanleg en de controle te vergemakkelijken, anderzijds; deze keuze sluit perfect aan bij het Waals structuurplan goedgekeurd door de Waalse Regering op 27 mei 1999 waarbij beslist wordt dat de aanleg van nieuwe gasleidingen zo dicht mogelijk bij de bestaande infrastructures moet plaatsvinden en dat deze samenlegging de wettelijke en de veiligheidsnormen moet naleven. Die houdt een omtrek van 25 meter in aan weerskanten van de as van de bestaande leiding die niet opgenomen is in het gewestplan. Deze configuratie wordt geacht de aanleg van de nieuw leiding op 8 meter van de bestaande leiding en, in geval van noodzakelijkheid op middellange termijn (na 2020) in functie van de vooruitgang van de gasmarkt, van een eventuele derde leiding mogelijk te maken, hetzij aan de andere kant, op ongeveer 8 meter van de bestaande leiding, hetzij aan dezelfde kant, op ongeveer 17 meter ervan.

Het effectenonderzoek van het gewestplan bekrachtigt het VTN-tracé dat het meest rechtstreekse tracé benadert rekening houdende met de verplichte doorgangspunten (waaraan de administratieve grenzen tussen Wallonië en Vlaanderen en de tunnels van de Maas en het Albertkanaal toegevoegd worden) en waarbij de bebouwingsgebieden zo goed mogelijk gespaard worden - wat een gunstig aspect is vanuit een veiligheidsstandpunt - alsmede de gevoelige omtrekken op milieuvlak; op dezelfde wijze bekrachtigt het de algemene lokalisatie van het ontwerp van de VTN-2-leiding en van de eventuele VTN-3-leiding parallel met de VTN-1-leiding, meer bepaald om de inneming van het grondgebied te verminderen, het beheersrisico te verbeteren en de gevolgen voor het milieu in de gevoelige omtrekken reeds getroffen door de aanleg van de VTN-1-leiding te beperken; vanuit een technisch standpunt vergemakkelijkt dit parallelisme de naleving van de verplichte doorgangen en maakt het gebruik van de bestaande technische uitrusting mogelijk. Het effectenonderzoek van het gewestplan concludeert dat de aanleg van de eventuele derde leiding aan dezelfde kant als de tweede een besparing is wat de inneming betreft tijdens de werkfase; het acht in het algemeen dat de oprichting van het tracé van beide ontwerpen van leidingen ten zuiden van de bestaande leiding beter is om de Natura 2000-gebieden te bewaren. Wat de afbakening en de principiële configuratie van de reserveringsomtrek betreft, beveelt het effectenonderzoek aan om naast het reserveringsgebied de beschermings- en de werkgebieden betreffende de oprichting van VTN-2 en VTN-3 in de reserveringsomtrek te omvatten; de reserveringsomtrek moet 54,6 meter breed zijn en ongeveer 12 meter (11,8 precies) afwijken van de voorgenomen leidingen; bijgevolg is het aangewezen om in principe de nieuwe leidingen ten zuiden van de bestaande leiding aan te leggen, op voorwaarde dat er een tussenafstand van 7 meter tussen VTN-1 en VTN-2 ligt en van 8 meter tussen VTN-2 en VTN-3, en te dien einde, om in een reserveringsomtrek van in principe 54,6 meter breed te voorzien, namelijk 15,5 meter ten noorden en 39,1 meter ten zuiden van de as van de bestaande leiding VTN-1.

Het principe van parallelle nieuwe leidingen met de bestaande leiding en de door het effectenonderzoek aanbevolen configuratie en afbakening werden door de Regering weerhouden in haar besluit van 12 december 2008 tot goedkeuring van de herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm en werden over het algemeen niet betwist tijdens de procedure van herziening van de gewestplannen.

In zijn advies stelt de CWEDD immers vragen bij de nauwkeurigheid van de gebruikte cijfers betreffende de afstanden tussen de leidingen en de gevolgen die daaruit zouden kunnen voortvloeien; die vrees is ongegrond en de gebruikte cijfers zijn juist: de raad heeft in feite niet rekening gehouden met het verschil dat zou moeten worden gemaakt naarmate de leidingen gemeten worden tussen de buitenwanden of tussen de assen.

Zowel het voorontwerp als het ontwerp tot herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm voorzagen binnen de reserveringsomtrek in een beschermingsomtrek (van de ondergrondse netwerken voor het vervoer van vloeibare stoffen en energie waar alleen werken of handelingen van openbare nut toegelaten worden of werken betreffende deze netwerken) in de zin van artikel 23, lid 1, 3°, van het toen van kracht zijnde Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium; die niet in kaart gebracht beschermingsomtrek werd met het reserveringsgebied gelijkgesteld in de zin van koninklijk besluit van 24 januari 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 tot vaststelling van de te nemen beschermingsmaatregelen tijdens de oprichting en tijdens de exploitatie van de inrichtingen voor gasvervoer d.m.v. leidingen.

Het decreet van 30 april 2009 tot wijziging van het Waals wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid heeft, artikel 12, deze notie van grafische voorstelling van de beschermingsomtrek afgeschaft. Deze afschaffing is echter niet van dien aard om de beschermingsmaatregelen te verminderen die gelden voor de bestaande en de aan te leggen leidingen, waarbij deze vastgelegd blijven door het voornoemde reserveringsgebied.

Ondanks de voordelen van het voorgenomen principe van parallelisme van de nieuwe leidingen met de bestaande leiding stelt het voorontwerp evenwel vast dat het tracé gebieden bestemd voor bebouwing doorkruist, namelijk 700 meter woongebied met landelijk karakter, 775 meter industriële bedrijfsruimte, 1 760 meter gebied (met een industrieel karakter) waarvan de bestemming nog niet vaststaat en 500 meter ontginningsgebied en dat ongeveer 70 gebouwen gevestigd zijn op minder dan 50 meter van het tracé.

Er wordt eveneens vastgesteld dat het huidige tracé voor het VTN-2 ontwerp door Natura 2000-gebieden loopt : « Vallée de la Gueule en aval de La Calamine », « Vallée de la Gueule en amont de La Calamine », « Basse vallée du Geer » en « Basse Meuse et Meuse mitoyenne » over een totale lengte van 2 600 meter; die voorziet dus, overeenkomstig het advies van 22 augustus 2006 van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu dat een precieze biologische inventaris van de doorkruiste Natura 2000-gebieden uitgevoerd zal worden in het kader van het effectenonderzoek van het gewestplan om de compenserende en verzachtingsmaatregelen die eventueel noodzakelijk kunnen zijn, te nemen.

In het algemeen bevestigt het effectenonderzoek dat de uitvoering van de wijziging van het gewestplan geen rechtstreekse negatieve opmerkelijke gevolgen zal veroorzaken inzake de lucht en het klimaat, zeer beperkte in de tijd gevolgen zal veroorzaken inzake geluidsemissies waarbij deze emissies tijdens de werkzaamheden in het algemeen uitsluitend overdag waar te nemen zijn, geringe hydrogeologische gevolgen zal hebben, zeer kleine risico's op incidenten inhoudt, visuele gevolgen op lange termijn zal hebben die slechts plaatselijk merkbaar zullen zijn en kleine gevolgen zal veroorzaken voor de beweeglijkheid, de netwerken en infrastructuur.

De nadruk wordt evenwel gelegd op verscheidene aanzienlijke gevolgen die de uitvoering van de herziening van de gewestplannen op de innemingszone van de werkzaamheden zal hebben :

— tijdelijk opschorten van de landbouwbedrijvigheid en gevolgen voor de grond - verslechtering van het bodemprofiel, inklinking en erosie, wijziging van de opvangcapaciteit - die tot variabele opbrengstverliezen van de 123 ha van het betrokken landbouwgebied kunnen leiden;

— maximale ontbossing van 2,7 ha;

— aanzienlijke storing van de plantengroei, met inbegrip van heggen en de rechtstreekse en onrechtstreekse negatieve gevolgen voor de landelijke fauna alsook voor de fauna en flora van de waterlopen waarlangs de leiding d.m.v. de grondduiker gelegen is, eventuele destructie van specimens behorende tot beschermde soorten, plaatselijke negatieve gevolgen voor de Natura 2000-gebieden waarvan de integriteit echter niet bedreigd wordt, tot bevestiging van de resultaten van het effectenonderzoek op het milieu gevoerd door het bureau Vinçotte-Environnement NV met de hulp van VZW Groupement Inter-universitaire de Recherches en Ecologie Appliquée (GIREA) in het kader van de procedure m.b.t. de afgifte van een vergunning, dat concludeert dat de aanleg van de VTN-2 kleine of niet significante gevolgen zal hebben in de zin van het Decreet Natura 2000;

— alsmede de wettelijke erfdiensbaarheden van openbare nut verbonden aan het reserveringsgebied die een vermindering van de grondwaarde kunnen veroorzaken voor de terreinen gelegen in woongebied met landelijk karakter in dit gebied.

Het effectenonderzoek heeft het nauwkeurige tracé, de afbakening en de configuratie van de reserveringsomtrek onderzocht, namelijk ten opzichte van het doel tot beperking van de milieugevolgen, en heeft verscheidene varianten en verzachtingsmaatregelen in dit opzicht overwogen.

Wat betreft het nauwkeurige tracé van de reserveringsomtrek :

Het nauwkeurige tracé van de reserveringsomtrek is niet onderworpen aan bijzondere vragen gedurende de procedure van herziening van de gewestplannen, met uitzondering van de hierboven voornoemde punten.

In het ZACCI van Loën-Hallembaye.

In het ZACCI van Loën-Hallembaye stelt het effectenonderzoek een alternatief oostelijk tracé voor op de grondgebieden van Wezet en Oupeye om een betere inrichting van de zone mogelijk te maken op voorwaarde dat de bestaande leiding naar het nieuwe tracé verplaatst zou kunnen worden.

Met het oog op het mogelijk maken van de keuze van het tracé dat een redelijke vestiging van de zone mogelijk maakt voorziet het ontwerp tot wijziging van de gewestplannen onderworpen aan het openbaar onderzoek in de opening van een grote reserveringsomtrek binnen het ZACCI van Loën-Hallembaye omvattende het huidige VTN-1-tracé (indien nieuwe leidingen parallel met de bestaande leiding aangelegd worden) en het oostelijke alternatieve tracé aanbevolen door het effectenonderzoek (indien de bestaande leiding naar het nieuwe tracé verplaatst wordt).

SPI+ acht, hierbij gesteund door de stad Wezet en de gemeente Oupeye, dat het oostelijke alternatieve tracé voorgesteld door het effectenonderzoek om verscheidene redenen niet passend is : het zou niet resulteren in een lager ruimtegebruik en zou vanuit een veiligheidsstandpunt geen geschikte lokalisatie voor de verbindingsweg van de zone vanaf de N602 zijn; vanuit het standpunt van het beheer van de overheidsmiddelen zouden de aan de verplaatsing van de leiding bestede bedragen oordeelkundiger gebruikt kunnen worden voor de oprichting van de zone; bovendien zou de inrichting van een verbindingsweg binnen het gebied overwogen kunnen worden parallel met de bestaande en de aan te leggen leidingen en een goede bescherming ten opzichte van die laatstgenoemde vormen; het wenst daarom zijn advies over het beste tracé van de toekomstige algemene toegangsweg voor te behouden, waarbij het onderzoek over de ordening van het gebied niet toegekend is.

De CRAT steunt de wensen van SPI+, waarbij ze de samenlegging van de leidingen langs het bestaande VTN-1-tracé gunstiger acht, op voorwaarde dat de toekomstige ordening van het ZACCI in acht genomen wordt; de CWEDD acht van zijn kant dat het niet redelijk is om in een grote reserveringsomtrek op het ZACCI te voorzien op gevaar af, de toekomstige inrichting van het gebied aan te tasten en toont zijn voorkeur voor een groepering van de leidingen langs de bestaande leiding.

De Regering heeft het voornemen om zich achter die adviezen te scharen, waarbij de voorkeur uitgaat naar de samenlegging van de toekomstige leidingen langs de VTN-1.

Voor zover twee andere leidingen van Fluxys NV zich reeds binnen het ZACCI bevinden ten westen van de VTN-1, namelijk de DN400 Oupeye (Haccourt) - Lanaken, en de DN150 Wezet (Loën) - Lixhe enerzijds en voor zover de gemeenteschool van Loën zich in het Westen bevindt, anderzijds, wordt het evenwel wenselijk geacht om in de aanleg van VTN-2 en VTN-3 ten oosten van VTN-1 te voorzien, omdat het technisch mogelijk is om het interne wegennet boven de bestaande of de voorgenomen leidingen te vestigen.

Nochtans opteert de Regering voor de inrichting van een reserveringsomtrek 39,1 meter breed aan weerskanten van VTN-1-as om alle opties inzake de aanleg van nieuwe leidingen binnen het ZACCI mogelijk te maken, alsook de reserveringsomtrek tot het strikt noodzakelijke af te bakenen.

Gehucht « Wind ».

Het ontwerp tot wijziging van het gewestplan onderworpen aan het openbaar onderzoek bestaat erin voor het tracé van de voorgenomen leidingen in het gehucht « Wind » te kiezen dat aanzienlijk van de bestaande leiding afwijkt om voor het tracé ten zuiden van de boerderij Wind te kiezen, gelet op de aanwezigheid van een bebouwd terrein met een woonhuis ten noorden van de bestaande leiding om de mogelijkheden van de landbouwactiviteiten van de boerderij WIND gelegen ten zuiden ervan niet op het spel te zetten.

Sommige eisers verwerpen zich tegen de keuze gemaakt door het ontwerp tot wijziging van het gewestplan onderworpen aan het openbaar onderzoek, in het gehucht « Wind », waarbij beslist wordt voor een tracé van de voorgenomen leidingen te kiezen dat duidelijk van de bestaande leiding afwijkt, om reden dat de aanleg van een derde leiding heden hypothetisch is en dat het mogelijk is dat de varkensfokkerij dan mogelijk niet meer zou bestaan, in welk geval dat probleem zichzelf opheft; bovendien wordt niet aangetoond dat het vanuit een stedenbouwkundig standpunt meer geschikt is om het tracé van beide VTN-1- en VTN-2-leidingen te splitsen en dat het parallelisme van de tracés de gevolgen voor de natuur daarentegen beperkt.

De CRAT toont zijn voorkeur voor het tracé van de reserveringsomtrek van het ontwerp tot wijziging van het gewestplan onderworpen aan het openbaar onderzoek, waarbij geacht wordt dat het tracé parallel met de bestaande leiding de uitbreidingsmogelijkheden van de varkensstal gelegen in de buurtschap « Wind » zou op het spel zetten, de voortzetting van de landbouwactiviteit zou aantasten en een jonge hoogstamboomgaard zou doorsteken; de CWEDD is van oordeel dat die zich niet over het verzoek kan uitspreken.

De Regering deelt het advies en de argumentatie van de CRAT. Bovendien acht zij dat het van goed beheer is dat een beslissing inzake ruimtelijke ordening de zwaarste eventuele omstandigheden op lange termijn in acht neemt, wat inhoudt dat er rekening wordt gehouden met de eventuele aanleg van een derde leiding in de toekomst, wat niet het geval is in het effectenonderzoek betreffende de vergunning, en dat de toekomstige verwijdering van het varkensbedrijf buiten beschouwing wordt gelaten; het is niet realistisch om de doorgang van twee nieuwe leidingen parallel met de bestaande leiding in overweging te nemen, ongeacht de daarvoor gekozen configuratie (VTN-2 ten zuiden van VTN-1 in alle gevallen; VTN-3 ofwel ten noorden van VTN-1 op een axiale afstand van 4,65 meter van het bebouwde of het omheinde perceel gelegen ten noorden van VTN-1 op een axiale afstand van 13,75 meter ervan, wat de door het effectenonderzoek gevoerd in het kader van de herziening van de gewestplannen gekozen mogelijkheid is, ofwel ten zuiden van VTN-2, op een axiale afstand van 4,5 meter van het varkensbedrijf); die optie betekent onvermijdelijk dat het reserveringsgebied gedeeltelijk ingenomen zou worden (in de zin van het koninklijk besluit van 24 januari 1991 tot wijziging van koninklijk besluit van 11 maart 1966 tot vaststelling van de te nemen veiligheidsmaatregelen tijdens de aanleg en in de exploitatie van de inrichtingen voor gasvervoer door middel van leidingen) hetzij op het bebouwde en omheinde perceel gelegen ten noorden van de bestaande leiding, hetzij op het varkensbedrijf gelegen ten zuiden ervan.

Die acht in elk geval dat de doorgang van de enige leiding VTN-2 parallel met de bestaande leiding ten zuiden ervan, op een axiale afstand van 13,6 meter in dit geval niet tegemoetkomt aan het bezwaar geuit tijdens het openbaar onderzoek waarbij het tracé voorgenomen door het ontwerp van herziening van de gewestplannen het rechtlijnigste en het kortste is, en bijgevolg het minste landbouwgronden opoffert, en schade zou toebrengen aan een jonge hoogstamboomgaard; het probleem van het VTN-3-tracé zou overigens met deze mogelijkheid onopgelost blijven.

Bijgevolg acht de Regering dat het beter is om van de algemene regel van groepering en parallelle leidingen af te wijken, om de voorkeur te verlenen aan het tracé VTN-2 en VNT-3 ten zuiden van de boerderij Wind; dat de betrokken terreinen zich in landbouwgebied bevinden en dat in dit geval de aanwezigheid van leidingen helemaal niet in tegenspraak is met het bestemde gebruik van die terreinen, daar er boven die leidingen geen enkele beperking ten opzichte van de normale landbouwactiviteiten bestaat; dat het gekozen tracé overigens niet rechtlijnig is, om tegemoet te komen aan zoveel mogelijk betrokken eigenaren.

Het gehucht « Buchenbusch ».

Overeenkomstig het voorontwerp en de conclusie van het effectenonderzoek kiest het ontwerp tot herziening van de gewestplannen voor het parallelisme van de bestaande en nieuwe leidingen.

Het echtpaar Wiese-Küsters, bij wie andere bezwaardindieners zich aansluiten, achten dat het bosgebied van Buchenbusch, dat een Natura 2000-gebied vormt, niet beschadigd mag worden door de doorgang van een nieuwe leiding, des te meer daar er andere mogelijkheden voor het tracé bestaan (3 ervan worden vermeld) die hetzij via het noordoosten om het bos heen zouden lopen, hetzij langs de rand van het bos zouden lopen waarbij de negatieve gevolgen van de doorgang en het aantal om te hakken bomen verminderd zouden worden en op verschillende manieren verbonden zouden worden met het tracé achter het bos voorgenomen door het ontwerp van gewestplannen; ze vermelden overigens dat de noordoostelijke hoek van hun terrein, dat ongeveer 30 fruitbomen bevat en dat een groenscherm vormt dat als visuele en geluidsbescherming werkt ten opzichte van de SST-lijn, opgeofferd zou worden en, tenslotte, dat hun onroerende goederen een ernstige waardevermindering zouden ondergaan.

De gemeente Raeren steunt het door het echtpaar Wiese-Küsters voorgelegd alternatieve tracé niet omdat dit andere privéterreinen zou aantasten en een doorgang in een tot nu toe intact bosgebied zou veroorzaken met als gevolg, nieuwe verminderingen van de waarde van het bosbestand.

De CRAT staat om dezelfde redenen achter het advies van de gemeente en de CWEDD brengt een gunstig advies uit voor de lokale variant van de afbakening van de reserveringsomtrek zoals voorgenomen door het ontwerp tot wijziging van het gewestplan onderworpen aan het openbaar onderzoek.

De Regering staat achter de adviezen van de gemeente en van de CRAT om de opgegeven redenen; ze voegt er op basis van de resultaten van het effectenonderzoek aan toe dat de door Fluxys NV voorgenomen maatregelen zoals het invoeren van een alternatief aanlegschem (verkeer van de bouwmachines op de bestaande leiding die beschermd worden) de beperking van het innemingsgebied tot 25 meter en lokaal tot 21 meter mogelijk maakt in de doorgang van het Natura 2000-gebied, wat van dien aard is dat de gevolgen tijdens de werken beperkt worden; aanvullende verzachtingsmaatregelen kunnen vastgelegd worden in samenspraak met het Departement Natuur en Bossen, zoals voorgelegd door het effectenonderzoek; dit geheel van maatregelen is afhankelijk van de vergunning, met uitzondering van de bepaling van een reserveringsomtrek waarvan de breedte kleiner gemaakt wordt. Overigens bevinden de terreinen behorende tot het echtpaar Wiese-Küsters en doorkruist door de voorgenomen leidingen zich in landbouwgebied; en in dit geval is de aanwezigheid van leidingen helemaal niet in tegenspraak met het gebruik waarvoor die terreinen bestemd worden, daar er geen beperking is wat betreft de normale landbouwactiviteiten die boven die leidingen plaatsvinden; er mag dus geen sprake zijn van een vermindering van de onroerende waarde van deze terreinen.

Bij de grens met de gemeente Voeren.

Op het grondgebied van Dalhem voorziet het ontwerp van het gewestplan bij de grens met de gemeente Voeren, overeenkomstig de conclusies van het effectenonderzoek tot bevestiging van de conclusie van de MER (Milieu Effect Rapportage) doorgevoerd in het Vlaams Gewest in een verplaatsing ten westen van de ontwerpen van leidingen om een dassenhol te beschermen en in de splitsing van de reserveringsomtrek die daaruit voortvloeit.

Hoewel deze keuze niet betwist werd gedurende het openbaar onderzoek, acht de CRAT dat die zinloos is.

De Regering acht het niet noodzakelijk om het voorgenomen tracé goedgekeurd door het Vlaams Gewest in twijfel terug te trekken om voor de continuïteit van de leiding te zorgen.

Wat betreft de nauwkeurige afbakening en configuratie van de reserveringsomtrek.

Naast voornoemde aanbevelingen wat het nauwkeurige tracé betreft, stelt het effectenonderzoek voor om de principiële configuratie en/of breedte van de reserveringsomtrek aan te passen om technische (betere aansluiting op de bestaande uitrusting, verplichte doorgangen door de bestaande tunnels onder het Albertkanaal en de Maas, het vermijden van een mijnschacht of een karstgebied), stedenbouwkundige (nabijheid van woonhuizen) of milieuredenen (doorgang van Natura 2000-gebieden).

Deze voorstellen werden opgenomen in het ontwerp tot herziening van de gewestplannen en werden niet betwist tijdens het openbaar onderzoek. Die beogen namelijk om de bekommernissen inzake de bescherming van de Natura 2000-gebieden doorkruist door de nieuwe leidingen en inzake de veiligheid van mensen in aanmerking te nemen (de leidingen van de naaste woonhuizen verwijderen, een mijnschacht of een karstgebied te vermijden die de stabiliteit van de leidingen zouden kunnen bedreigen).

Wat betreft de uitvoeringsvoorwaarden van de werken.

Veel opmerkingen en bezwaren hebben betrekking op de maatregelen te treffen vóór het begin van de werken, gedurende de werken en dan ook, wanneer ze beëindigd worden.

Dit geldt voor :

- het verzoek om een waarborg te vormen om de conforme uitvoering van de werken te garanderen;
- de aanvragen met het oog op de uit te voeren werkmethoden tijdens de werken om de toegang tot de landbouwpercelen te houden, de goede functionering van de bestaande drainages te garanderen, de bodemverdichting te vermijden, de opslag van goede gronden te garanderen,...;
- de aanvragen met het oog op de maatregelen die getroffen moeten worden zodra de leiding aangelegd is, zoals de herstelling van de kwaliteit van de landbouwgronden, de overplanting van de omgehakte bomen en heggen, de bescherming van de leidingen,...;
- de aanvragen i.v.m. de uit te voeren controles (oprichting van een begeleidingscomité, contrôle van de kwaliteit van de gronden door een plaatselijke organisatie, regelmatige contrôle van de leidingen,...)

Deze opmerkingen en bezwaren vallen buiten de herziening van het gewestplan, maar moeten - zoals door de CRAT gevraagd - in acht genomen worden, wanneer de vergunning betreffende de leidingen afgegeven wordt, als ze tenminste passend zijn.

Zo blijkt dat de vraag i.v.m. de gevolgen van de leidingen op de landbouwactiviteiten vooral van toepassing te zijn op de omstandigheden waarin de leidingen aangelegd zullen worden. Wat dat betreft, acht het effectenonderzoek dat de effecten van de werkzaamheden op de grondkwaliteit (verslechtering van het bodemprofiel, inklinking en erosie, wijziging van de opvangcapaciteit) in dit geval a priori miniem zullen zijn en dat de maatregelen bepaald door Fluxys in zijn bestekken en de aanvullende maatregelen, nu reeds overwogen in het kader van het effectenonderzoek betreffende de vergunning de vermindering van de gevolgen op de gronden tot een minimum herleid kunnen worden en de verminderde productiviteit van de landbouwgronden na afloop van de werken beperkt kan worden; ze wijst er overigens op dat er tijdens minstens drie jaar schadeloosstellingen uitgekeerd worden voor opbrengstverminderingen.

In elk geval is het de vergunning die de maatregelen moet vastleggen, te treffen tijdens de bouwwerken en de grondherstellingswerken, waarbij Fluxys de taak heeft om deze uit te voeren.

Voor wat betreft de impact van de leidingen op het natuurlijk milieu en in het bijzonder de Natura 2000-gebieden, acht het effectenonderzoek naast de aanpassingen overwogen in de configuratie en/of de afbakening van de reserveringsomtrek die in het gewestplan opgenomen moet worden, dat verscheidene maatregelen die impact kunnen verminderen, in het bijzonder de maatregelen die ertoe strekken de werkgebieden van minder dan 25 meter breed ter hoogte van de gebieden 4, 7, 9, 10 en 11 van het effectenonderzoek aan te nemen, waardoor de aanneming van een alternatief aanlegplan mogelijk wordt volgens hetwelk de werfhuizen op de bestaande leidingen kunnen rijden, beschermd door panelen.

Bovendien heeft Fluxys NV op 24 september 2008 op basis van het besluit van de Waalse Regering van 20 november 2003 een aanvraag ingediend met het oog op de afwijking van beschermingsmaatregelen van plant- en diersoorten, met uitzondering van de vogels, uitgevaardigd bij de wet over natuurbescherming; deze afwijking betreft in het bijzonder het gebied 1 van het milieueffectenonderzoek dat de kruising vormt van de volgende leidingen met het Natura 2000-gebied zogenaamd « Basse vallée du Geer » en het gebied van groot biologisch belang in Borgworm (campagne d'Oleye), waar een van de laatste populaties van de Europese hamster huist; die is toegekend op 19 december 2008 op voorwaarde dat de voorzorgs- en de verzachtingsmaatregelen strikt nageleefd worden. De Regering acht dat deze maatregelen van dien aard zijn om de negatieve gevolgen van de werken voor de betrokken plant- en diersoorten aanzienlijk te verminderen, en, in het bijzonder, om de vraag van de CRAT te beantwoorden dat het geheel van deze maatregelen in acht genomen worden om de effecten van de werken op de populatie van hamsters zo veel mogelijk te verminderen.

Tenslotte heeft Fluxys NV wat betreft de kruising van de toekomstige leidingen met het Natura 2000-gebied « vallée de la Gueule en amont de Kelmis » in Raeren (gebied 12 van het milieueffectenonderzoek) gekozen om de leiding door de methode van het gestuurd boren aan te leggen. Het Departement Natuur en Bossen heeft op 23 april 2009 bekendgemaakt dat deze methode de beschermde populaties van soorten niet zou aantasten en vereist dus geen afwijking van de beschermingsmaatregelen van plant- en diersoorten van de wet over het natuurbehoud.

Wat betreft de veiligheid van de mensen, beveelt het effectenonderzoek aan dat Fluxys in bebouwde gebieden de leidingen door een systeem van tralies of begraven betontegels beschermt en dat die zelfdragende leidingen gevestigd worden op het niveau van de geologische verschuivingen van Hauset, op het grondgebied van respectievelijk Lontzen en Raeren.

Wat betreft de waardeverliezen en de schadeloosstellingen.

Sommigen hebben bezwaar ingediend over het waardeverlies dat de doorgang van de leidingen op hun terrein zou veroorzaken.

Het tracé van de voorgenomen leidingen bevindt zich vooral in landbouwgebied, waar de aanwezigheid van leidingen helemaal niet in tegenspraak is met het gebruik waarvoor die terreinen bestemd worden, daar er geen beperking is wat betreft de normale landbouwactiviteiten die boven die leidingen plaatsvinden; er kan dus geen sprake zijn van een vermindering van de onroerende waarde van deze terreinen.

Daarbij dient nog te worden aangestipt dat de begunstigde van de wettelijke erfdiensbaarheid verplicht is een vergoeding uit te betalen ten gunste van de eigenaar of houder van zakelijke rechten op bezwaarde erf; bovendien mag de eigenaar van het bezwaarde erf aan de begunstigde van deze erfdiensbaarheid, in dit geval Fluxys, vragen om dit terrein te kopen; tenslotte is de houder van een vervoervergunning gehouden tot het vergoeden van de aan derden veroorzaakte schade, hetzij door de werken, hetzij door het gebruik van het bezwaarde erf, met name de opbrengstverminderingen op de landbouwgronden inbegrepen.

Wat betreft de milieuopvolging.

Wat betreft de opvolging van de aanzienlijke gevolgen voor het milieu van de uitvoering van deze herziening van gewestplannen neemt de Regering de maatregelen voorgenoemen door het effectenonderzoek van de gewestplannen gedurende de fase van aanleg van de leidingen over, namelijk :

— de oprichting van een opvolgingscomité overigens gewenst door het openbaar onderzoek; dit opvolgingscomité zal de vorm kunnen aannemen van een begeleidingscomité bepaald in artikelen D.29-25 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek;

— de uitvoering, vóór en na de werken, van analyses van de biologische en fysisch-chemische kwaliteit van het water in de gebieden stroomafwaarts gelegen van de doorkruiste waterlopen.

Daarentegen vallen de door het effectenonderzoek voorgelegde opvolgingsmaatregelen om de incidenten gedurende de uitbatingfase te beperken en het beheer ervan te bevorderen niet onder het milieu en dus worden ze niet door de Regering weerhouden.

Die milieupvolgingsmaatregelen, die weldegelijk onder de bescherming van het natuurlijk milieu en de kwaliteit van de landbouwgronden vallen - die namelijk aanzienlijke effecten van het ontwerp gebonden aan de fase van de werkzaamheden zijn - worden vastgesteld door de vergunning die afgeleverd zal moeten worden ten gevolge van deze herziening van gewestplannen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010 tot definitieve goedkeuring van de herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoi-Borgworm houdende opneming van een reserveringsomtrek voor leidingen met het oog op de aanleg van nieuwe aardgasleidingen langs het VTN-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N).

Namen, 4 februari 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Het advies van de « Commission régionale de l'Aménagement du Territoire » van 3 december 2009 wordt hieronder bekendgemaakt.

Advies van de « CRAT » betreffende de aanvraag om herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen-Luik en Hoi-Borgworm met het oog op de opneming van een reserveringsomtrek voor leidingen en van een beschermingsomtrek met het oog op de aanleg van nieuwe aardgasleidingen langs het RTR-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm

1. INLEIDING

1.1. Aanhangigmaking en antwoord

• In zijn brief ontvangen op 15 oktober 2009 heeft het operationele Directoraat-generaal (DGO4) Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie het advies van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) » (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) over bovenvermeld ontwerp ingewonnen, waarbij het erom verzocht heeft dat dat advies binnen een termijn van 60 dagen overgemaakt wordt. De afdeling « normatieve inrichting » van de « CRAT » werd belast met de voorbereiding van het advies.

• Overeenkomstig artikel 43, § 4, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium heeft het advies van de « CRAT » betrekking op het dossier dat bestaat uit het ontwerp van plan samen met het effectenonderzoek en uit de bezwaren, opmerkingen, processen-verbaal en adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek.

Nadat ze kennis heeft genomen van het geheel van de hierbovenvermelde elementen van het dossier en na analyse ervan brengt de « CRAT » het volgende advies uit :

1.2. Voorgeschiedenis

De « CRAT » heeft reeds de volgende adviezen over dat ontwerp uitgebracht :

— op 29 juni 2007 heeft de « CRAT » een advies uitgebracht over het voorontwerp van herziening van het gewestplan en over de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek (Ref. : 07/CRAT.A 602-AN);

— op 13 mei 2008 heeft de « CRAT » een advies uitgebracht over het voorontwerp van herziening van het gewestplan (Ref. : 08/CRAT A.677-AN).

1.3. Context van het ontwerp

Het ontwerp heeft betrekking op de herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen-Luik en Hoi-Borgworm met het oog op de opneming van een reserveringsomtrek voor leidingen en van een beschermingsomtrek met het oog op de aanleg van nieuwe aardgasleidingen langs het RTR-tracé Raeren (Eynatten) - Oupeye (Haccourt) - Opwijk - Zeebrugge op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm.

Het ontwerp bestaat erin om een reserveringsomtrek op te nemen voor 54,5 meter brede leidingen, namelijk 15,5 meter in het noorden en 39 meter in het zuiden, aan weerszijden van de bestaande leidingrichting, behoudens uitzonderingen opgelegd door de plaatselijke context.

2. ADVIES

2.1. Algemene opmerkingen

In haar voorafgaandelijke adviezen heeft de « CRAT » aangetoond dat ze met de gepastheid van het ontwerp instemde. Aangezien de gasmarkt in België toeneemt, is het dan ook noodzakelijk de vervoerscapaciteit te verhogen om in te spelen op de toekomstige behoeften.

De « CRAT » wijst ook op de wil van de Waalse Regering om de veiligheid te waarborgen door de leidingen samen te brengen.

Bij het doornemen van de bezwaren voortvloeiend uit het openbare onderzoek stelt de « CRAT » vast dat talrijke bezwaren de uitbatingsvoorwaarden voor de toekomstige leidingen en niet de herziening van het gewestplan betreffen.

Daarom verzoekt de « CRAT » erom dat er met die bezwaren, indien ze gepast zijn, rekening wordt gehouden bij de afgifte van de globale vergunning betreffende de leidingen.

2.2. Over de herziening van het gewestplan

Nadat ze kennis heeft genomen van het geheel van de hierbovenvermelde elementen van het dossier, brengt de « CRAT » een gunstig advies over het ontwerp uit.

De « CRAT » oppert evenwel de volgende opmerkingen en bezwaren :

- Over het tracé van de reserveringsomtrek ter hoogte van Buchenbusch te Raeren

De « CRAT » spreekt zich gunstig uit ten aanzien van het ontwerp van tracé van de reserveringsomtrek ter hoogte van Buchenbusch dat vermeld staat in het ontwerp van besluit en gaat er van uit dat het alternatieve tracé voorgesteld door bezwaarindieners in het kader van het openbare onderzoek niet gepast is. Ze ondersteunt immers de argumentatie van de gemeente Raeren die erop wijst dat « dat tracé andere privé-terreinen zou treffen en het aanleggen van een nieuwe weg in een bosgebied dat tot nu toe intact is gebleven, met zich zou brengen met nieuwe verminderingen van de waarde van het bosbestand als gevolg ».

- Over het tracé van de reserveringsomtrek op de plaats met de veldnaam « Wind » te Lontzen

De « CRAT » vestigt de aandacht op het feit dat het voorgestelde tracé (in het zuiden van de bestaande leiding) de uitbreidingsmogelijkheden van een varkensmesterij op de plaats met de veldnaam « Wind » te Lontzen op het spel zou zetten. Het zou ook nadelig kunnen zijn voor de voortzetting van de landbouwactiviteit en zou dwars door een hoogstamboomgaard lopen. De RTR-2-leiding zou zich immers op een afstand van 13, 5 meter ten opzichte van de landbouwgebouwen bevinden en de RTR-3-leiding op een afstand van 4,5 meter.

Om die effecten te beperken geeft de « CRAT » de voorkeur aan het tracéalternatief dat in de reserveringsomtrek voor de toekomstige leidingen in het zuiden van de landbouwbedrijf voorziet.

- Over het doorkruisen van het gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is te Loën

De « CRAT » merkt op dat het ontwerp van besluit voorziet in de opnemings van een belangrijke reserveringsomtrek ter hoogte van het gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is te Loën daar het acht dat het te vroeg is om een afbakingsalternatief te kiezen zolang de intercommunale SPI+ niet over precieze topografische kaarten en over voorontwerpen van uitrustingen in het kader van de toekomstige ontsluiting van het gebied beschikt. Die belangrijke omtrek omvat het huidige tracé van de RTR-1-leiding en een alternatief tracé in het oosten.

De « CRAT » ondersteunt het standpunt van de SPI+ die van mening is dat het niet verstandig is om in een alternatief tracé in het oosten van het gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is te Loën te voorzien. Dat tracé zou immers de goede inrichting van het gebied kunnen schaden en zou meerkosten gebonden aan de verplaatsing van de RTR-1-leiding als gevolg hebben. Het samenbrengen van de leidingen langs het bestaande tracé van de RTR-1-leiding lijkt dus meer opportuun mits de inoverwegingname van de toekomstige inrichting van het gebied.

- Over het tracé van de reserveringsomtrek ter hoogte van Buchenbusch te Dahlem

De « CRAT » vestigt de aandacht op het feit dat haar opmerking geopperd in haar advies van 13 mei 2008 betreffende de gepastheid om de RTR-2-leiding, en in voorkomend geval, de RTR-3-leiding met ongeveer 37 meter te verplaatsen in het westen van de bestaande RTR-1-leiding te Dahlem op de grens van de Voeren niet gevolgd is. Ter herinnering, de « CRAT » achtte dat dat alternatief de dassen niet zou beschermen tegen de hinder veroorzaakt door de werf en vond die verplaatsing onnuttig.

De « CRAT » herhaalt dus haar opmerking.

- Over het tracé van de reserveringsomtrek ter hoogte van de biologisch zeer waardevolle locatie te Borgworm

De « CRAT » vestigt de aandacht op het feit dat haar opmerking geopperd in haar advies van 13 mei 2008 betreffende de hinder veroorzaakt door de werf op een biologisch zeer waardevolle locatie erkend voor de bescherming van één van de laatste bevolkingen van grote hamsters niet gevolgd is.

Ze verzoekt er dan ook om dat het geheel van de maatregelen getroffen worden om de effecten van de werf op die biologisch zeer waardevolle locatie zoveel mogelijk te beperken.